

SUPERNOVA

revue marxiste-léniniste

No.01 2026



FEDAYIN DANS LA MÉTROPOLE IMPÉRIALISTE
MARXISME AFRICAIN
GRÈVE DE LA FAIM
MUSIQUE ET RÉSISTANCE

"rêver, mais sérieusement" Lénine

SUPERNOVA

revue marxiste-léniniste

Une outil d'enquête et d'organisation
dans la métropole impérialiste



Web: revuesupernova.com

Mail : supernovarevue@gmail.com

Instagram : [revue_supernova](https://www.instagram.com/revue_supernova)

X : [@RevueSupernova](https://twitter.com/RevueSupernova)

telegram: t.me/revuesupernova

Facebook: [Supernova revue marxiste-léniniste](https://www.facebook.com/Supernova%20revue%20marxiste-l%C3%A9niniste)

- "Fedayin" dans la métropole impérialiste (3)
- Formes de domination impérialiste contemporaine (8)
- Sur le mouvement de solidarité avec la Palestine en Italie, Antitesi (Italie) (15)
- Lénine et la question national, quelle stratégie en Corse (20)
- Contre le racket de la drogue, (Marseille) (24)
- Histoire du marxisme africain (27)
- La grève de la faim comme acte de résistance (34)
- Group Yorum (Turquie) (41)
- Erzin (Allemagne) (47)
- Gli artisti che non abbiamo (Italie) (48)
- Créativité et liberté individuelle dans le marxisme, Mikhail Lifshitz (51)
- Interview: Movimiento Guevarista Tierra y Libertad (Ecuador) (53)



DANS LA MÉTROPOLE IMPÉRIALISTE

"Si l'on considère la guerre dans son ensemble, la guerre de manœuvre est la forme principale et la guerre de guérilla est la forme auxiliaire ; si l'on considère la guerre dans ses situations particulières, la guerre de guérilla est la forme principale et la guerre de manœuvre est la forme auxiliaire." Mao

Ce nouveau numéro inaugure la nouvelle série de la revue Supernova. Le choix de créer une nouvelle série est lié aux perspectives que nous pensons devoir donner à la revue et à la nécessaire critique et autocritique du travail politique et éditorial accompli par la rédaction jusqu'à aujourd'hui.

Les thèmes d'enquête et de recherche théorique de la revue restent les mêmes :

- *Impérialisme et dimension métropolitaine française*
- *Composition de classe et organisation de l'autonomie prolétarienne*
- *La résistance et le rôle de militants politiques*

Nous voulons, en tant que Supernova, mener une bataille idéologique et politique plus directe, qui se concrétise également sur le plan organisationnel, dans notre adhésion au Front anti-impérialiste¹.

Nous agissons dans un contexte marqué par des processus de crise qui touchent la France, et les autres pays impérialistes sur le plan extérieur et intérieur :

Front extérieur : la crise d'hégémonie de l'impérialisme français, dans le cadre de la nouvelle concurrence mondiale et de la résistance anticoloniale et anti-impérialiste qui traverse ses colonies et anciennes colonies. La France est encore aujourd'hui l'un des principaux pays impérialistes, lié à l'OTAN, et représente l'une des forces principales au sein de l'UE. La France soutient directement le sionisme et les actions menées contre tous les pays qui ne sont pas alignés sur les États-Unis et le bloc de l'OTAN (Russie, Chine, Iran, Venezuela, Cuba, Yémen, Corée du Nord etc.). Les États-Unis et les principaux pays de l'UE représentent les forces impérialistes et constituent l'ennemi sur lequel nous devons concentrer nos forces.

Front interne : la crise sociale et politique qui a frappé la France a donné lieu à une situation inédite en termes de « gouvernance ». L'instabilité gouvernementale est le fruit de cette crise, qui reflète également une division de plus

en plus profonde au sein de la bourgeoisie monopoliste impérialiste française. Ces divisions se recomposent toutefois dans le soutien à une économie de guerre de plus en plus dirigée contre la Russie et la Chine, dans la défense des intérêts hégémoniques de l'impérialisme français, et sous l'égide de l'OTAN et de l'Union européenne.

Une économie de guerre qui se manifeste également par le rétrécissement des espaces de démocratie et des garanties sociales qui touchent de larges couches de la population, en particulier les secteurs prolétariens des quartiers populaires et les ouvriers des métropoles. L'islamophobie, le racisme anti-immigrés, etc. sont autant d'éléments qui se polarisent dans une « guerre entre pauvres » de plus en plus intense et dans la propagande idéologique impérialiste.

L'économie de guerre et les coûts de la crise affectent également les couches moyennes et l'aristocratie ouvrière, ce qu'on appelle les « déçus de la mondialisation ». Cela n'affecte toutefois pas encore le consensus autour de la « démocratie impérialiste » et les mécanismes de « conformisme » défendus par les secteurs libéraux, la gauche de l'OTAN² et la vieille et la nouvelle droite. L'absence de mouvements sociaux et politiques de protestation significatifs est certainement due à la peur sociale qui, pour la première fois, traverse massivement la France, mais il existe également de graves erreurs sur le plan subjectif (les cultures politiques de la gauche française). La gauche française est influencée et dominée par l'impérialisme. Une gauche qui désarme les mouvements sociaux et politiques par le biais de ses cultures libérales. Le repli du 10 septembre (entre la bureaucratie syndicale et le spontanisme le plus naïf), la difficulté à assumer la résistance palestinienne (celle menée par les organisations palestiniennes) comme lutte politique des classes dominées et damnées au sein des métropoles impérialistes, l'incapacité dans les territoires à faire face aux problèmes qui traversent les secteurs populaires : la précarité sociale, la violence policière, le crime organisé, la consommation de drogue, etc. et la nécessaire autodéfense et coopération populaire. Ce sont là des contradictions qui ne peuvent être cachées.

¹site web du Front anti-impérialiste: anti-imperialistfront.org Une page en français et plusieurs réseaux sociaux sont également disponibles.

²Nous utilisons ce terme pour désigner de manière générique la gauche occidentale, avec tous ses paradigmes libéraux, postmodernes, etc.

C'est dans ce contexte qu'agissent aujourd'hui les subjectivités politiques de la gauche prolétarienne en France.

IMPÉRIALISME ET DIMENSION MÉTROPOLITAINE

La catégorie léniniste d'impérialisme doit être prise dans son sens le plus profond :

- dimension horizontale : lutte des classes (les classes)
- dimension verticale : théorie de la dépendance, de l'échange inégal, chaîne de valeur (nord-sud, centre-périphérie)

Chez Lénine, nous trouvons une combinaison de ces deux facteurs, trop souvent polarisés par les groupes de gauche et communistes, qui ne saisissent pas la dimension « globale » et dialectique qui lie ces deux éléments. Non pas comme une somme de facteurs, mais comme des éléments intégrés les uns aux autres. La nature de l'impérialisme fait nécessairement souffler des vents de guerre de plus en plus totaux, et parallèlement, la détérioration des conditions sociales et de travail des portions du prolétariat « sans réserve » en Europe et aux États-Unis s'aggrave. Car aujourd'hui, l'impérialisme, au lieu d'apporter des bénéfices à ces populations (« rente impérialiste », comme l'appelait Samir Amin), aggrave en fait leurs conditions de vie. Cela pourrait, utilisons nécessairement le conditionnel, favoriser les luttes anti-impérialistes sur les deux fronts de l'ordre mondial impérial, à l'intérieur et à l'extérieur des métropoles impérialistes, à condition que les mouvements, surtout dans les métropoles impérialistes, savent saisir ces dynamiques et regardent vers l'avenir en rompant avec le conformisme du présent et la gauche bourgeoise (la gauche de l'OTAN et toute l'idéologie qui y est liée).

L'analyse de l'impérialisme contemporain doit partir des États-Unis, car c'est là que se concentrent ses mécanismes de pouvoir, les institutions militaires, financières et monétaires qui détiennent le monopole, interdit aux « alliés » européens ou d'Asie orientale, c'est-à-dire aux pays soumis par la guerre (Allemagne, Japon, Italie), soit par la puissance économique et financière (France, Angleterre), et surtout refusé au « Sud du monde ». La Chine et la Russie sont des acteurs de la nouvelle concurrence mondiale, mais leur rôle ne peut être qualifié d'impérialiste, et elles subissent l'action des États-Unis et du bloc de l'OTAN, qui veulent maintenir leur hégémonie et leur contrôle mondial¹.

¹Pour Lénine, l'impérialisme n'est pas une politique ou une économie particulière, mais représente une dimension systémique où les contradictions deviennent de plus en plus « extrêmes ». Cela dit, nous ne qualifions pas la Russie et la Chine d'impérialistes, car leur développement n'est pas comparable à celui des États-Unis et des pays de l'OTAN. Il est en outre erroné de mettre de manière simpliste la Russie et la Chine sur le même plan, tant en ce qui concerne leur composition sociale interne qu'au niveau stratégique international.

L'action des États-Unis sur le « marché », les « règles économiques », le « droit international », les relations diplomatiques entre les États, etc., reflète la tentative d'empêcher l'implosion du cycle d'accumulation et de relancer l'économie américaine en difficulté dans le cadre de la nouvelle concurrence mondiale. Il est toutefois important pour nous d'affirmer un point central de l'analyse marxiste : dans l'impérialisme, les choix politiques deviennent de plus en plus « obligatoires », on parle de « politique » parce qu'en réalité tout est devenu « économie ».

L'intensification du racisme, du sexisme, la militarisation du territoire, la déportation des migrants aux États-Unis, ne sont qu'en apparence un choix subjectif de l'administration Trump. La population américaine est profondément divisée, non pas entre les 1 % et les 99 %, mais entre les 20 % qui contrôlent la majeure partie de la consommation sur l'énorme marché intérieur (3/4 du PIB) et les 80 % dont le pouvoir d'achat stagne ou diminue. Les politiques fiscales sont mises en œuvre pour garantir la propriété et l'hyperconsommation de la tranche la plus riche de la population. Trump « politise » ce que le néolibéralisme a obstinément tenté, sans succès, de « dépolitiser » : l'usage de la force.

La machine étatique-capitaliste ne délègue plus le recours à la violence extrême aux fascistes ; elle l'organise elle-même, ayant peut-être tiré les leçons de l'autonomie prise par le nazisme dans la première moitié du XXe siècle. Le racisme structurel qui caractérise le capitalisme – aujourd'hui concentré contre les musulmans – a été indécemment masqué par les Israéliens et par tous les médias et les classes politiques occidentales. Là encore, il n'y a pas vraiment besoin de nouveaux fascistes, car ce sont les États, surtout européens, qui l'ont alimenté depuis les années 80 (alors qu'aux États-Unis, il est endémique, au cœur même de l'exercice du pouvoir) . Le racisme est profondément ancré dans la démocratie et le capitalisme depuis la conquête des Amériques, car l'inégalité y règne, et l'un des principaux moyens de la légitimer est précisément le racisme. Les nouveaux « fascistes »² sont marginaux par rapport aux fascismes historiques et, une fois au pouvoir, ils s'alignent immédiatement sur le capital et l'État, se limitant à intensifier la législation autoritaire et répressive et à agir sur l'aspect symbolique et culturel. Trump (ou Milei en Argentine) incarne parfaitement l'image du « capitaliste fasciste » car il représente un segment de la classe capitaliste et agit en conséquence. La bourgeoisie monopoliste impérialiste est divisée, tant aux États-Unis qu'en Europe. Entre l'ancienne vision néolibérale née dans les années 90 après la victoire des États-Unis sur l'URSS, issue des idéologies postmodernes et liée à la fin de

²Politiciens d'extrême droite ou directement les néofascistes

l'histoire, et une autre partie de la bourgeoisie monopoliste attentive aux nouveaux scénarios de la concurrence mondiale et aux processus de crise en cours. La crise a polarisé toutes les classes, jusqu'à leur intérieur. Les actions de Trump n'ont que peu ou pas de lien avec le folklore fasciste historique lorsqu'il opère au niveau «géopolitique», visant à sauver le capitalisme américain de l'implosion, tout en imposant une trajectoire « fasciste » à tous les aspects de la société américaine. Trump combine parfaitement capitalisme et fascisme. Le capitalisme n'a plus besoin de confier le pouvoir à des régimes fascistes historiques, comme il le faisait autrefois, car la démocratie a été vidée de sa substance depuis les années 1970 (Commission trilatérale)¹. C'est une coquille vide qui peut être utilisée de n'importe quelle manière. Elle produit, de l'intérieur de ses propres institutions – tout comme le capitalisme le fait de l'intérieur de la finance et de l'État, de l'intérieur de son administration et de son armée – la guerre.

Tout cela se reflète également dans les pays impérialistes européens. Où l'économie de guerre devient le pivot de l'action pour contrer la crise. Dans notre dimension métropolitaine, l'impérialisme français est le premier ennemi sur lequel concentrer notre résistance. Ceux qui pensent opposer la France aux États-Unis, ou utiliser l'État français pour la résistance et le sabotage de l'économie de guerre, travaillent simplement pour l'impérialisme français... et son idéologie, en participant au renforcement des mouvements réactionnaires de masse qui traversent aujourd'hui l'Europe et les États-Unis.

Lénine a qualifié le capitalisme impérialiste de réactionnaire, contrairement au capitalisme concurrentiel, dans lequel Marx voyait encore des aspects « progressistes ». La financiarisation et l'économie de la dette ont construit un monstre qui combine capitalisme, démocratie et fascisme, ce qui ne pose aucun problème aux classes dominantes. La seule utilisation que l'on puisse faire de cette phase est de renverser la guerre contre les peuples et les classes populaires, non pas en demandant la paix, mais en construisant la résistance contre l'impérialisme, comme un acte concret de pouvoir populaire.

LA COMPOSITION ACTUELLE DES CLASSES ET L'ORGANISATION DE L'AUTONOMIE PROLÉTARIENNE

Agir dans une métropole impérialiste signifie être confronté à une composition de classe déterminée où le poids des mécanismes de la finance et du parasitisme

économique, propres à l'impérialisme, est au centre de tout. Cela impose une réflexion sur ce qu'est aujourd'hui la production², la soi-disant « ubérisation de l'économie »³ et la relation même entre l'homme et la machine à travers l'automatisation et l'IA. La polarisation sociale se manifeste par la prolétarianisation des classes moyennes, qui restent toutefois étroitement liées à la « démocratie impérialiste », et par l'élargissement de la partie du prolétariat dé-intégrée, concentrée dans les quartiers populaires où le chômage et la précarité sociale sont les éléments principaux. Un prolétariat dé-intégré du pouvoir central de l'État, mais soumis à sa violence : « légale » de la part des forces de police, et « illégale » de la part du crime organisé. Un prolétariat « sans réserve » qui subit l'hégémonie impérialiste, avec sa logique de mort et d'anéantissement, brisant tous les mécanismes collectifs que les masses populaires se donnent pour résister et vivre.

Le poids des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière au sein des mouvements sociaux et syndicaux est très fort et reflète également les orientations idéologiques qui se donnent. Le développement d'idéologies impérialistes spécifiques est lié, dans son sens le plus profond, aux processus de crise qui touchent aujourd'hui les classes et les États.

Prenons comme exemple l'ambivalence de la culture postmoderne et le racisme identitaire. Ces deux éléments fortement opposés sont en réalité équivalents, nés comme des produits spécifiques de la crise qui frappe le capitalisme et de la lutte de l'impérialisme pour maintenir son hégémonie sur les classes populaires dans les métropoles impérialistes et les peuples opprimés par le néocolonialisme. Le premier, partant de la perception individuelle, en arrive à tout fragmenter, réduisant l'expérience vécue à une dimension purement personnelle, où l'affirmation de son propre vécu suffirait à créer un consensus et une résistance, en se basant sur le plan collectif sur l'idée d'un lobby d'intérêts. Le second repose sur une perception éphémère d'ensembles identitaires collectifs, créés avec l'illusion de se protéger du mal, qui est toujours perçu comme extérieur à la communauté. L'utilisation obsessionnelle qui est faite aujourd'hui du terme « culture judéo-chrétienne » pour désigner les racines européennes. Derrière cette définition se cache non seulement l'ancien racisme colonial, il existe une véritable construction d'une histoire « fantastique », compte tenu de l'opposition radicale en termes historiques que la tradition chrétienne a eue avec le judaïsme... Le mythe de la dimension locale à défendre n'est pas nouveau, pensons à l'ancien fascisme italien qui

¹La Commission trilatérale (Trilatérale) est une organisation privée créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg et du Council on Foreign Relations parmi lesquels David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Cette commission va marquer le point de départ de la guerre idéologique moderne: la défense de l'impérialisme par des moyens militaires, culturels, etc. contre toutes les expériences de résistance et de pouvoir populaire. C'est la formalisation d'une élite technique au service des classes dominantes et de l'impérialisme lui-même.

²Au niveau du « système », nous sommes dans une production volcanique et un marché anarchique, ce qui rend la pénurie un facteur artificiel produit non pas par des éléments naturels, mais par la division actuelle du travail.

³Du génocide à Gaza au réchauffement climatique et à l'ubérisation du travail", Ricardo Antunes, 2025, *revuesupernova.org*

rêvait de la Rome impériale, construisant des palais en papier mâché, alors que le monde était sous la domination de l'Union Jack et de l'Oncle Sam...

Il faut comprendre que tous ces éléments coexistent et traversent la composition des classes : le genre, l'identité nationale et « raciale », l'âge, etc. Ne pas tenir compte de ces éléments serait une erreur d'un point de vue politique, tout comme les présenter comme des éléments de division. Des termes tels que l'intersectionnalité ou la convergence des luttes renvoient toujours à un plan d'égalité et d'horizontalité qui n'existe pas dans la lutte des classes. C'est une vision liée à la « démocratie impérialiste » et au « libéralisme »¹, expression culturelle de certaines classes qui ne peuvent concevoir la résistance, en termes politiques et militaires, effrayées par la guerre entre les classes... Notre objectif est la recomposition de la classe prolétarienne, sa capacité à exercer une hégémonie et une force contre les classes dominantes.

Mettre au centre l'organisation de l'autonomie prolétarienne signifie avoir comme référence le mouvement ouvrier et en particulier les « prolétaires sans réserve » en général, et donner l'hégémonie et la force à cette classe, dans la lutte contre l'impérialisme sur le front interne et externe.

Des lieux de travail aux quartiers populaires, des écoles aux prisons, dans les syndicats, dans les comités de quartier, dans les mouvements, dans les associations culturelles et sportives, etc., être capable de relier les aspects de la lutte : politique, économique, social, culturel. Mettre au centre la dignité, la solidarité, la dimension collective, la résistance, contre l'hégémonie culturelle impérialiste, qui prône le conformisme, l'égoïsme, l'individualisme et l'hédonisme.

L'autonomie prolétarienne comme refus de la logique de la gauche bourgeoise :

1 ceux qui pensent qu'un changement de gouvernement peut contrer la bourgeoisie monopoliste impérialiste. Il ne faut pas pour autant penser que toutes les forces politiques sont identiques, mais le parlementarisme n'a jamais réussi à déterminer des changements de ligne politique, si ce n'est en utilisant une force sociale et populaire sur le territoire qui exprimait un pouvoir et une résistance populaires.

2 ceux qui proposent des assemblées générales de citoyens, en insistant sur la question de la participation et de la démocratie, en pensant que la « société civile » est automatiquement de gauche... sans considérer cela comme un terrain de bataille, où les mouvements

réactionnaires de masse eux-mêmes, les courants libéraux, sont capables de créer une hégémonie, un consensus et une participation. Pour reprendre une expression du communiste italien Gramsci, il y a une sous-estimation du concept d'« hégémonie » et des « rapports de force » de Lénine... .

3 ceux qui parlent de révolution, d'insurrection, de guerres populaires, chaque jour, en les plaçant évidemment toujours dans un espace-temps indéfini (lié à des temps millénaires). La résistance n'est pas un moment mais un processus. Accumuler de la force ne signifie pas attendre l'heure x, mais accumuler de l'expérience, des capacités, des outils, agir en transformant ce qui nous entoure et en nous transformant nous-mêmes.

4. ceux qui parlent de révolution, d'insurrection, de résistance comme d'un jeu, comme d'une fête... manifestant de manière ostentatoire l'abrutissement auquel nous sommes soumis dans les métropoles impérialistes. Pour paraphraser le vieux Koba... On ne peut pas résister en portant des gants de soie...

L'autonomie prolétarienne signifie, dans son sens le plus profond, la capacité des classes populaires à faire de la politique, en s'affranchissant du point de vue bourgeois grâce à l'organisation, la solidarité, la coopération et la résistance !

CONSTRUIRE LE FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE

Il ne suffit pas d'identifier un contexte, il faut comprendre ce que signifie aujourd'hui construire la résistance et quel est le rôle de la gauche prolétarienne.

Aujourd'hui, intervenir signifie agir dans un territoire où l'ennemi, l'impérialisme, est hégémonique (sur le plan social, culturel et économique) sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires, dans les écoles, dans les prisons...

Lutte idéologique : contrer l'idéologie et donc les coutumes de la pourriture impérialiste au sein des masses populaires. La théorie marxiste-léniniste, en tant que théorie du prolétariat et des peuples opprimés, contre l'idéologie des classes dominantes (libéraux, gauche bourgeoise, réactionnaires et fascistes divers) . Le marxisme-léninisme en tant que science, et donc comme toute science en développement constant. Le marxisme-léninisme en tant que prise en compte de l'histoire du mouvement communiste et révolutionnaire. Cela signifie savoir saisir le présent, la tête tournée vers l'avenir, mais en même temps être capable de faire la synthèse et le bilan de ce qu'a été le mouvement communiste et international. Il faut être capable de rompre avec la « nostalgie », mais il faut comprendre l'importance qu'ont eue le socialisme réel² et les expériences de la gauche

¹ L'ouvrage de Mao « Contre le libéralisme », publié en 1937, est, par sa simplicité et sa clarté, un outil indispensable pour comprendre les tares de l'idéologie archaïque, bourgeoise et impérialiste. Mao, style communiste, Contradiction Editions, 2022

² Nous parlons principalement de la contribution de l'URSS et des pays du bloc socialiste, avant la vague révisionniste qui a suivi la mort de Staline, de la Chine

prolétarienne et révolutionnaire qui, au sein des métropoles impérialistes, se sont fixé comme objectif concret la rupture révolutionnaire, non pas comme slogan, mais comme pratique « de résistance »¹. Plus généralement, avec tous ceux qui se sont confrontés à l'organisation de l'autonomie prolétarienne et à la résistance contre l'État impérialiste, en reliant théorie et pratique.

Lutte politique : la lutte politique signifie résistance. Résistance contre l'économie de guerre de l'impérialisme français et de l'OTAN, et contre son « néocolonialisme » et son racisme. Résistance comme lutte organisée pour la dignité, les intérêts et les garanties des masses dans les quartiers populaires, sur les lieux de travail, dans les écoles, dans les prisons. Résister comme défense et soutien à la lutte anti-impérialiste qui libère les pays du jeu français au Sahel et dans les « colonies ». Résister, c'est prendre le drapeau de la Palestine comme drapeau des masses opprimées dans le monde. Résister, c'est refuser la logique des bons et des méchants lorsqu'on est attaqué par la répression de l'État impérialiste. Résister, c'est soutenir les prisonniers politiques révolutionnaires et leur identité politique. Pour résister, il faut être capable de « faire le ménage », c'est ainsi que nous pourrions envisager de résister à l'impérialisme. La lutte contre la drogue et contre tous les marchés de la mort et de la violence qui dominent les quartiers populaires est nécessairement un terrain sur lequel la résistance démontre concrètement sa force. Il est significatif que les « révolutionnaires » pensent lutter contre l'État impérialiste sans se poser la question de la construction de l'action, de la force et de la discipline populaire. Le début du film *La Bataille d'Alger...* est plus évocateur que mille discours sur ce point...

La résistance comme capacité d'organisation et de transformation des masses populaires, dans le sabotage de l'organisation du travail capitaliste et dans la lutte contre l'État impérialiste. La résistance comme transformation socialiste des masses dans l'action et dans la dimension collective.

Dimension organisationnelle : construire le Front anti-impérialiste, de la gauche prolétarienne et anti-impérialiste. Comme espace d'organisation et de confrontation entre le prolétariat métropolitain et les peuples opprimés. Le Front anti-impérialiste, né sous l'impulsion des camarades anatoliens du Front populaire

populaire, de l'Albanie socialiste, de Cuba et des expériences populaires et anti-impérialistes qui ont traversé et traversent l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. Nous n'avons aucun culte à défendre, mais il est clair que pour nous, elles représentent des expériences concrètes où les masses populaires se sont organisées et ont pris des formes collectives. Les limites de ces expériences ne doivent jamais nous faire oublier qu'elles ont représenté une rupture concrète avec l'impérialisme. Il faut regarder vers l'avenir, mais leur contribution reste un exemple nécessaire dont il faut nécessairement partir.

¹Pour la France, nous avons publié avec notre maison d'édition une anthologie sur les expériences françaises en matière de lutte armée et de violence révolutionnaire : Frédéric Oriach, *La lutte armée*, Contradiction Edition, 2024.

(organisation de la gauche révolutionnaire anatolienne), se situe exactement à ce niveau. Les points caractéristiques qui distinguent cette expérience sont: « *les mouvements révolutionnaires engagés dans l'idéologie marxiste-léniniste et la lutte armée. La principale stratégie de l'impérialisme consiste à éliminer cette menace. Une fois cette menace éliminée, l'impérialisme américain n'aura plus aucun obstacle à surmonter. C'est pourquoi la résistance est nécessaire !* »².

En tant que Supernova, nous sommes attentifs à tous les moments d'organisation, de confrontation, d'expérimentation, en France, produits par les partis, les organisations, les groupes, les collectifs de la gauche prolétarienne³, mais en même temps, nous avons dû constater une dose d'infantilisme, de conformisme, de libéralisme et de « nostalgie » au sein du mouvement de la gauche prolétarienne. Nous-mêmes n'avons pas été immunisés contre ces tares. C'est pourquoi nous avons fait le choix organisationnel de participer à la construction du Front anti-impérialiste, car il est essentiel de relier, au sein de la métropole impérialiste, le front extérieur au front intérieur. En nous confrontant et en nous organisant avec les organisations de résistance à l'impérialisme au niveau international, du Moyen-Orient à l'Afrique, de l'Asie à l'Amérique du Sud...

Assumer un travail organisationnel et donc collectif, capable de dépasser le localisme et les tares de la « gauche radicale occidentale » polarisée entre « informalité libérale » et « formalité stéréotypée ». S'organiser au sein du Front anti-impérialiste ne signifie pas envisager d'utiliser artificiellement des programmes et des modèles spécifiques à d'autres contextes. Les caractéristiques des métropoles impérialistes doivent nécessairement avoir leur propre programme. La contribution de notre revue a toujours été orientée dans ce sens, à savoir s'adapter au contexte spécifique dans lequel nous vivons et intervenons. Et c'est là que réside notre contribution au Front anti-impérialiste.



² «Néocolonialisme, occupation de l'esprit et esclavage volontaire : formes de domination impérialiste contemporaine», Front anti-impérialiste, 2025

³ Dans ce contexte, l'URC, la LJR-JR et la nouvelle Organisation Communiste de France (OCF) comptent parmi les acteurs les plus intéressants et les plus actifs de la gauche prolétarienne française actuelle.

NÉOCOLONIALISME, OCCUPATION DE L'ESPRIT ET ESCLAVAGE VOLONTAIRE : FORMES DE DOMINATION IMPÉRIALISTE CONTEMPORAINE

Ni ses attaques idéologiques et culturelles, ni ses assauts politiques et militaires ne pourront détruire la résistance des peuples, ni anéantir la lutte pour la révolution et le socialisme. En résistant, en nous organisant et en luttant, nous mettrons fin à la domination de l'impérialisme et de ses collaborateurs, et nous instaurerons le socialisme.

Aujourd'hui, le monde connaît l'une des plus grandes inégalités de l'histoire. Les groupes capitalistes monopolistiques dirigés par les États-Unis, centre du système impérialiste-capitaliste, ont encerclé le monde avec des outils politiques, militaires, économiques et culturels, n'offrant aux peuples opprimés rien d'autre que la faim, la pauvreté, la guerre et la migration. Une poignée de monopoles impérialistes transfèrent les richesses du monde dans leurs propres coffres tout en condamnant des milliards de personnes à vivre dans la misère, le chômage et l'insécurité.

Les États-Unis, en tant que première puissance impérialiste, contrôlent le monde et asservissent les peuples à l'aide de divers moyens et instruments, avec la complicité de leurs collaborateurs régionaux.

Le monde n'a pas changé ; l'impérialisme reste le même : la principale contradiction oppose les peuples du monde et l'impérialisme. Comment l'impérialisme, mené par les États-Unis, a-t-il conduit le monde à cette situation ? Qu'a-t-on fait, qu'ont dit les autres et que ferons-nous ? Nous tenterons de révéler à la fois les politiques historiques et actuelles de l'impérialisme et le cadre révolutionnaire, idéologique, politique et historique qui doit être suivi en réponse.

I. LES POLITIQUES DE L'IMPÉRIALISME ET LES PROCESSUS PÉRIODIQUES

- Reconstruction après 1945
- Néocolonialisme
- Période post-soviétique
- Aggression néolibérale
- L'empire américain
- Esclavage volontaire et intelligence artificielle

Après 1945 : un nouveau projet impérialiste mené par les États-Unis

Selon Lénine, l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, un stade dominé par le capital monopolistique, le capital financier et la lutte pour le partage des marchés mondiaux. Cette contradiction s'exprime non seulement entre les pays riches et les pays pauvres, mais aussi entre

le travail et le capital, et entre les peuples et les administrations collaborationnistes.

L'IMPÉRIALISME SERA VAINCU ; LES PEUPLES DU MONDE GAGNERONT

Ni ses attaques idéologiques et culturelles, ni ses assauts politiques et militaires ne détruiront la résistance des peuples ou la lutte pour la révolution et le socialisme. En résistant, en nous organisant et en luttant, nous mettrons fin à la domination de l'impérialisme et de ses collaborateurs et nous établirons le socialisme.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme a été vaincu par le socialisme et a perdu un tiers des marchés mondiaux.

L'Europe, vaincue dans les guerres mondiales impérialistes, a laissé le rôle de gendarme mondial aux États-Unis en raison de la nécessité de l'intégration. Même la sécurité européenne a été essentiellement confiée aux États-Unis par le biais de l'OTAN.

L'impérialisme américain a remplacé le capital européen, affirmant son leadership. Grâce aux accords de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale), à l'OTAN, au plan Marshall et à la doctrine Truman, la reproduction du capital mondial a été réorganisée.

Si les formes classiques du colonialisme ont été abandonnées sous le masque de « l'indépendance », elles ont été remplacées par une nouvelle forme de domination plus insidieuse : le néocolonialisme.

Mahir Çayan a défini le néocolonialisme comme « le processus par lequel des pays nominalement indépendants sous le masque de la souveraineté sont rendus économiquement, politiquement et culturellement dépendants de l'impérialisme ». Le leader révolutionnaire burkinabé Thomas Sankara l'a comparé à « un caillou blanc dans le riz : il a la même couleur que le riz, mais il est dur et casse les dents », le distinguant ainsi du colonialisme classique.

Sans abandonner les méthodes classiques, l'impérialisme n'attaque plus avec des chars et de l'artillerie, mais avec du crédit ; non plus avec des armées d'occupation, mais avec des agences de développement, des accords bilatéraux et des institutions internationales. Afin de réprimer les luttes des peuples pour la liberté, des organisations mondiales telles que l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, le Conseil de sécurité des Nations unies, le G7, le G20 et leurs collaborateurs locaux sont déployées pour assurer une exploitation « sans heurts » du monde.

1960-1980 : intervention impérialiste contre les vents de l'indépendance et du socialisme

Au cours de cette période, les luttes de libération nationale en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont menacé les puissances impérialistes, principalement les États-Unis. La révolution cubaine, la victoire du Vietnam, l'Angola, le Mozambique et d'autres exemples ont accru l'intérêt pour le socialisme, tandis que l'impérialisme américain a réagi par des coups d'État (Chili, Indonésie, Turquie 1971), des invasions et des opérations secrètes.

Le néocolonialisme s'est consolidé grâce à des « programmes de développement » dans les pays sous-développés via le FMI et la Banque mondiale, endettant les populations par le biais de bourgeoisies collaborationnistes.

1980-1991 : les assauts néolibéraux et l'étranglement du socialisme

La crise de la fin des années 1970 a conduit le système impérialiste à lancer des attaques néolibérales : politiques de libre marché, privatisation, déréglementation et érosion des droits des travailleurs. Les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ont démantelé la propriété publique, approfondi l'exploitation, appauvri la classe ouvrière et réprimé la lutte des classes. Les politiques turques du 24 janvier 1980 et le coup d'État militaire du 12 septembre ont incarné ce processus.

Pendant ce temps, l'Union soviétique post-stalinienne a été confrontée à des attaques réformistes et révisionnistes qui ont affaibli les fondements du socialisme. Les politiques de glasnost et de perestroïka de Gorbatchev, associées à la pression impérialiste, ont conduit l'Union soviétique à l'effondrement. L'effondrement de 1991 a été salué comme une « victoire » par l'impérialisme.

L'effondrement de l'URSS et le monde « unipolaire

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, il ne restait plus aucune alternative systématique, ce qui a enhardi l'impérialisme américain. Le mondialisme et la mondialisation ont été promus idéologiquement, effaçant les luttes de classe et poussant les peuples au désespoir. Les symboles socialistes ont été supprimés, les tendances réformistes et conciliantes ont dominé et les mouvements de gauche ont été affaiblis idéologiquement.

1991-2008 : le « nouvel ordre mondial » de l'impérialisme

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'impérialisme américain a déclaré la « fin de l'histoire ». Les pays du bloc de l'Est ont été pillés par les politiques de la Banque mondiale et du FMI. L'OTAN s'est élargie, la Yougoslavie a été envahie par des interventions impérialistes et l'Irak a été envahi en 1991. La stratégie du « monde unipolaire » et la mondialisation néolibérale ont intensifié l'exploitation, associant toute résistance au terrorisme. L'hégémonie idéologique a été imposée par les médias, le monde universitaire et la culture.

Après 2008 : crise du « nouvel ordre mondial » et lignes de résistance

La crise financière de 2008 a mis en évidence les faiblesses structurelles du capitalisme. Alors que les États-Unis étaient au cœur de la crise, la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres puissances régionales ont développé des centres d'influence alternatifs, formant des blocs tels que les BRICS et l'Organisation de coopération de Shanghai. L'initiative chinoise « Belt and Road » et les investissements dans les infrastructures africaines représentent un changement par rapport à l'impérialisme

classique. Les partenariats sino-russes étendent leur influence militaire et économique à plus d'une centaine de pays, donnant à la Chine une influence sur 80 % des ressources mondiales.

Dans le même temps, l'impérialisme mené par les États-Unis est confronté à de graves crises économiques, militaires et culturelles, aggravées par l'exploitation interne. Les grèves et les manifestations se multiplient. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les faiblesses des systèmes de santé impérialistes, montrant leur dépendance exclusive au capital et au profit. À mesure que les crises et les craintes de l'impérialisme s'intensifient, les attaques contre les populations mondiales s'intensifient.

Le projet du Grand Moyen-Orient (GMP) et l'initiative pour le Grand Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (BMENA)

Le GMP, proposé par les États-Unis dans les années 2000, vise à remodeler le Moyen-Orient et les régions environnantes en fonction des intérêts américains. Les politiques impérialistes du « nouvel ordre mondial » post-1990, qui visaient à la redistribution mondiale et à l'expansion de l'exploitation, ont atteint une nouvelle étape avec le GMP et le BMENA.

Annoncé officiellement par George W. Bush en 2003, Condoleezza Rice a déclaré : « Le Moyen-Orient est en pleine mutation. Un nouveau Moyen-Orient est en train de naître. C'est la fin de l'ancien Moyen-Orient. Les frontières et les régimes de 22 pays vont changer. »

Selon ce projet :

- Les régimes « autoritaires » seraient transformés sous le couvert de la démocratie.
- Les mouvements de résistance menaçant la domination américaine seraient réprimés.
- Le contrôle des routes pétrolières, gazières et énergétiques serait assuré.
- La sécurité d'Israël serait garantie, consolidant ainsi l'hégémonie américaine.

Les régions ciblées comprennent le Moyen-Orient (Irak, Iran, Syrie, Liban, Palestine, Égypte), les pays du Golfe, l'Afrique du Nord (Libye, Algérie, Tunisie, Maroc), l'Asie du Sud (Pakistan, Afghanistan), le Caucase (Arménie, Azerbaïdjan) et la Turquie. BMENA représente une version élargie et institutionnalisée du GMP, annoncé en 2004 lors du sommet du G8, incluant l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud, avec les États-Unis, l'UE et l'OTAN intégrés au projet.

Résultats récents du GMP/BMENA :

- a) Irak (2003) : près d'un million de morts sous prétexte d'armes de destruction massive ; Saddam Hussein exécuté ; pétrole et minéraux rares transférés à des entreprises américaines.
 - b) Libye (2011) : Kadhafi lynché sous couvert de démocratie ; le pays fragmenté en conflits tribaux ; les milices soutenues par les États-Unis ont pillé la nation.
 - c) Afghanistan (2001-2021) : après 20 ans d'occupation, les États-Unis se sont retirés, laissant derrière eux des dizaines de milliers de morts, des infrastructures détruites et des milices armées ; les talibans ont pris le pouvoir et le pays est devenu le théâtre de guerres par procuration menées par les États-Unis.
1. 2020 et au-delà : l'ère de l'intelligence artificielle et de l'agression numérique de l'impérialisme

La pandémie de COVID-19 a révélé la capacité de l'impérialisme à établir une hégémonie idéologique à

travers la biopolitique et la numérisation. Des outils tels que l'intelligence artificielle, le big data et la gouvernance algorithmique ont été utilisés non seulement pour contrôler l'économie, mais aussi pour établir une domination perceptive et culturelle. Les monopoles technologiques basés aux États-Unis (Google, Amazon, Meta, Microsoft, etc.) sont devenus les principaux acteurs de l'exploitation mondiale des données.

L'impérialisme ne vise plus seulement les terres, mais aussi les esprits. Les algorithmes sont devenus l'arme la plus efficace pour façonner la conscience publique. Dans cette nouvelle ère, la lutte idéologique se concentre dans les domaines cognitif et culturel.

Esclavage volontaire et soumission idéologique

La forme d'hégémonie impérialiste n'est plus seulement la coercition, mais l'esclavage volontaire. L'esclavage volontaire signifie aligner ses propres intérêts sur ceux de l'impérialisme, dissoudre son identité, son intellect, sa raison et sa volonté dans le système impérialiste. Hollywood, les algorithmes des réseaux sociaux et les mécanismes de dégénérescence culturelle transforment la société en passivité, silence et résignation.

En conséquence, la glorification de l'individualisme, de l'égoïsme, du nationalisme et de l'apolitisme affaiblit la résistance idéologique des peuples. Tout comme les rois et les seigneurs du passé asservissaient les populations, aujourd'hui, les monopoleurs comme Musk et Pichai dominent la conscience humaine. Avec l'avènement de « l'ère de l'IA », les chaînes de la domination sont devenues invisibles, mais plus serrées.

II. LE NOUVEAU NOM DE L'ESCLAVAGE : L'EMPIRE AMÉRICAIN

Aujourd'hui, le monde est confronté au système d'exploitation le plus effronté, le plus destructeur et le plus ouvert de l'histoire : l'Amérique. Certains l'appellent « nouvel impérialisme », d'autres « capitalisme mondial ». En réalité, ce qui se dresse devant nous, c'est l'impérialisme américain : un parasite qui se nourrit de la richesse des peuples, détruit les structures sociales, anéantit les personnalités et s'empare des ressources mondiales.

Le projet dit du Grand Moyen-Orient (GMP) et sa version élargie (BMENA) visent à piller les richesses souterraines et superficielles du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, à exploiter la main-d'œuvre des pauvres et à asservir des pays comme l'Irak, la Libye et la Syrie qui ont refusé de faire partie de la chaîne impérialiste pendant près de 50 ans, en recourant à l'anarchie et au banditisme purs et simples.

L'impérialisme américain ne se cache plus derrière des masques ; c'est un empire qui ne fait plus semblant d'être libéral ou démocratique et qui n'a même plus besoin de raconter des « histoires de démocratie » aux peuples. C'est du fascisme.

La fin du mythe de la démocratie, la chute du masque libéral : les élections, les parlements, la représentation, c'est fini

Dans la nouvelle forme impériale, les États-Unis n'ont plus besoin de parlements, d'élections ou de mécanismes représentatifs. Ceux-ci sont désormais considérés comme encombrants et inutiles. L'impérialisme ne prétend plus « exporter la démocratie » parce que cela coûte trop cher. Au lieu de cela, il impose la soumission directe, l'esclavage direct et la domination directe. Le consentement volontaire est remplacé par l'esclavage volontaire.

La gouvernance aux États-Unis est désormais directement entre les mains des monopoles impérialistes. Les véritables propriétaires de l'État siègent à la Maison Blanche, et non les bureaucrates. La Silicon Valley et Wall Street sont les véritables dirigeants. La présence de Musk, Zuckerberg et Bezos à l'investiture de Trump, accompagnée de drones dans le ciel, n'est pas une coïncidence. C'est le visage du nouvel ordre mondial.

Une nouvelle forme de colonialisme : l'esclavage sans annexion

L'impérialisme américain ne s'empare plus secrètement de territoires, il le fait ouvertement. Les pays ne sont pas officiellement annexés, car l'annexion implique des droits légaux. Au lieu de cela, les nouveaux États coloniaux semblent indépendants, mais leur souveraineté est complètement neutralisée.

En Syrie, des personnalités intransigeantes comme al-Sharaa remplacent les dirigeants légitimes ; en Ukraine, la subordination est imposée par le biais d'« accords sur les minéraux précieux ». La Palestine est bombardée, rasée, et des dizaines de milliers de Palestiniens sont tués. Le même scénario est actuellement appliqué à l'Iran. L'objectif n'est pas seulement de s'emparer des terres et des ressources, mais aussi de dominer complètement les peuples, les personnalités et les volontés. La saisie est devenue une norme internationale. Les changements de régime sont légitimés ; le renversement de gouvernements légitimes fait désormais partie du système mondial de pillage.

La saisie est devenue la norme

L'impérialisme américain est allé au-delà de la légitimation de la saisie. La saisie elle-même est devenue la norme. Les institutions internationales restent silencieuses concernant les droits, les pays et les ressources spoliés, car l'OTAN, l'ONU, la Banque mondiale et le FMI font tous partie du système de pillage. L'impérialisme renverse désormais les « gouvernements légitimes » et installe des collaborateurs — islamistes ou « gauchistes », peu importe — dont le rôle est de convaincre les peuples de l'esclavage américain.

Forme de domination : esclavage volontaire et fascisme ouvert

On ne dit plus aux peuples « vous êtes libres », on leur dit « obéissez ou périssez ». L'empire américain établit sa domination par deux méthodes :

- Imposition forcée (fascisme)
- Esclavage volontaire (soumission idéologique)

Cet esclavage volontaire est forgé par le bombardement idéologique, la dégénérescence culturelle, les séries hollywoodiennes et les algorithmes des réseaux sociaux. L'âme des gens est détruite, leur personnalité anéantie, leur esprit paralysé. Les esclaves ne sont pas seulement contraints de travailler, ils sont censés penser, ressentir et vivre pour leurs maîtres.

Il n'y a plus d'occupation cachée dans les esprits, elle est ouverte. Le message est le suivant : « Votre cerveau m'appartient ». Les peuples doivent identifier leurs intérêts à ceux des États-Unis et déclarer : « Je n'ai pas d'intérêts ; les intérêts des États-Unis sont les miens ». C'est du fascisme et une nouvelle forme d'esclavage.

La nouvelle ère de l'impérialisme : aucune menace au-delà de la lutte armée

Pour l'impérialisme, les guerres de libération populaires, les révolutions et le socialisme ne constituent plus des menaces significatives, car ils ont été largement neutralisés. De l'Amérique latine à l'Asie, les mouvements

révolutionnaires ont été réformés ; la « gauche » s'est soumise à l'hégémonie idéologique impérialiste. Les réformistes qui revendiquent la « démocratie » ont été cooptés par le fascisme sous le couvert de l'antifascisme.

Il ne reste qu'une seule menace : les mouvements révolutionnaires engagés dans l'idéologie marxiste-léniniste et la lutte armée. La principale stratégie de l'impérialisme consiste à éliminer cette menace. Une fois cette menace éliminée, l'empire américain n'aura plus aucun obstacle à surmonter.

C'est pourquoi la résistance est nécessaire.

III. LA CRISE DE L'IMPÉRIALISME ET LES ATTAQUES CONTRE L'HÉGÉMONIE IDÉOLOGIQUE

Le système impérialiste-capitaliste traverse l'une des plus grandes crises de son histoire. Cette crise, qui est devenue visible avec l'effondrement financier mondial de 2008, n'est pas un ralentissement temporaire, mais un effondrement structurel. Le potentiel de développement des moyens de production du capitalisme est épuisé, la capacité à créer de nouveaux marchés a disparu et les possibilités d'expansion de l'exploitation de la plus-value se sont réduites.

Le diagnostic de Lénine sur le « capitalisme en décomposition » est désormais pleinement évident. Cette décomposition n'est pas seulement économique, mais aussi politique, culturelle et morale. Aujourd'hui, l'impérialisme s'impose non seulement par la force armée, mais aussi par un bombardement idéologique. Cette hégémonie est maintenue non seulement par l'occupation physique, mais aussi par l'occupation des esprits, des langues et des émotions. Le système de valeurs qui régit la société est désormais façonné par une poignée de capitalistes monopolistiques à travers les médias, les universités et les plateformes numériques, le tout sous un emballage culturel.

La profondeur de la crise et la manipulation idéologique Pour le bloc capitaliste centré sur les États-Unis et l'Union européenne, les coûts de production sont devenus insoutenables. En conséquence, la production a été délocalisée en Extrême-Orient, en Chine et en Asie du Sud ; les pays centraux ne maintiennent désormais leur existence que grâce à la finance, à la technologie et à la machine de guerre. Mais même cela n'est pas une solution, car les contradictions ne respectent plus les frontières géographiques.

La crise de l'impérialisme s'étend au-delà de l'économie pour toucher les domaines social et politique. C'est là qu'intervient « l'attaque idéologique hégémonique ». Il ne s'agit plus seulement d'une forme de gouvernance fondée sur le consentement, mais du fondement même d'un système d'esclavage volontaire. On répète sans cesse aux peuples, aux travailleurs et aux jeunes : « Soyez vous-mêmes, rêvez, créez votre marque, soyez uniques, réussissez ». Cette propagande individualiste sert à étouffer la lutte collective, la solidarité de classe et les alternatives révolutionnaires.

Du monde universitaire au cinéma, de la religion à l'identité : un encerclement total

Les universités ne sont plus des centres scientifiques, mais des pôles de production d'outils idéologiques impérialistes. Les thèses contre-révolutionnaires et les idéologies anti-populaires sont commercialisées sous le couvert de la « libre pensée ».

La religion a été corrompue en collaboration avec l'impérialisme, devenant un outil pour atténuer la douleur

du peuple. L'islamisme actuel fonctionne comme un complément culturel à l'idéologie impérialiste. La politique identitaire remplace la lutte des classes, canalisant l'énergie du peuple vers la polarisation culturelle. Les conflits entre le travail et le capital sont relégués au second plan, tandis que les conflits entre les sexes, entre autochtones et migrants, et entre les ethnies et les cultures sont mis en avant. Il s'agit d'une attaque délibérée de l'ordre capitaliste.

La nouvelle vague d'attaques fascistes et l'institutionnalisation de l'esclavage volontaire

À mesure que le système impérialiste-capitaliste aggrave sa crise structurelle, il abandonne le masque de la « démocratie » et déploie des outils coercitifs ouverts. L'autoritarisme mondial dont nous sommes témoins aujourd'hui, notamment la violence policière, le militarisme et les lois anti-populaires, n'est pas accidentel : il s'agit d'une réponse systémique à la crise de l'impérialisme. Le fascisme n'est plus une forme de gouvernance limitée à certains pays ; il est devenu la tendance générale du système impérialiste.

a. Le fascisme comme moyen de gérer la crise

La définition de Lénine de l'impérialisme comme « capitalisme monopolistique » nous permet de comprendre le fascisme hitlérien non seulement comme une déviation idéologique, mais aussi comme une forme de dictature de classe à laquelle la bourgeoisie a recours en dernier recours. Aujourd'hui, une nouvelle forme de fascisme émerge : institutionnalisée et reposant sur le consentement de la masse.

1. Les États mettent en place des régimes policiers au nom de la « sécurité ».
2. Les monopoles médiatiques façonnent la perception du public.
3. Les tribunaux, les lois et les institutions constitutionnelles servent de gardiens du capital.

Cependant, ce processus ne fonctionne pas uniquement par la force. Parallèlement à la coercition, un processus simultané de production du consentement – intériorisé et légitimé – a lieu.

b. Comment l'esclavage volontaire s'institutionnalise

Les gens sont désormais asservis non seulement par la coercition, mais aussi idéologiquement. L'impérialisme conquiert les esprits non seulement avec des avions de combat, mais aussi avec des séries Netflix, des algorithmes de réseaux sociaux et des promesses de « liberté ». Cette institutionnalisation opère à travers plusieurs canaux :

3. Vie professionnelle : la production flexible, la précarité et le travail à distance font que les gens sont exploités non seulement sur leur lieu de travail, mais aussi dans une chaîne numérique de captivité 24 heures sur 24.
4. Éducation : la pensée critique et scientifique est remplacée par la compétition, l'individualisme, l'obéissance et l'obsession du statut social ; les jeunes sont condamnés à un avenir sans perspectives et à une « ignorance diplômée ».
5. Culture : l'art et la culture ne sont plus des vecteurs de purification, mais des vecteurs de profit. Toute forme de résistance est soit détruite, soit marchandisée, vidée de son contenu.

L'esclavage d'aujourd'hui semble « volontaire » parce que le fascisme moderne instaure un « système de consentement

» dans les esprits et construit des prisons dans les cerveaux. Ce fascisme ne se nourrit pas des rassemblements de masse du XXe siècle, mais de réseaux de surveillance individualisés, de censure automatisée, de casiers judiciaires numériques et de gouvernance algorithmique. La bourgeoisie cherche désormais à dominer le prolétariat non seulement physiquement, mais aussi psychologiquement, numériquement et culturellement. Pourtant, cela révèle également l'épuisement ultime du capitalisme : l'intensification des pressions fascistes exige simultanément une résistance.

Un système sans issue : une nouvelle « production de consentement » est impossible

L'impérialisme ne se vend plus aujourd'hui avec des promesses de « prospérité », mais avec des propositions de « vivre avec moins de destruction ». Le système capitaliste n'est plus en mesure de produire le consentement en son sein. Il est impossible de construire une nouvelle « démocratie libérale ». L'ampleur de la crise a rendu le fascisme systématique. L'impérialisme craint les soulèvements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'est pourquoi la monopolisation des médias, l'intensification de la surveillance numérique et le bellicisme sont devenus la norme.

Tous ces processus reflètent la crise idéologique du système impérialiste-capitaliste. L'impérialisme n'est pas seulement en crise de production, mais aussi en crise de sens, de valeur et de légitimité. À ce stade, l'idéologie révolutionnaire acquiert une légitimité pour les opprimés, car seule la théorie marxiste-léniniste peut expliquer le caractère de classe de ces crises et offrir une véritable voie à suivre.

IV. LES OUTILS DE L'HÉGÉMONIE IMPÉRIALISTE

Occupation militaire : la « paix » au bout du fusil

Pour l'impérialisme, la force militaire justifie les bombes qui pleuvent sur les peuples sous le masque de la « démocratie » et de la « liberté ». De l'éclatement des Balkans à l'invasion de l'Irak, du siège prolongé de l'Afghanistan à la destruction de la Libye, l'impérialisme cherche à mettre les peuples à genoux par la puissance militaire.

- Les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie en 1999 ont attaqué les derniers bastions du socialisme.
- L'invasion de l'Irak en 2003 était une guerre impérialiste visant à assurer le contrôle du pétrole, des voies d'approvisionnement en énergie, de la sécurité d'Israël et à façonner le « nouveau Moyen-Orient ».
- L'intervention impérialiste en Syrie fait partie du GMP, qui vise à encercler des puissances comme la Russie et l'Iran et à fragmenter la région.

Dépendance économique : les chaînes du FMI

L'impérialisme qui s'installe par l'occupation militaire prend en otage l'avenir des peuples par le biais de chaînes de dépendance économique. Des institutions telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC imposent des politiques d'endettement, poussant les pays vers la privatisation et transférant à bas prix les ressources publiques au capital.

- En Turquie, les réformes néolibérales postérieures au coup d'État de 1980 sous Özal, le contrôle du FMI pendant la crise de 2001 et l'approfondissement sous l'AKP après 2002 en sont des exemples.

- Les lois d'arbitrage accordent des droits illimités aux entreprises impérialistes, contournant la justice nationale.
- Des accords tels que le GATT et le GATS ont remis l'agriculture et les services aux monopoles impérialistes, épuisant effectivement ces secteurs.

Alors que la population s'appauvrit, les impérialistes et les monopoles collaborateurs accumulent des profits. La dépendance économique hypothèque également la souveraineté politique d'un pays en matière de prise de décision.

Bombardement idéologique : explosions dans l'esprit

La domination impérialiste s'établit non seulement par le biais des chars et de l'artillerie, mais aussi par le biais des manuels scolaires, des séries télévisées et des concepts académiques. L'hégémonie idéologique formate la façon dont les gens pensent, évaluent et même rêvent : c'est une « occupation culturelle ».

Les systèmes éducatifs, sous la coupe des élites collaboratrices locales, sont modelés selon les vérités impérialistes. L'individualisme libéral, la concurrence et « l'esprit d'entreprise » sont glorifiés, tandis que le collectivisme, la solidarité et la lutte des classes sont effacés. Les médias vident de leur sens des concepts tels que « succès », « bonheur » et « liberté », construisant une vie selon les besoins de l'idéologie dominante.

De ce que les gens mangent et boivent à leur façon de penser, une domination idéologique s'établit, les empêchant d'envisager des alternatives. Le bombardement idéologique est l'arme impérialiste la plus insidieuse.

Intervention politique : coups d'État, contre-guérillas et le masque de la « démocratie »

L'impérialisme considère la volonté du peuple comme dangereuse. C'est pourquoi, à chaque soulèvement populaire, indépendant ou anti-impérialiste, l'impérialisme intervient politiquement : les lois antiterroristes, les organisations de contre-guérilla, les généraux putschistes et les politiciens cooptés bloquent les peuples à l'échelle mondiale, de l'Amérique latine au Moyen-Orient, en passant par l'Asie et l'Afrique.

- On peut citer comme exemples les événements du 12 mars, du 12 septembre et du 15 juillet en Turquie, le coup d'État contre Allende au Chili ; les régimes post-Saddam en Irak ; et les sanctions contre la Palestine après la victoire électorale du Hamas.

La « démocratie » et les « droits de l'homme » deviennent des outils de l'impérialisme, le pouvoir décisionnel sur les peuples étant cédé aux impérialistes.

Dégénérescence culturelle : de Hollywood à la drogue

Pour asservir un peuple, il faut d'abord corrompre sa culture. L'impérialisme le sait bien. Hollywood, Netflix, l'industrie musicale et la culture de consommation érodent les valeurs des peuples. Le « mode de vie » imposé crée un type de personnalité axé sur la consommation, individualiste, apolitique et égoïste.

Les jeunes sont ciblés par la drogue, les séries mafieuses, les représentations de la violence et de la sexualité, qui émoussent leur esprit de résistance. Les agressions culturelles qui effacent la mémoire collective servent également l'hégémonie impérialiste, transformant les esprits occupés en « esclaves volontaires ».

En conclusion, l'impérialisme n'est pas seulement un système économique, mais un mécanisme multidimensionnel de domination et d'occupation. Il opère à

travers les chars, les dollars, les séries télévisées, le monde universitaire et l'autorité judiciaire. Par conséquent, la lutte contre l'impérialisme doit se dérouler non seulement dans les rues, mais aussi dans les écoles, les usines, les écrans, les tables à manger et les consciences, c'est-à-dire à chaque instant de la vie quotidienne.

V. COMMENT LES ÉTATS-UNIS GOUVERNENT-ILS LE MONDE ?

Lois antiterroristes

La doctrine de la « guerre contre le terrorisme », mise en œuvre dans le monde entier après le 11 septembre 2001, sert d'outil pour légitimer les interventions militaires et politiques des États-Unis. Le concept de « terrorisme » est défini de manière arbitraire, ciblant les mouvements populaires, les luttes de libération nationale et les organisations révolutionnaires. La nouvelle méthode de l'impérialisme consiste à déclarer idéologiquement « terroristes » ceux qui ne se soumettent pas et à imposer un ultimatum « soit vous êtes avec nous, soit vous êtes un terroriste », forçant toutes les forces anti-impérialistes et d'opposition à travers le monde à se soumettre.

Les pays ou organisations qui refusent de se conformer à cet ultimatum sont immédiatement qualifiés de terroristes, inscrits sur des « listes terroristes » et attaqués. La première cible a été le régime taliban en Afghanistan, et la campagne s'est poursuivie par la suite.

L'invasion de l'Irak par les États-Unis sous prétexte de « lutter contre le terrorisme » a causé la mort de plus d'un million de civils. En Turquie, la loi antiterroriste (TMK) a été utilisée pour réduire au silence les révolutionnaires, les socialistes et ceux qui luttent pour les droits et les libertés. Les familles des membres du TAYAD, par exemple, ont été criminalisées et emprisonnées simplement pour avoir pris soin de leurs enfants.

Décisions de la Banque mondiale

Sous le couvert du « développement », la Banque mondiale fonctionne en réalité comme un outil de supervision impérialiste, imposant des programmes d'ajustement structurel aux pays dépendants. Ces décisions obligent les pays à démanteler les services publics, à privatiser et à soumettre l'agriculture et le commerce au contrôle des monopoles impérialistes.

En Turquie, après 1980, des milliers d'entreprises publiques (KIT) ont été privatisées suite aux directives de la Banque mondiale et du FMI. Aujourd'hui, les services de santé et d'éducation sont devenus monétaires, laissant la population dans l'incapacité d'accéder même aux besoins fondamentaux.

Décisions de l'OTAN

Bien que l'OTAN soit présentée comme une « alliance défensive », elle sert en réalité d'instrument de contrôle militaire américain à l'échelle mondiale. Chaque intervention menée sous l'autorité de l'OTAN est, en réalité, une forme d'agression impérialiste.

En 1999, la Yougoslavie a été détruite par les avions de l'OTAN ; en Libye, en 2011, les bombardements de l'OTAN ont fragmenté le pays.

Le rôle de la Turquie : En tant que membre de l'OTAN, la Turquie fournit un soutien logistique et militaire à ces interventions. La base aérienne d'Incirlik sert de plaque tournante pour les opérations impérialistes au Moyen-Orient.

Décisions stratégiques des États-Unis

Les États-Unis actualisent leur « stratégie de sécurité nationale » tous les deux ou trois ans afin de désigner les pays qui constituent une menace et ceux qui sont des cibles. Ces décisions orientent les opérations militaires, politiques et économiques à l'échelle mondiale.

Par exemple, après avoir qualifié la Chine de « concurrent stratégique », les États-Unis ont renforcé leur présence militaire dans le Pacifique afin de protéger leurs intérêts commerciaux dans la région. Les États-Unis tentent de modeler la Turquie en fonction de leurs intérêts au Moyen-Orient, intervenant directement dans chaque gouvernement sous le couvert d'un « partenariat stratégique ».

VI. COMMENT LES ÉTATS-UNIS OCCUPENT-ILS LES PAYS ?

Par le biais des décisions de l'OTAN

Chaque intervention lancée sous le prétexte de la « sécurité collective » de l'OTAN est en fait une opération d'occupation. Tout d'abord, des troubles internes sont créés dans le pays cible, puis l'intervention est présentée comme une « mission internationale ».

La domination impérialiste s'établit non seulement à l'aide de chars et d'artillerie, mais aussi à travers les manuels scolaires, les séries télévisées et les concepts académiques. L'hégémonie idéologique façonne la façon dont les gens pensent, leur système de valeurs et même leur vision du monde. Il s'agit d'une forme d'« occupation culturelle ».

L'invasion de l'Afghanistan (2001) a eu lieu sous l'égide de l'OTAN. Elle a toutefois entraîné la destruction, la pauvreté et la résurgence des talibans.

Par le biais des décisions de l'ONU

Les Nations unies sont devenues une plateforme utilisée par les États-Unis pour légitimer leurs interventions internationales. Sous le prétexte de « l'intervention humanitaire » ou du « maintien de la paix », la résistance populaire est réprimée.

Par exemple, l'intervention de 1991 en Irak lors de la guerre du Golfe a été justifiée par une résolution de l'ONU. L'objectif n'était pas de protéger la population, mais de « sécuriser » le pétrole.

Occupation directe

Parfois, les États impérialistes occupent directement des pays, sans s'appuyer sur aucune résolution internationale. Cette agression révèle la véritable nature de l'impérialisme dans sa forme la plus brute.

L'invasion de l'Irak en 2003 en est un exemple : les États-Unis et le Royaume-Uni ont attaqué l'Irak sans aucun mandat international, causant la mort de plus d'un million de personnes.

EN CONCLUSION

Aujourd'hui, les peuples du monde sont liés par les chaînes de l'impérialisme. Les maillons de cette chaîne sont constitués par les lois antiterroristes, les décisions de la Banque mondiale et de l'OTAN, les directives stratégiques des États-Unis et les occupations directes.

VII. IMPÉRIALISME NUMÉRIQUE, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET GUERRE ALGORITHMIQUE

La technologie à l'ère de l'impérialisme : non neutre, une arme entre les mains des monopoles

Les développements technologiques ne sont jamais sans classe ni neutres. Sous le capitalisme, la technologie est utilisée pour augmenter les profits, intensifier le contrôle du travail, centraliser le processus de production et renforcer l'hégémonie idéologique. L'intelligence artificielle, le big data et les systèmes de surveillance numérique sont

actuellement les outils les plus avancés qui remplissent ces fonctions.

Tout comme la machine à vapeur a transformé les relations de production au XIXe siècle, aujourd'hui, l'IA :

- Sépare la main-d'œuvre en deux catégories : « nécessaire » et « inutile » pour le capital,
- Étend les mécanismes de surveillance et de contrôle à l'ensemble de la société,
- Paralysant la conscience de classe par la gestion de la perception.

Cette transformation technologique n'est pas seulement une question technique ; c'est un nouveau front dans la lutte des classes et une arme entre les mains des monopoles.

« Impérialisme numérique » et « colonialisme » basé sur les données

Tout comme l'impérialisme classique contrôlait les pays dépendants par le biais des matières premières et des marchés, l'« impérialisme numérique » établit aujourd'hui une domination similaire par le contrôle de l'information, de la communication et des données. Cette nouvelle forme de colonialisme opère par le biais :

- La collecte de métadonnées et le suivi/la prédiction du comportement des utilisateurs,
- Les algorithmes des réseaux sociaux comme outils pour orienter l'opinion publique et dompter l'opposition sociale,
- La dépendance à l'égard des infrastructures numériques, c'est-à-dire la dépendance à l'égard d'entreprises monopolistiques telles que Google, Amazon et Microsoft.

À mesure que les services cloud, l'archivage numérique et les infrastructures d'IA se concentrent entre les mains des entreprises impérialistes, les pays dépendants deviennent tributaires d'acteurs externes dans les processus décisionnels numériques.

Pour les pays nouvellement colonisés comme la Turquie, la souveraineté numérique est, tout comme l'indépendance économique, sociale et politique, une question de sécurité nationale et de domination de classe.

Hégémonie algorithmique et distorsion de la réalité

L'un des outils les plus insidieux de l'ordre numérique capitaliste est l'encerclement idéologique par le biais d'algorithmes. Les plateformes de réseaux sociaux, les fils d'actualité et les systèmes de recommandation de contenu :

- Manipulent les intérêts des gens,
- Censurent ou rendent invisibles les contenus révolutionnaires,
- Isolement des individus, affaiblissant l'idée de lutte collective,
- Déforment la perception de la « réalité » pour construire des mensonges de masse (par exemple, la propagande unilatérale de l'OTAN pendant la guerre entre l'Ukraine et la Russie ; l'assimilation de la résistance palestinienne au terrorisme).

Cette hégémonie est la version numérique de la production du consentement. Le consentement social est établi par le biais d'écrans et d'algorithmes, guidant les gens idéologiquement non pas en tant qu'agents conscients, mais en tant que points de données, les transformant en esclaves sans chaînes.

L'intelligence artificielle et la reproduction de l'idéologie bourgeoise

Les systèmes d'IA sont utilisés non seulement dans l'analyse des données, mais aussi dans la production culturelle. La création de contenu assistée par l'IA dans les domaines de l'art, de la littérature, de l'histoire et du langage reproduit l'idéologie bourgeoise.

Dans l'éducation et les médias, la censure, le filtrage des contenus et la conception des programmes scolaires basés sur l'IA façonnent la conscience historique et de classe des individus. Les chatbots, les recommandateurs de contenu et les systèmes de conseil basés sur l'IA reconditionnent les idéologies politiques sous une forme « neutralisée », orientant les masses vers le libéralisme et le réformisme.

Ainsi, l'IA n'est pas seulement un outil technologique, mais une extension de nouvelle génération de l'appareil idéologique impérialiste.

La technologie doit servir le peuple grâce à l'open source

La position révolutionnaire et socialiste contre l'hégémonie numérique doit être claire : la résistance contre les monopoles numériques ne peut être séparée de la lutte contre l'impérialisme. La technologie sert la classe qui la contrôle. La production et la diffusion des connaissances doivent être accessibles au public et open source, et non confiées à des monopoles. Des médias alternatifs et des réseaux numériques doivent être mis en place pour l'organisation et l'éducation révolutionnaire.

L'IA doit être retirée de la propriété privée et du contrôle du marché et mise à la disposition du peuple grâce à des sources ouvertes. Les révolutionnaires ne sont pas contre l'IA ou le développement technologique en soi, mais contre son utilisation sous la domination capitaliste-impérialiste. Tout outil technologique qui profite aux classes ouvrières n'est possible que dans le cadre du processus du pouvoir populaire révolutionnaire.

Front Anti-Imperialiste



SUPERNOVA
revue marxiste-léniniste

L'économie de guerre est une politique de guerre contre les masses populaires, avec la diminution des espaces démocratiques et sociaux. Une criminalisation politique de plus en plus répandue, comme dans le cas de la solidarité avec la Palestine, et la campagne islamophobe obsessionnelle et la peur de la Russie et de la Chine. À cela s'ajoute une criminalisation sociale, contre des secteurs entiers des quartiers populaires et de la précarité sociale.

Tels sont les traits distinctifs de l'impérialisme français en crise...

**SABOTER L'ÉCONOMIE DE GUERRE
ROMPRE AVEC LA GAUCHE DE L'OTAN
ORGANISER L'AUTONOMIE PROLÉTARIENNE
CONSTRUIRE LE FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE
POUR LA RÉSISTANCE**

LA SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE EN ITALIE: LES GRÈVES GÉNÉRALES POLITIQUES

interview avec Antitesi, organisation communiste (Italie)



La question palestinienne et la polarisation politique au niveau international qu'elle a créée sont devenues le principal front de lutte contre l'impérialisme et donc de la lutte des classes elle-même. En France, la solidarité avec la Palestine a explicitement lié le front extérieur: la domination impérialiste et son soutien au sionisme au front intérieur: les politiques liées à l'économie de guerre avec la réduction des espaces sociaux et démocratiques pour les classes populaires. Une démocratie impérialiste qui réduit les mécanismes d'intégration sociale interne (liés à la stabilité et à l'hégémonie impérialiste) pour utiliser la fascisation de la société dans un contexte de crise et de concurrence mondiale accrue.

Il existe un soutien sincère à la cause palestinienne dans les quartiers populaires, même s'il est principalement indirect et silencieux. Divers facteurs ont joué un rôle, depuis la répression qui a frappé les secteurs politiques pro-palestiniens (des forces parlementaires aux groupes de la gauche révolutionnaire et aux syndicats), créant une véritable

terreur envers ceux qui manifestent un soutien direct à la Palestine, jusqu'au conformisme et à la résignation fataliste typiques des cultures qui dominent les masses populaires. Un autre facteur est le poids, au sein de la gauche, des courants libéraux qui, souvent sous l'étiquette « décoloniale », défendent les pires stéréotypes occidentaux. À cet égard, le silence absolu à l'égard de ceux qui représentaient directement la résistance à Gaza est significatif.

Tout cela ne doit toutefois pas nous faire oublier qu'il y a eu des secteurs politiques et sociaux qui se sont mobilisés, à travers des manifestations, des piquets de grève, des boycotts : dans les aéroports, les ports et devant les entreprises qui produisent du matériel de guerre pour l'occupant sioniste, en liant le soutien à la Palestine à la lutte contre les politiques de guerre de l'impérialisme français.

Dans ce contexte, le mouvement de solidarité avec la Palestine qui a traversé l'Italie représente, par rapport aux mouvements pro-palestiniens en France, un bond qualitatif et quantitatif remarquable. Dans les mouvements, ce sont les jeunes qui représentent la dimension dynamique et énergique, mais le degré de conscience et de radicalité est atteint lorsque les travailleurs et les classes populaires entrent directement en jeu, comme cela s'est produit de manière massive dans le contexte italien. Nous parlons de cela, et plus généralement des spécificités du mouvement italien pro-palestinien, avec les camarades italiens de Antitesi (antitesirivista.org/).

1) Les mobilisations qui ont traversé l'Italie, en solidarité avec la Palestine, ont eu un écho international important. Nous pensons que cela est dû non seulement aux manifestations de soutien massives, mais aussi aux formes de lutte que le mouvement s'est donné en Italie. Quel est votre point de vue ?

En Italie, depuis le déluge d'Al Aqsa et le début de l'agression génocidaire sioniste à Gaza, on n'avait pas encore vu de mobilisations aussi massives, contrairement à d'autres capitales européennes. Au cours des deux dernières années, le mouvement s'est mobilisé autour des universités et des organisations

palestiniennes (telles que Giovani Palestinesi, Udap, Api, etc.), avec le soutien de diverses forces solidaires. La manifestation la plus importante a eu lieu le 5 octobre 2024 à Rome, lorsque plus de 10 000 camarades ont défié l'interdiction du gouvernement et se sont affrontés avec la police. Il est difficile de dire ce qui a fait déborder le vase. D'une certaine manière, les énormes manifestations de septembre et octobre 2025 ont pris tout le monde un peu par surprise. Au cours de l'été, on voyait déjà que quelque chose était en train de changer et le lancement de la Sumud Flotilla a eu pour rôle de donner un objectif concret aux masses, autour duquel elles pouvaient se mobiliser et trouver leur place dans la mobilisation. La Sumud Flotilla a assumé le rôle de centre de mobilisation autoritaire et reconnu par tous, élargissant la participation et impliquant les jeunes et les travailleurs.

Le mouvement s'est développé en reprenant à son compte le mot d'ordre « bloquer tout », lancé par les dockers de Gênes, en réponse concrète au blocus sioniste imposé à la Flottille. Cette indication pratique a suscité une grande détermination de la part des masses. Une indication qui montrait clairement que face au génocide et à la complicité du gouvernement Meloni, on ne pouvait pas se contenter de défiler. Une approche concrète qui a été une force mobilisatrice et un encouragement à la participation. Ainsi, des centaines de milliers de personnes de tous âges, mais principalement des jeunes, sont descendues dans la rue et ont bloqué les ports, les gares, les aéroports, les périphériques et les autoroutes, des grandes métropoles aux plus petites villes.

Ce fut un moment décisif mémorable, étant donné que quelques mois auparavant, le gouvernement italien avait approuvé le décret sur la sécurité, qui augmentait les peines pour blocage routier et interruption de service. Cela signifie qu'au niveau de la masse, la répression n'a pas eu l'effet escompté. Au contraire, les mobilisations en faveur de la Palestine ont repris et relancé la pratique mise en œuvre par les métallurgistes en grève qui, quelques mois auparavant, avaient bloqué en masse la rocade de Bologne, renvoyant le décret sur la sécurité à l'expéditeur.

En Italie, un mouvement de cette ampleur n'avait pas été vu depuis longtemps, du moins depuis les mobilisations contre la guerre d'agression des États-Unis contre l'Irak. La différence fondamentale est qu'à l'époque, le « pacifisme bourgeois » avait joué un rôle prépondérant dans les mobilisations, alors qu'aujourd'hui, le soutien au peuple palestinien met l'accent sur le soutien à sa résistance. Les visages

horrifiés des sionistes italiens, qui se plaignent de la présence d'une banderole célébrant le 7 octobre en tête du cortège d'un million de personnes le 4 octobre à Rome, nous font comprendre à quel point la ligne qui soutient la résistance dans cette mobilisation est légitime et viable.

En réalité, c'est précisément la capacité de la résistance palestinienne à combattre l'occupation sioniste et à tenir tête aux impérialistes (les États-Unis en tête), qui l'ont promue et la soutiennent, a suscité une vague de mobilisations dans laquelle se sont déversés tout le malaise et la colère de larges secteurs de la population, contre les conditions d'exploitation et d'oppression qui s'aggravent en Italie avec la crise et l'état de guerre.

2) Nous pensons que le rôle des travailleurs a été central dans le mouvement pour la Palestine en Italie. Quels ont été les secteurs principalement mobilisés et quelles organisations se sont mobilisées ?

Les dockers de Gênes ont joué un rôle moteur fondamental : l'un d'entre eux se trouvait sur la flottille et ce sont eux qui ont lancé les mots d'ordre pour tout bloquer. Les dockers génois ont une longue histoire d'opposition au trafic d'armes et de mobilisation en solidarité avec les peuples attaqués par l'impérialisme depuis la guerre au Yémen. Autour d'eux, les dockers d'autres villes, comme Livourne, se sont immédiatement mobilisés. Mais ce n'est pas tout : les cheminots et les employés des services de chargement et de déchargement des aéroports ont également identifié le trafic d'armes vers l'entité sioniste comme une cible à atteindre et à bloquer.

Les travailleurs de l'éducation, attaqués par le gouvernement qui tente de les contraindre à jouer le rôle indésirable de reproducteurs de l'idéologie belliciste dominante, ont également joué un rôle de premier plan. Il suffit de penser au nombre de fois où le ministre de l'Éducation Valditara est intervenu pour menacer, y compris par des mesures de licenciement et de suspension, les enseignants qui parlent de la Palestine dans les écoles.

Ce sont là les secteurs les plus actifs, mais le soutien à la cause palestinienne a été beaucoup plus large : des chercheurs universitaires, qui boycottent les accords entre les universités italiennes et sionistes, aux musiciens des orchestres des théâtres, qui ont brandi le drapeau palestinien pendant les spectacles – comme cette employée du théâtre de la Scala licenciée pour cette raison ; des travailleurs de Leonardo (entreprise métallurgique et mécanique militaire), qui se sont

prononcés contre l'envoi d'armes à l'entité sioniste, jusqu'aux commerçants qui, pendant les grèves, ont fermé leurs magasins en signe de soutien à la mobilisation.

Il y a eu trois grèves principales : celle du 19 septembre proclamée par la CGIL, celle du 22 proclamée par l'USB et les autres syndicats de base, et celle du 3 octobre proclamée conjointement par la CGIL, l'USB et les syndicats de base.

La première, d'une durée de quatre heures (prolongée dans de nombreux cas à huit heures), était une grève qui excluait les travailleurs du secteur public en raison du délai de préavis qui enfreignait les lois régissant le droit de grève dans les services essentiels. La participation a donc été principalement celle du secteur privé et, plus précisément, des métallurgistes. La grève a connu une bonne participation, même s'il n'y a pas eu de moments particuliers de manifestation dans les rues. La CGIL a appelé à la grève quelques jours avant les syndicats de base, tentant de se placer à la tête du mouvement pour le diriger et le contrôler, mais elle a échoué lamentablement dans cet objectif.

La grève du 22 septembre, proclamée par les syndicats de base, a en revanche été une grande grève générale à laquelle ont participé tous ceux qui n'avaient pas pu faire grève le 19 et, dans de nombreux cas, même des personnes qui avaient manifesté aux deux dates. Ce jour-là, les places se sont remplies et on a compris que la mobilisation prenait de l'ampleur, tant en quantité qu'en qualité.

Compte tenu de l'échec du 19, la CGIL, pour la première fois dans son histoire, a convoqué avec les syndicats de base la grève du 3 octobre. Cet événement, plus unique que rare, a été un grand résultat de la mobilisation de masse et des travailleurs, qui a réussi à éliminer l'opportunisme et le sectarisme syndical et a contraint tous les syndicats, y compris ceux de base, à convoquer une seule et unique date de mobilisation. Ainsi, après de nombreuses années de grèves rendues impuissantes par la gestion opportuniste et compromettante des syndicats confédéraux, ou ultra minoritaires comme celles promues par les dynamiques sectaires des syndicats de base, le 3 octobre a vu une véritable grève générale, avec une grande partie du pays bloquée et des millions de personnes dans les rues.

3) Les grèves « politiques » en Italie ont représenté une nouveauté absolue en Europe. Quel rôle a joué le mouvement communiste et anti-impérialiste dans le mouvement pour la Palestine en Italie ?

En Italie, la « grève politique » – ou disons sur des thèmes généraux qui vont au-delà des questions purement économiques et contractuelles – n'est pas une nouveauté. Il fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier italien : depuis celles de 1943 qui ont contribué à la chute du fascisme, jusqu'à la plus récente contre la guerre en Irak en 2003, convoquée à l'époque par les syndicats confédéraux (CGIL, CISL et UIL ensemble). C'est une tradition qui trouve son origine dans l'hégémonie et l'enracinement de la composante communiste dans les organisations syndicales et dans la classe ouvrière. Aujourd'hui encore, les couches les plus avancées de la classe ouvrière sont conscientes que les questions particulières, telles que les salaires, la fiscalité et l'État providence, ne peuvent être traitées qu'en même temps que les questions d'ordre général : lutte contre la tendance à la guerre, contre le système bourgeois, etc.

La tentative de réduire le syndicat – en premier lieu le syndicat confédéral et plus précisément la CGIL – à un simple acteur de l'achat et de la vente de la main-d'œuvre se heurte à la réduction des marges de négociation syndicale, au durcissement du patronat dans la phase actuelle de crise et à la rupture de l'illusion concertative. En outre, la fragmentation des rapports de production et, par conséquent, de la classe ouvrière oblige les dirigeants syndicaux à agiter des contenus généraux comme des moments pour consolider leur base. À cela s'ajoute le fait que la fin des grandes organisations politiques social-démocrates a conduit le syndicat à assumer la fonction organisationnelle des anciens partis. C'est pourquoi, en Italie, les syndicats agissent également sur des questions générales, avec des lignes et des résultats évidemment différents. Les syndicats de base remplissent également la même fonction, chacun étant dominé par des groupes politiques ou des ensembles de forces subjectives qui se réfèrent à la gauche extraparlamentaire et qui utilisent le syndicat comme leur propre domaine de masse.

Le rôle du mouvement communiste, ou du moins le rôle que nous avons essayé de jouer, a été de lier la mobilisation en solidarité avec le peuple palestinien à la lutte contre la tendance à la guerre et à l'État de guerre, en désignant notre impérialisme et son gouvernement comme les ennemis à combattre. Dans cette optique, nous avons mis l'accent sur l'unité de la classe et des masses en portant dans les rues le message principal de soutien à la Résistance. Nous avons également poursuivi l'objectif de contrer la tentative de la gauche bourgeoise de faire des

distinctions et de criminaliser la lutte armée du peuple palestinien, en faisant de la cause palestinienne une question exclusivement humanitaire. Cependant, nous ne nous sommes jamais opposés au contenu humanitaire, mais nous avons essayé de faire ressortir que la seule voie pour le peuple palestinien contre le génocide est, en réalité, la lutte de libération. Cette ligne de masse s'est avérée correcte et en phase avec le sentiment des masses qui se sont engagées en défiant les interdictions et les charges de la police.

4) Les flux migratoires traversent l'Italie depuis plusieurs années maintenant, quel a été le poids des deuxième générations de migrants dans les mobilisations ?

Le rôle des jeunes d'origine arabe et africaine a été très important. Pour la première fois, ces jeunes ont pris la parole dans les rues et ont été les protagonistes d'un processus de mobilisation dans notre pays. Beaucoup d'entre eux ont trouvé dans la question palestinienne un espace où s'affirmer. Il convient de souligner en particulier le rôle des jeunes femmes que nous avons rencontrées dans les assemblées et les manifestations en tant que leaders et avant-gardes de la mobilisation. Le gouvernement craint l'entrée en scène de ces secteurs de la jeunesse et, plus généralement, des jeunes. En effet, la répression se concentre pour l'instant principalement sur eux. Par exemple, après la manifestation du 22 septembre à Milan, parmi les différentes personnes arrêtées pour l'assaut de la gare centrale, seuls deux jeunes de 17 ans ont été transférés dans une prison pour mineurs. Mais les exemples pourraient être nombreux.

En particulier, le gouvernement tente de susciter une mobilisation réactionnaire contre les jeunes de la deuxième génération, en les criminalisant, en les dépeignant comme des voyous, des *gangs* et en essayant de promouvoir une campagne sur la sécurité dans les villes qui les pointe du doigt. Le profilage racial est un élément caractéristique de l'action des forces de police italiennes, qui ont toujours un œil particulier pour contrôler et harceler ceux qui ont la peau plus foncée, jusqu'à commettre des meurtres d'État comme à Milan le 24 novembre 2024 avec l'assassinat de Ramy Elgaml. Les groupes néofascistes s'associent également à la persécution institutionnelle en agressant les écoles occupées et en tentant d'organiser des rondes contre les jeunes immigrés.

C'est aussi pour cette raison que la solidarité avec la résistance palestinienne a catalysé le malaise des prolétaires de deuxième génération : la colère contre

leurs propres conditions de vie s'est liée à celle contre les crimes sionistes. La participation à la lutte contre l'oppression des Palestiniens est devenue un moment de réaction à l'oppression subie ici dans leur propre chair.

5) Le jeu du réformisme (les secteurs que nous appelons la gauche de l'OTAN) consistant à diviser les bons et les méchants, les pacifiques et les violents, est une constante. Quelles ont été les réponses et comment le mouvement a-t-il réagi ?

La situation en Palestine a ouvert des contradictions au sein de la classe dominante italienne entre la ligne du gouvernement, essentiellement proche de Netanyahu et de la droite sioniste, et la ligne de la gauche bourgeoise dans l'opposition, qui conteste l'action du gouvernement actuel de Tel-Aviv à des fins électorales et pour son incapacité à normaliser l'occupation de la Palestine. Aucune prise de position contre le sionisme, au contraire, une volonté d'affirmer le « bon sionisme » contre le « mauvais sionisme ». Quoi qu'il en soit, ces contradictions au sein de la classe dominante ont ouvert un espace supplémentaire de mobilisation.

Les forces de la gauche bourgeoise dans l'opposition se sont ainsi ouvertes à la mobilisation pour tenter de l'utiliser contre le gouvernement – il suffit de penser que certains députés européens du Parti démocrate étaient sur la Flottille – mais elles n'ont réussi ni à diriger la mobilisation, ni à la contrôler. Le rôle joué par ces organisations est désormais connu de tous et elles ont souvent été contestées dans les rues. Il est intéressant de noter que lors des dernières élections régionales, ces forces n'ont pas enregistré de hausse des votes, les seuls chiffres en hausse étant ceux des abstentionnistes.

Pendant la mobilisation, le gouvernement et les médias *grand public* ont tenté de dénoncer la « violence » des manifestations, mais les actions avaient une telle légitimité et une telle détermination de masse qu'ils ont eux-mêmes eu du mal à reproduire la logique des bons et des méchants. Même ceux qui l'ont fait au sein du mouvement se sont retrouvés isolés. Personne ne pouvait dire qu'il était « mal » d'occuper la gare ou le port, et la détermination et les actions qui ont conduit aux blocages, même lorsqu'elles ont donné lieu à des affrontements avec la police, ont été perçues par la grande majorité comme la conséquence de l'objectif qui avait été fixé avec le mot d'ordre « Bloquons tout ».

6) Le gouvernement Meloni, un gouvernement de centre-droit, est souvent décrit par les secteurs du « mouvement » en France comme fasciste, tandis que la

droite française a inventé le terme « meloniser » pour désigner l'« opportunisme » de droite. Quel rôle le gouvernement Meloni actuel a-t-il joué dans la polarisation qui s'est créée en Italie sur la question palestinienne ?

Le parti de Giorgia Meloni est issu historiquement du MSI, c'est-à-dire de cette force fasciste qui, après la victoire de la Résistance, s'est réorganisée pour participer à la vie politique dans la république « démocratique ». Il s'agit d'une force politique qui tire son bagage idéologique et ses références politiques des vingt années de régime mussolinien. Cela représente une rupture par rapport aux forces qui ont précédemment gouverné le pays, pour lesquelles l'antifascisme, au sens bourgeois du terme, restait une référence, du moins en apparence. Du point de vue de l'action du gouvernement, cependant, on peut dire que l'exécutif actuel s'inscrit dans la parfaite continuité des précédents. En fait, il est l'héritier et le continuateur du programme du gouvernement Draghi qui, à l'époque, bien qu'il n'ait pas été destitué, a abdicqué en faveur d'un gouvernement post-fasciste disposant d'une solide majorité parlementaire de droite, plus apte à poursuivre l'état de guerre, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Les axes principaux restent les mêmes : austérité, réduction des dépenses publiques, gel des salaires et orientation des ressources vers le patronat – aujourd'hui de plus en plus vers le complexe militaro-industriel et la guerre. Ce n'est pas un hasard si Mario Draghi et Bruxelles ont à plusieurs reprises applaudi Meloni. Il convient de souligner que depuis son entrée en fonction, ce gouvernement a toujours fait preuve d'une forte cohésion et d'une capacité à gérer les critiques et les attaques sans se laisser déstabiliser. Cependant, les récentes mobilisations ont eu le pouvoir de l'affaiblir et de le mettre en difficulté.

Face aux mobilisations de masse qui ont eu lieu, le gouvernement a en effet dû changer officiellement son attitude envers la situation en Palestine : en invitant les sionistes à la « modération » ; en envisageant la reconnaissance de l'État palestinien, sous réserve de la libération des prisonniers sionistes et du désarmement de la Résistance ; en applaudissant le plan de « paix » de Trump, également utilisé comme carte pour dégonfler le mouvement. Ce changement d'attitude formel n'a pas modifié la substance du partenariat avec l'entité sioniste et n'a pas non plus entraîné la limitation des livraisons d'armes. Le gouvernement Meloni s'est révélé, à tous égards, être, au même titre que le gouvernement allemand, l'un des principaux soutiens de l'entité sioniste. L'action de ces gouvernements met aujourd'hui en évidence la profonde ligne de démarcation qui existe entre les intérêts de l'oligarchie financière et de la bourgeoisie impérialiste et ce qu'expriment les masses dans les rues en soutien à la Résistance palestinienne. Les classes dirigeantes sont sionistes, les masses populaires sont pour la Palestine. Nous devons être reconnaissants à la résistance palestinienne d'avoir clairement montré aux masses populaires de notre pays, comme à celles du monde entier, qui est l'ennemi commun. Le fait que le gouvernement Meloni n'ait pris aucune mesure de rupture avec l'entité sioniste permettra de poursuivre la mobilisation et d'identifier de plus en plus clairement dans notre impérialisme, et dans son réseau d'intérêts et de relations, l'ennemi à combattre. En reliant les revendications générales contre l'occupation sioniste et contre la guerre impérialiste aux luttes contre la détérioration des conditions de travail et de vie des masses populaires dans les usines, les écoles et les quartiers.



LÉNINE ET LA QUESTION NATIONAL, QUELLE STRATÉGIE EN CORSE

sur la question des luttes de libération nationale

Le marxisme-léninisme exige que, pour analyser le problème de l'oppression nationale, comme tout autre problème social, on le situe dans son cadre historique concret et que l'on tienne compte à la fois des particularités concrètes des mouvements nationaux des nations opprimées et des conditions du mouvement communiste et révolutionnaire au niveau international dans l'époque historique concrète.

Cela implique, en premier lieu, qu'il faut distinguer clairement deux époques distinctes du capitalisme. D'une part, l'époque du capitalisme ascendant, de la lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme et l'absolutisme. À cette époque, les nations se forment au sens moderne du terme, les mouvements nationaux de masse se constituent pour la première fois et les États-nations se créent. Cela répond à la nécessité pour la bourgeoisie d'établir et de délimiter son marché et de poser les bases d'un développement capitaliste indépendant et moderne. D'autre part, l'époque impérialiste, celle du déclin du capitalisme. Dans cette époque, dans tous les pays de la métropole impérialiste, la révolution démocratique-bourgeoise est déjà accomplie. Cependant, cela ne signifie pas que la question nationale et la lutte pour les garanties politiques démocratiques disparaissent.

Les mouvements de libération nationale en Corse, en Irlande, au Pays basque, en Catalogne, etc., qui se développent aujourd'hui en pleine époque impérialiste, dans un pays impérialiste et de la part d'une nation opprimée qui a déjà une économie capitaliste avancée et une classe nombreuse de travailleurs salariés, ne relèvent pas de la question nationale pendant l'époque ascendante du capitalisme, mais bien de l'impérialisme. Il s'agit de la lutte pour le droit à l'autodétermination de nations que les États impérialistes maintiennent sous leur domination contre leur volonté.

Ces considérations nous indiquent comment situer le cas des mouvements actuels de libération nationale au sein des métropoles impérialistes, où aucune révolution démocratique-bourgeoise n'est à l'ordre du jour. L'orientation la plus claire pour répondre à cette question nous est donnée par Lénine dans son ouvrage *"À propos d'une caricature du marxisme et de l'économisme impérialiste"* (1916) et dans d'autres écrits de la même époque. Dans ces textes, Lénine critique Piatakov, Boukharine et d'autres sociaux-démocrates russes qui soutenaient que, dans l'époque impérialiste, la lutte pour la démocratie et le mot d'ordre du droit à l'autodétermination n'avaient plus de sens et affirmaient que la démocratie et l'autodétermination étaient désormais irréalisables.

Cette conception était idéologiquement analogue à celle défendue par les « économistes » entre 1894 et 1902 et avait déjà été soutenue, sous diverses formes et nuances,

entre 1903 et 1913 par des opportunistes russes (Gvozdiev, Martov et Tchédzé) qui continuaient à la défendre pendant la guerre. Les « économistes » russes des années 1894-1902 étaient un courant qui soutenait que les ouvriers devaient s'abstenir de la lutte politique, justifiant cela par des arguments basés sur les rapports économiques. En substance, ils concevaient de manière erronée la relation entre le mouvement politique et le mouvement économique de la société ; ils en avaient une conception schématique, déterministe et unidirectionnelle.

Selon Lénine, l'affirmation selon laquelle le droit des nations à l'autodétermination est irréalisable dans les limites du capitalisme peut s'interpréter dans un sens absolu, comme « économiquement impossible » (c'est-à-dire incompatible avec l'ordre économique), ou dans un sens relatif, comme « politiquement impossible » (c'est-à-dire contraire à l'orientation politique dominante). Dans le premier cas, cette affirmation est radicalement fautive, même d'un point de vue théorique. La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne peut être abolie par aucune transformation dans le domaine de la démocratie politique – domaine auquel appartient entièrement et exclusivement le droit à l'autodétermination –, mais uniquement par la rupture révolutionnaire des rapports de classe actuels, condition indispensable pour en finir définitivement avec toute forme d'oppression nationale.

Par conséquent, affirme Lénine, tout argument sur l'irréalisabilité, dans un sens économique sous le capitalisme, d'une des revendications de la démocratie politique n'est rien d'autre qu'une définition théoriquement inexacte des relations générales et fondamentales entre le capitalisme et la démocratie politique en général. Du point de vue politique, l'affirmation de l'impossibilité est inexacte et partielle, car, selon Lénine, non seulement le droit des nations à l'autodétermination, mais aussi toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique sont « réalisables » même dans le cadre de l'impérialisme, mais sous une forme incomplète, déformée et comme une rare exception (par exemple, lorsque la Norvège s'est séparée de la Suède en 1905).

C'est dans ce cadre que se dessine, pour Lénine, le concept de « démocratie » comme la meilleure enveloppe de l'impérialisme. Lénine, tout en reconnaissant que ces revendications démocratiques sont difficiles à réaliser pour des raisons politiques ou qu'elles sont irréalisables sans une série de révolutions, n'en conclut pas que la gauche révolutionnaire doit renoncer à la lutte immédiate et résolue pour toutes ces revendications, y compris celle du droit à l'autodétermination. Selon lui, cette renonciation ne profiterait qu'à la bourgeoisie et à la réaction. Il soutient, au contraire, la nécessité de formuler et de mettre en pratique ces revendications, non pas de

manière réformiste, mais de manière révolutionnaire ; de ne pas se laisser enfermer dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais de le briser ; de ne pas se limiter aux interventions parlementaires et aux protestations verbales, mais d'entraîner les masses dans la lutte active, en élargissant et en ravivant la lutte pour chaque revendication démocratique fondamentale jusqu'à l'attaque directe du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie.

Avec cela, Lénine veut bien clarifier que toutes ces revendications, bien que difficiles à conquérir dans le cadre de l'impérialisme, et bien que limitées et précaires, restent néanmoins possibles à conquérir par la lutte révolutionnaire. Le cas de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, conquise « sans guerre et sans révolution » et rendue possible par la ferme position internationaliste des ouvriers suédois et par la situation impérialiste internationale (la Grande-Bretagne, la Russie et l'Allemagne étaient toutes intéressées par l'indépendance norvégienne), est, selon Lénine, « une rare exception ».

Lénine indiquait également que la revendication de la libération immédiate des colonies, formulée à l'époque par toute la gauche révolutionnaire, était « irréalisable dans le cadre du capitalisme sans une série de révolutions ». Ce qui a été pleinement confirmé par le fait que ce fut la Révolution d'Octobre qui a donné une impulsion à la lutte anticoloniale et que, quelques années plus tard, la victoire de l'URSS sur le nazi-fascisme, la révolution chinoise et la constitution du camp socialiste ont modifié en faveur de la révolution et de la lutte de libération nationale le rapport des forces au niveau mondial. Malgré cela, les pays coloniaux ont dû prendre les armes et, dans la majorité des cas, mener une lutte sanglante et dure contre l'impérialisme.

Ces conceptions de Lénine s'opposent clairement aux thèses de ceux qui considèrent comme anachronique en Europe la lutte d'une nation opprimée par un État impérialiste pour le droit à l'autodétermination. Elles s'opposent aussi aux discours de ceux qui jugent impossible ou se montrent sceptiques quant à la possibilité qu'une petite nation opprimée puisse se soustraire à l'État et se séparer de la nation qui l'opprime. Pour Lénine, la clé pour que cette possibilité se transforme en réalité réside dans la lutte du peuple opprimé pour ce droit.

Nous ne sommes pas favorables à des mouvements qui cherchent à isoler davantage des parties de la population les unes des autres en jouant sur les différences héritées de l'histoire en termes de culture, d'habitudes, de religion, de langue, de niveau de développement, de type d'activité, etc. Au contraire, nous soutenons toute initiative qui permet et facilite un rapprochement libre et volontaire des différentes parties de la population, leur connaissance mutuelle et leur fusion plus poussée, afin qu'elles brisent, sur la base de leur expérience directe, les préjugés qui les éloignent et qu'elles créent ensemble et librement des relations de coexistence et de collaboration sur des bases absolument égales en dignité et totalement volontaires.

Cet objectif est conforme et favorise le développement maximum des forces productives et créatrices matérielles et spirituelles des hommes de tous les pays, et dans la

pratique, il ne peut être pleinement et durablement réalisé que si l'on dépasse les rapports de production capitalistes, qui par nature mettent les individus, les groupes sociaux et les pays en opposition et en concurrence les uns avec les autres, et rendent antagonistes leurs intérêts légitimes respectifs. En général, pour le réaliser, là où nous héritons de l'histoire des liens imposés et maintenus par la force ou la tromperie, ces rapports doivent d'abord être dissous afin de pouvoir ensuite construire librement et volontairement de nouveaux rapports.

Cette position, marxiste-léniniste, nous distingue, des dogmatiques et des opportunistes qui voient dans la reconnaissance du droit des nations opprimées à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit à la séparation, quelque chose de contraire à l'internationalisme prolétarien et à la révolution socialiste. Mais elle nous distingue aussi du nationalisme petit-bourgeois qui conçoit le droit à l'autodétermination comme une simple reconnaissance de l'égalité des droits de toutes les nations, en maintenant intact l'égoïsme national.

Au contraire, l'internationalisme prolétarien exige :

a) La subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de la lutte prolétarienne à l'échelle mondiale.

b) Que la nation qui triomphe de sa bourgeoisie soit capable et disposée à faire les plus grands sacrifices nationaux pour renverser le capitalisme à l'échelle internationale. En d'autres termes, pour les communistes, les intérêts de la démocratie dans un pays doivent être subordonnés à l'avancement de la révolution socialiste dans un ou plusieurs pays, ou à l'échelle mondiale.

D'autre part, la conception de la lutte pour la démocratie en général dans les pays impérialistes que Lénine expose en profitant de son discours sur le droit des nations opprimées à l'autodétermination, dément catégoriquement aussi ceux qui sous-estiment, nient ou déforment de manière opportuniste, par divers subterfuges, la possibilité que les masses populaires, que ce soit dans un régime de contre-révolution préventive ou dans un régime ouvertement fasciste, imposent à la bourgeoisie impérialiste, par la lutte, telle ou telle revendication démocratique, même temporairement, avec des résultats limités et précaires.

Toute la « démocratie », souligne Lénine, consiste en la proclamation et la réalisation de « droits » qui, en régime capitaliste, ne sont réalisables que dans une très faible mesure et sous une forme très relative ; mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour ces droits soit menée dès maintenant et sans hésitation, sans que les masses soient éduquées dans la nécessité de telles luttes, le socialisme est impossible.

C'est pourquoi nous, devons, même dans les pays impérialistes, soutenir et nous mettre à la tête de la lutte pour la démocratie, aussi « incomplète et déformée » soit-elle, et, par conséquent, en particulier, soutenir le droit des nations opprimées à la séparation, pour favoriser la révolution socialiste. Sans une organisation réellement démocratique des relations entre les nations et, donc, sans la liberté de former un État séparé, il est impossible

d'abattre la bourgeoisie impérialiste d'un pays donné et d'instaurer le socialisme.

Dans la lutte pour le socialisme que les masses ouvrières et populaires doivent mener contre la bourgeoisie impérialiste, la lutte pour la démocratie politique n'est pas seulement possible, mais aussi inévitable et nécessaire (une bataille centrale dans le contexte impérialiste français est celle contre l'islamophobie), bien que l'impérialisme tende vers la réaction politique la plus effrénée.

La révolution socialiste dans les États impérialistes européens, étant donné la multiplicité des intérêts, internes et internationaux, qui sont en jeu, l'absence d'un camp socialiste et l'exacerbation des contradictions impérialistes, n'a pas un parcours linéaire et ne sera pas faite uniquement par la classe ouvrière. C'est pourquoi, plus que jamais aujourd'hui, la conclusion à laquelle Lénine aboutissait en 1916 est pertinente :

« *La révolution socialiste en Europe ne peut être qu'une explosion de la lutte de masse de tous et de chacun des secteurs opprimés et mécontents. Y prendront nécessairement part la petite bourgeoisie et les ouvriers arriérés – sans leur participation, aucune lutte de masse n'est possible, aucune révolution n'est possible. Ils apporteront dans le mouvement, cela aussi est inévitable, leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais objectivement, ils s'attaqueront au capital. L'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, exprimant cette vérité objective de la lutte de masses distinctes en apparence et par leurs mots d'ordre, bigarrées et apparemment sans liens entre elles, pourra les unifier et les diriger, prendre le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts hais de tous (bien que pour des motifs différents !) et appliquer d'autres mesures dictatoriales qui constituent, dans leur ensemble, le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, victoire qui ne pourra pas se débarrasser immédiatement des scories petites-bourgeoises.* »

La lutte pour le droit à l'autodétermination et l'égalité des droits des nations fait partie, comme le disait Lénine, de la lutte pour la démocratie et constitue la meilleure école pour que la classe prolétarienne puisse diriger les masses vers le renversement de l'État capitaliste, les éduquer dans la démocratie la plus conséquente et construire le socialisme.

Lorsqu'existent des forces nationales-indépendantes promotrices de la lutte pour faire valoir le droit à l'autodétermination, conformément à une aspiration largement répandue qui s'est manifestée de diverses manières et à diverses occasions au cours d'une longue période, les communistes doivent s'intégrer organiquement à ces projets et être capables, en ligne de tendance, de se placer à leur tête. En centrant leur action sur les intérêts spécifiques de notre classe, le prolétariat urbain moderne sans réserves, mais en même temps, capables grâce à cela de rassembler des forces plus larges.

Tel est le défi qui se présente aujourd'hui à nous dans les métropoles impérialistes. Pour le réaliser, il est indispensable que les forces de la gauche prolétarienne trouvent un plan d'action et d'organisation indépendant, capable de promouvoir une stratégie et une tactique

adaptées sur le plan politique et social, à déployer au sein des mouvements de libération dans la lutte contre l'impérialisme. Un exemple que nous considérons en Europe comme allant dans ce sens est celui des Basques (Bultza Ehm-l, Euskal Herriko Marxista-Leninista)¹, où la lutte pour l'indépendance des communistes (la construction d'une organisation de la gauche prolétarienne) est conjuguée à la lutte de libération nationale menée par les forces populaires.

La Corse

La Corse vit l'étonnant paradoxe d'être dirigée pour la première fois de son histoire moderne par une large majorité nationaliste, et de faire face à un renoncement historique de la Lutte de Libération Nationale. Comme ailleurs, plus encore qu'au Pays Basque ou en Catalogne où la lâcheté des bourgeoisies nationales est inversement comparable à leur puissance économique, la majorité nationaliste a abandonné le projet national au seuil du pouvoir.

En neuf ans de pouvoir, et malgré une assemblée locale où les organisations dites nationalistes représentent 68% de l'assemblée, où le parti au pouvoir a la majorité absolue des sièges, on peut dire qu'elle n'a pour ainsi dire rien obtenu.

Loin de la voie référendaire adoptée en Kanaky, de la double nationalité ou de la dévolution britannique des nations sans État écossais ou nord-irlandais, la Corse elle, n'a littéralement rien obtenu. Les revendications minimales, acceptées communément et consensuellement dans l'île sous la pression de l'aile la plus droitière du Mouvement National, ne sont toujours pas à l'ordre du jour: à ce jour en Corse, la langue corse n'existe pas officiellement, elle n'a pas d'enseignement obligatoire, le peuple corse n'a ni existence ni élections propres, il n'y a ni pouvoir législatif, ni police, ni justice, ni armée bien entendu.

De toutes les îles de la Méditerranée, la Corse est la seule à ne pas être dotée d'un statut d'autonomie en bonnes et dues formes. Ce non-statut, au-delà de ce qu'il révèle sur la France, révèle aussi pourquoi les communistes doivent brandir le drapeau corse. Il ne s'agit pas –que– d'une question morale mais bien des tâches des révolutionnaires à l'heure du réarmement français face au déclin de l'impérialisme français.

L'aspiration nationale en Corse n'est pas qu'une souhaitable écharde dans le soulier français. La Corse, outre d'être une île de culture non française, est 'una nazione vinta ch'hà da rinascere', comme le disait la revue A Cispia en 1914. Elle était un pays indépendant né d'une révolution quand elle fut sauvagement envahie par la France en 1768, elle a connu une administration nationale, pour devenir une périphérie militaire des intérêts français en méditerranée. Traquée par les voltigeurs et des malfrats en uniforme, sous-développée, sa population n'a dû son salut qu'à l'exil économique, et l'intégration de l'administration (régalienne principalement) française, et une large participation à l'entreprise coloniale en Afrique

¹Interview a Euskal Herriko Marxista-Leninista (Euskadi)
revuesupernova.com/interview-a-euskal-herriko-marxista-leninista-euskadi/

et en Asie, ponctuée par l'échange du sang corse contre des pensions de guerre.

Territoire doté d'un peu de tout mais impropre aux grandes aventures minières, il est généralement épargné d'un colonialisme intérieur du fait des faibles intérêts des grandes entreprises françaises, non sans quelques tentatives notables (projets de "régénérescence de la race" sous l'ancien régime, colonies de peuplement, implantation de 40000 pieds-noirs dans le territoire et spoliation des terres de la plaine dans les années 60). En résulte l'absence d'une bourgeoisie de grands propriétaires métropolitains et ségrégationnistes.

L'économie de la Corse s'est donc, après l'échec de l'installation des pieds-noirs, principalement tournée vers le tourisme, économie représentant 39% du PIB de l'île, fragile, saisonnière, instable, mais surtout comme toute économie installée en Corse passant par le prisme d'une société claniste et de TPE. L'autre secteur important, celui du service public et de l'administration (37% de l'emploi), permet de maintenir l'entretien du transport, des services de santé - dans un territoire où les arrivées de métropolitains (pinzuti) est souvent de troisième âge. La population, assez stable, est gonflée par une arrivée de près de 4000 pinzuti chaque année, participant à la précarisation du marché du travail dans un territoire où les salaires sont parmi les plus bas en France, les prix sont les plus hauts, et le prix du mètre carré au plus haut juste derrière l'Île de France.

Par cette situation, la Corse reste un territoire morcelé, avec beaucoup de propriétaires, dont l'intégration à l'économie française s'est faite dans les 50 dernières années par et pour le tourisme français. Tout y est absurde, l'île est dotée de 4 aéroports, 6 ports internationaux, mais a pu se retrouver tout un hiver sans connexion avec la Sardaigne, distante de 13km. La balance commerciale, très négative, est révélatrice de la faiblesse des échanges avec l'Italie qui reste le voisin naturel de l'île.

La bourgeoisie corse, qui n'a pas pu se former sur place durant la phase positive du développement capitaliste en Europe, le fait dans la phase actuelle, son rôle devenant immédiatement parasitaire. Elle a construit des réseaux importants dans le commerce international entre la France et ses colonies africaines (intermédiaires de ventes militaires, infrastructures, cocaïne), tandis qu'en Corse elle vit de la spéculation sur les sols et l'immobilier.

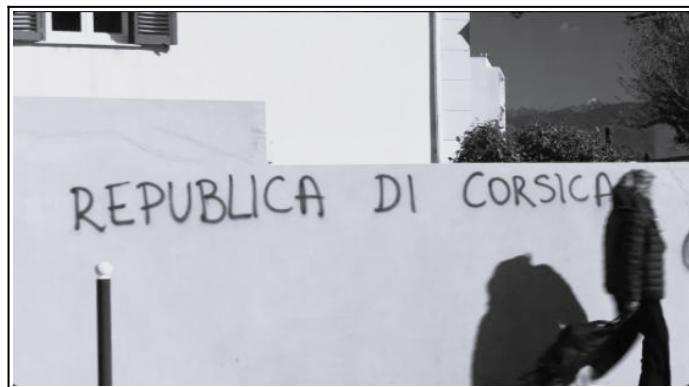
Les multinationales se sont largement désintéressées du territoire, mis à part quelques rares occasions assez révélatrices, comme l'accord passé entre l'Etat Français et la Montedison italienne pour déverser des déchets industriels dangereux sur les côtes corses dans les années 70.

Voilà pour ainsi dire ce que la France avait à offrir à la Corse: être une périphérie d'un Empire en perte de vitesse, tandis que les emplois dans les colonies se faisaient de plus en plus rares. C'est dans cette société arriérée qu'est né le Mouvement de Libération National Corse. Il est, de la "Déclaration de Beyrouth" aux organisations armées, intrinsèquement lié à l'histoire des luttes anticoloniales et aux vagues de luttes anti-impérialistes en France. De l'organisation au nom même de la branche armée, en passant par les cibles politiques,

il est né des défaites de l'Empire français, a grandi des espoirs des mouvements arabes et panafricains, pour être progressivement intégré par les échecs des luttes et la répression. La solution nationale répondait à des problématiques que la société corse dans ses archaïsmes ne pouvait pas affronter seule. En soi la libération nationale n'est jamais une finalité: elle est la forme que prend la lutte des classes dans des pays où la tutelle impérialiste empêche le cours normal du capital. La Corse connaît une rapide modernisation des anomalies liées à son statut de périphérie: fin de la paysannerie, effondrement du pastoralisme, polarisation des populations sur les deux ou trois villes du territoire, tandis que 40% des maisons sont désormais des résidences secondaires, enfin et surtout saisonnalité impliquant le recours massif à un prolétariat d'importation saisonnier ne résidant pas à l'année sur place.

Le nationalisme corse, dirigé par l'autonomisme bourgeois, n'est pas en mesure de répondre à ces problèmes. Sans l'arme de la nation, sans perspective d'affrontement avec le pouvoir impérialiste, il s'affaiblit et voit grandir en son sein la paranoïa de son propre affaiblissement: n'avouant pas ses renoncements et se gargarisant de ses victoires électorales, il ouvre sa clientèle à une droite "corsiste" qui ne peut être que nationaliste française, impérialiste, sioniste, bref, pro-américaine.

Pour nous, il n'est pas question de choisir un camp entre les deux faces de cette même pièce. Droite "corsiste" ou autonomistes, c'est en dernière instance la voie de l'intégration à l'agenda français qui se dessine. Si la première prend les habits de la réaction la plus méprisante pour des raisons bien ancrées dans l'histoire de la Corse française - du fait de la conjonction des intérêts de Bolloré en Afrique avec la voyoucratie corse-, la seconde est bien aujourd'hui au pouvoir et collabore avec les autorités françaises. Tout militant révolutionnaire en Corse ne saurait éviter la question nationale. Les militants que la SDAT vient interpeller de bon matin sont systématiquement ceux qui ont fait le choix de soutenir ou d'embrasser le chemin de la lutte militaire contre l'Etat français. Nos tâches en Corse sont de restaurer la Lutte de Libération Nationale, de refuser un autonomisme dont personne ne veut réellement, ni l'Etat, ni la bourgeoisie corse. A l'heure où l'Etat français se prépare à un affrontement militaire et à réduire le financement des infrastructures qui font vivre la Corse, où les peuples d'Afrique donnent coup sur coup contre la Françafrique, il est temps de reprendre la voie de l'émancipation pour la république corse.



LA RÉSIDENCE BEL OMBRE

Une histoire de coopération et de résistance à Marseille

Cette enquête a vu le jour grâce au travail des camarades du Collectif des Chômeurs Précaires (soldiaires 13). Le but de cette enquête n'est ni sociologique ni journalistique. Ce qui nous intéresse, c'est la résistance et l'organisation populaire, c'est-à-dire la manière dont s'exprime concrètement l'autonomie prolétarienne.

La résidence Belle Ombre est située dans les quartiers sud de Marseille, le long de la Vallée de l'Huveaune, dans un cadre urbain typique des quartiers sud : à côté de petites maisons mitoyennes, on trouve d'énormes immeubles résidentiels.

Cette zone fait l'objet d'un programme de réaménagement urbain visant à rendre les berges du torrent piétonnes, à construire une piste cyclable, etc.

Les terrains de cette zone reprennent de la valeur et divers spéculateurs immobiliers et institutions s'y intéressent.

La présence de bâtiments de ce type perturbe donc les mécanismes possibles de spéculation immobilière, et l'on souhaite accélérer leur démolition et/ou leur « requalification » afin d'en faire des appartements destinés à un autre secteur social plus aisé. Ce mécanisme est aujourd'hui présent dans plusieurs quartiers de Marseille et correspond au mécanisme typique de la « gentrification », c'est-à-dire le déplacement des quartiers populaires de plus en plus loin du centre commercial et financier du centre-ville. Les habitants des quartiers populaires ne peuvent venir dans les centres-villes que pour travailler ou consommer. Même l'achat d'un logement est de plus en plus relégué loin du centre-ville pour les habitants des quartiers populaires.

Cette copropriété, la résidence Belle Ombre, comprend plus de 250 appartements occupés par des propriétaires et des locataires qui paient des loyers au prix du marché libre.

Ce modèle de copropriété a été utilisé à plusieurs reprises à Marseille. Il s'agit donc de copropriétés énormes, avec des charges élevées liées au chauffage central, à la présence d'ascenseurs (car certaines tours dépassent les 10 étages), de très grands espaces communs, pour lesquels il faut prévoir un entretien, ce qui implique souvent la présence de concierges.

Tous ces types de copropriétés à Marseille, destinés aux classes sociales à revenus moyens-faibles, ont conduit la plupart des locataires et des « propriétaires » à contracter

d'énormes dettes en raison des frais élevés de gestion et d'entretien.

Belle Ombre, comme des dizaines d'autres résidences à Marseille, se retrouve avec une dette énorme liée aux charges de copropriété qui dépasse le million d'euros. Parallèlement, la structure du bâtiment est dans un état de dégradation avancé. Toute une série d'éléments ne fonctionnent plus. C'est le cas, par exemple, des ascenseurs, ce qui crée un grand désagrément pour les personnes âgées ou handicapées, qui se retrouvent dans l'impossibilité de sortir de chez elles. Même le portail qui ferme la résidence ne fonctionne plus, et la liste des dysfonctionnements pourrait s'allonger. En octobre 2025, les ascenseurs étaient toujours bloqués, une dame a été hospitalisée et les pompiers ont dû être appelés pour la descendre par la fenêtre à l'aide de cordes... Le dernier maillon de la chaîne de dégradation qui touche de nombreuses résidences à Marseille dans les quartiers populaires est la présence de dealers et du racket de la drogue. Les réseaux de dealers ont donc tenté de s'installer également à l'intérieur de la résidence Belle Ombre pour ouvrir des points de vente au cours de l'été 2025. La différence, par rapport aux autres cités, résidences et copropriétés de Marseille, est que les habitants de Belle Ombre ont décidé de réagir en organisant une forme de coopération et d'autodéfense. Ils ont mis en place des rondes composées des habitants eux-mêmes afin d'empêcher les réseaux de dealers de s'installer dans la résidence. Au fur et à mesure que cette forme d'autodéfense populaire s'est développée, la nouvelle est parvenue au grand public grâce à des articles dans la presse nationale, Le Monde, Le Figaro, et à la télévision, comme BFMTV. Ces rondes ont été menées par des personnes qui vivent dans le quartier, qui connaissent le quartier, qui ont probablement traversé de près les mêmes difficultés, les mêmes problèmes que traversent aujourd'hui les jeunes, pour la plupart mineurs, qui sont ceux qui installent matériellement les points de vente des rackets mafieux liés à la drogue. Les rondes arrêtaient les dealers et leur confisquaient la drogue. La drogue était ensuite remise à la police, mais sans livrer le dealer aux policiers. L'attitude consistait à lui parler, à lui expliquer que l'argent provenant du trafic, de la pègre, tout ce monde glorifié par le rap, est autodestructeur pour eux, pour leurs familles, et qu'après quelques années, l'alternative est toujours la même : on commence à 13 ans et à 20 ans, on est mort ou en prison (capturé par la police et/ou vendu par le mode du trafic lui-même).

Depuis des années, les institutions restent silencieuses, comme c'est souvent le cas pour les problèmes liés au racket (drogue, prostitution, armes), parce qu'elles sont directement complices ou délibérément distraites. Elles oscillent entre tirer profit à plusieurs niveaux, de l'implication directe à la tolérance pour calmer les conséquences possibles d'une pauvreté extrême et importante dans la ville, à la peur générée par le gigantesque problème de la pieuvre marseillaise et de sa violence.

La préfecture a réagi rapidement en convoquant une réunion avec ces habitants, les félicitant pour leur sens civique, mais a réaffirmé qu'il n'appartient pas aux simples citoyens de résoudre ces problèmes. Il est intéressant de noter que les rondes ne demandaient pas davantage de policiers. Dans les quartiers populaires de Marseille, on ne connaît que trop bien le rôle de la police. La préfecture et les forces de police ont fait pression sur les « politiques » pour qu'ils interviennent. Nous avons donc un renversement de la situation habituelle, où ce sont les politiques qui demandent l'intervention des forces de police. Il était clair que la capacité des rondes à mettre fin au racket avait démontré l'inefficacité de la police et donc de l'État, mettant en évidence la capacité d'organisation et de coopération des classes populaires. C'est ce que nous identifions comme la manifestation de l'autonomie prolétarienne, tant du point de vue organisationnel que prospectif.

La bataille des rondes contre le racket a permis de braquer les projecteurs sur Belle Ombre, transformant une simple lutte pour le logement en une question plus profonde et politique qui touche les veines et les nerfs de la ville.

Des réunions avec la préfecture, des manifestations devant la mairie, devant le syndic nommé par le tribunal, et des rencontres avec d'autres personnalités institutionnelles ont suivi au cours de ces derniers mois. La résidence est aujourd'hui sous administration judiciaire : un juge nomme un administrateur de copropriété qui prive de fait les propriétaires de la possibilité d'intervenir dans les décisions concernant leur bien.

Une nouvelle étape de ce processus a eu lieu en novembre 2025 : le 24 novembre, une « mise en péril » des bâtiments devait entrer en vigueur afin de faciliter l'expulsion des habitants. Une manifestation était prévue devant la mairie environ une semaine auparavant. Par hasard, la manifestation était prévue le même jour que la visite de Darmanin à la famille d'Amin Kessachi (un représentant politique des écologistes) à la suite du meurtre de son frère par le racket, fait qui a fait l'objet d'un débat national. À la veille de la manifestation, le comité des habitants de Belle Ombre a été convoqué et a

obtenu le report de la mise en péril pour 6 mois. Le timing était évidemment lié à la présence de Darmanin et à la énième tentative d'éviter de mettre en avant la question de la drogue et du racket à Marseille. Et de cacher cette expérience d'autodéfense populaire qui montre l'échec complet des politiques de l'État.

Qui sont ces « Martiens » ?

La majorité des habitants de Belle Ombre sont des personnes d'origine africaine, près de 80 %. Les militants qui ont créé le comité et les rondes sont des habitants ou d'anciens habitants qui maintiennent des liens parce qu'une partie de leur famille vit encore là-bas, parce qu'ils ont des amis, etc. Beaucoup d'entre eux sont liés au monde de la mosquée du quartier, donc attentifs aux conditions collectives avec des principes de solidarité, d'entraide. Certains d'entre eux sont actifs dans les mouvements pro-palestiniens. Ce comité est un collectif de lutte qui organise des rassemblements devant la préfecture, la mairie, le Syndic, organise des rondes, mais c'est aussi un comité qui veut rétablir des liens entre les habitants en mettant l'accent sur la dimension collective et la solidarité. Ceux qui connaissent la résidence depuis des années disent avoir vu un contexte social se détériorer. Quand ils étaient petits, il y a une quarantaine d'années, il existait davantage de liens sociaux entre les habitants, les familles veillaient mutuellement sur leurs enfants, les plus âgés essayaient d'orienter les plus jeunes vers une vie digne pour eux-mêmes et pour les autres, il existait des relations de différents types, mais au fil des ans, cela s'est perdu, on s'est de plus en plus enfermé dans une dimension individuelle. Le rôle de ce comité est donc aussi de recréer des liens entre les différentes familles, notamment à travers de petites fêtes et des initiatives ludiques dans le parc situé sous les logements. Il s'appelle Belle Ombre car il y a un parc avec des arbres assez vieux, très beaux, qui font justement une belle ombre. Le comité souhaite ouvrir un local au rez-de-chaussée de la résidence afin de pouvoir pratiquer des sports et d'autres activités culturelles et sociales.

De nombreuses autres résidences se trouvent dans la même situation. Au cours des derniers mois, un petit réseau de cités et de copropriétés a commencé à se créer à Marseille. D'autres lieux similaires y participent : Mazenode, Airbel, Felix Pyat, etc. Chaque résidence a ses particularités, certaines sont principalement constituées de logements sociaux, d'autres de logements privés. Les réunions visent à mettre en relation les différents comités (formels et informels), mais il est évident que tous n'ont pas la même approche. Pour l'instant, dans les réunions de coordination, le point de connexion est le mal-logement, le problème de la drogue fait peur, non seulement à cause du poids militaire du racket, mais aussi à cause des réactions des institutions. Marseille est une

ville où la pieuvre a des relations dans toutes les structures sociales et politiques, du monde des partis politiques aux syndicats (tous, sans exception), en passant par les associations culturelles et sportives. Il existe un système clientéliste basé sur les « dons » qui permet au monde associatif de vivre, et dans de nombreux cas, il s'agit même de l'interface propre des « pieuvres ». Tout le monde sait, mais personne ne parle, certains par peur, d'autres par intérêt, dans la tradition mafieuse classique...

Au sein même du comité de Bellombre, ceux qui ont voulu mettre au centre la lutte contre la drogue étaient principalement les secteurs les plus populaires, liés aux locataires, et non aux propriétaires proprement dits (qui sont certes « propriétaires », mais liés aux prêts hypothécaires et aux banques), effrayés par les problèmes que génère inévitablement la lutte contre le trafic de drogue à Marseille.

Les seuls militants qui ont participé et se sont solidarisés avec cette lutte ont été certains secteurs de France Insoumise (qui a une présence réelle dans les quartiers populaires de Marseille, avec une participation directe d'activistes et de militants des quartiers populaires) et le collectif des chômeurs et précaires (du Local Ghassan Kanafani de Marseille).

Conclusions

Cette histoire met en évidence le manque de volonté institutionnelle et politique pour s'attaquer au problème du trafic de drogue à Marseille, et souligne au contraire comment elle favorise la spéculation immobilière et la dégradation sociale. Dans le cas de Belle Ombre, il existe un lien précis entre la dégradation sociale et la spéculation immobilière. La tentative même du racket d'implanter des points de vente va dans le sens de la spéculation immobilière. La dégradation des immeubles et du territoire fait baisser considérablement le prix au mètre carré et favorise ceux qui pourraient potentiellement racheter la résidence en bloc afin de la rénover et d'en faire des appartements dont le prix au mètre carré est triplé, quintuplé, voire décuplé. C'est la même logique qui a présidé à la construction de ces résidences dès le début, conçues selon les paramètres pervers du capital, entraînant leur échec. L'impossibilité pour la classe sociale qui avait été identifiée comme celle qui allait vivre dans ces immeubles de faire face aux charges de copropriété pouvait être anticipée dès la conception du projet, tout comme pour le petit acquéreur, pour le particulier qui achète un seul appartement.

Il s'agit d'une sorte de gigantisme immobilier, qui nécessite des instruments économiques allant de pair, et qui permet uniquement aux grands propriétaires et aux promoteurs immobiliers de « contrôler » la rénovation,

voire la démolition en vue de la reconstruction. C'est ainsi qu'il faut interpréter la tolérance avec laquelle, dans de nombreux cas, les institutions et les secteurs des classes dominantes accueillent la présence et l'installation de la pieuvre marseillaise.

Marseille est une ville qui a toujours été traversée par des luttes et des comités sur le plan du logement, liés à l'extrême précarité sociale dans les cités et les résidences, mais dans de nombreux cas, il existe des liens avec les institutions sous forme de concessions clientélistes, voire dans certains cas de véritable aumône. Marseille est la ville où les immeubles s'effondrent dans le centre-ville à cause des pluies... pensez à ce qui se passe dans les quartiers populaires.

La tendance contraire créée par le comité des habitants de Belle Ombre a été d'aborder un problème lié à la question du logement que tout le monde cache et subit : le racket, le trafic de drogue, la propagation de la mort par la drogue dans nos quartiers (il ne faut pas oublier que cela va de pair avec le trafic d'armes et, bien sûr, la prostitution, qui touche aujourd'hui des femmes de plus en plus jeunes). C'est grâce à la lutte contre le trafic de drogue menée par les habitants de Belle Ombre que les institutions et la police ont prêté attention aux revendications en matière de logement et obtenu des victoires partielles (comme le report à novembre). C'est la lutte qu'ils ont menée, ce sont les rondes, une véritable forme d'autodéfense et de coopération populaire, qui ont rendu ce comité « sain », mais donc plus « dangereux » pour les institutions marseillaises. Les tentatives pour enterrer ce comité ont été nombreuses et se poursuivront. Les institutions locales et les forces de police n'ont aucun intérêt à ce que ce comité pratique l'autodéfense. Ils ont été invités à plusieurs reprises à ne s'occuper que du problème des « biens immobiliers » selon la vision syndicale la plus élémentaire. La politique n'est pas pour le « peuple », elle est pour les experts, pour les techniciens, fondamentalement pour les bourgeois...

Mais c'est précisément la lutte contre le trafic de drogue qui a donné de la force à la lutte sur le problème du logement, et c'est là la leçon la plus importante que nous pouvons tirer de cette expérience. La lutte contre le trafic de drogue est un aspect de la lutte des habitants de Belle Ombre pour recréer des liens sociaux, une dimension collective que cette société et sa culture impérialiste font tout pour détruire et effacer parmi les masses populaires. Il serait évidemment inutile de penser reproduire artificiellement une telle expérience, mais il est clair qu'elle met à l'ordre du jour une approche différente et nous offre un exemple valable de ce que signifie résister sur le territoire, en conjuguant lutte, coopération, solidarité, autodéfense et dignité populaire.

L'HÉRITAGE DE SANKARA ET DU MARXISME EN AFRIQUE



**pour l'unité africaine
contre l'impérialisme
pour la résistance**



Les mouvements de lutte en Afrique de ces dernières années ont fait trembler la Terre. Du Sahel au Kenya, de Madagascar au Maroc, la question de l'avenir révolutionnaire du continent est à nouveau à l'ordre du jour. A travers mille et une formes et par des expressions confuses, émergent des aspirations communes. Le statu quo néocolonial est en train de se fissurer. Le drapeau de la lutte anti-impérialiste a été relevé à travers le continent le plus convoité, particulièrement avec la fin du contrôle militaire par la France de ses ex-colonies. Avec aussi la décision de jupes du Niger, du Mali et du Burkina Faso (réunies dans l'AES, Alliance des Etats du Sahel) de se retirer le 28 janvier 2024 du principal bloc économique d'Afrique de l'Ouest (la CEDEAO), qualifiant cette décision dans une déclaration commune de rejet de « l'influence des puissances étrangères » dans « l'esprit du panafricanisme ». La question de la souveraineté des Etats africains, de leur réelle autodétermination, de leur lutte pour sortir de la soumission au néocolonialisme français et plus largement à l'ordre impérialiste est à nouveau posée. La voie qui va suivre après les ruptures historiques qui sont en cours dans

la « sous-région » n'est pas encore clairement dessinée, mais après des années de léthargie et d'illusions sur la « démocratie importée » et le maintien du statu-quo néocolonial, les contradictions au sein des différentes fractions des bourgeoisies africaines et le mouvement des masses populaires imposent une nouvelle donne. Le démantèlement de la Françafrique ouvre les portes de l'avenir même si à l'heure actuelle un programme pour le socialisme, seul garant d'une réelle indépendance, n'est pas porté par les forces subjectives qui dirigent les mouvements de masse et les Etats. Il est devenu indispensable dès lors de prendre position sur l'AES pour tous les mouvements internationalistes mais aussi de se nourrir des expériences révolutionnaires réellement existantes des décennies précédentes en Afrique dont les leçons peuvent servir à faire naître et à guider une nouvelle voie révolutionnaire. L'enjeu est crucial pour les peuples africains, en premier lieu pour les masses populaires qui cherchent une voie pour leur libération. L'enjeu est aussi décisif pour le prolétariat d'Europe s'il veut enfin se désintoxiquer de l'idéologie impérialiste, puissamment incrustée dans les cerveaux. En 1970, alors qu'il avait dépassé sa croyance en une Afrique unie sous le capitalisme et qu'il avait adopté une conception marxiste-léniniste, Kwame Nkrumah, premier président du Ghana indépendant écrivait qu'« En Afrique, en Asie et en Amérique latine, l'ébullition économique, politique et sociale doit être expliquée dans le contexte de la révolution socialiste mondiale. Car, aujourd'hui, le processus révolutionnaire réunit trois courants : le système socialiste mondial, les mouvements de libération des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et les mouvements ouvriers des pays industrialisés capitalistes ». Le recul réel et profond de ces trois courants ne doit pas cacher que seul le maintien de la vision de Nkrumah peut dessiner une voie de libération pour les peuples opprimés. C'est à la lumière de cette conception, actualisée par les configurations présentes, que la revue Supernova tente de comprendre le cours des choses. Nous proposons ici, après un premier article de la revue sur Sankara et le panafricanisme révolutionnaire, de revenir sur l'expérience de la révolution de 1983-1987 au Burkina Faso, puis de l'inscrire dans le cadre plus large des expériences socialistes et des élaborations marxistes africaines. Enfin, nous reviendrons sur la nécessité de défendre l'expérience actuelle de l'AES, née le 16 septembre 2023.

Les expériences de la révolution burkinabé de 1983-1987

Sankara et la révolution burkinabé de 1983-1987 sont évoqués et revendiqués par toute la jeunesse africaine anti-impérialiste. Il n'y a rien d'étonnant à cela. La révolution de 1983-1987 et son principal dirigeant ont représenté une contre-tendance historique, comme un astre isolé dans la nuit néocoloniale. Après la vague révolutionnaire qui a soulevé l'Afrique au cours des années 1960 (pour la plupart des pays africains) et 1970 (pour les pays dits lusophones ou le Zimbabwe) l'Afrique était retombée pour l'essentiel dans la nuit néocoloniale la politique financière et économique africaine se décidait à nouveau à l'étranger, par le FMI et la Banque mondiale et par le souci des bourgeoisies africaines de s'intégrer à la mondialisation capitaliste. Mais, à contre-courant, le but explicite de la révolution burkinabé était de construire une économie indépendante, autosuffisante et planifiée. La bourgeoisie française et ses relais compradores au Burkina Faso devaient donc perdre la main sur le contrôle des ressources, du commerce, des finances et de l'Etat. Ce sont les pas en avant dans cette direction qui sont l'essentiel des acquis de cette expérience révolutionnaire. Afin de comprendre l'orientation politique générale de la révolution burkinabé il est utile de rappeler les lignes de force des discours de son principal dirigeant. Sankara était nourri de plusieurs influences comme celle de la théologie de la libération, des textes et réalisations de Lénine et de Mao, du courant révolutionnaire africain de Nkrumah et d'Amilcar Cabral. Son orientation était ainsi d'inspiration anti-impérialiste et marxiste.

Voilà comment Sankara s'exprimait ainsi peu avant son assassinat : « *Tant qu'il y a révolution, il y aura réaction, il y aura contre-révolution. Et l'opposition à la révolution prendra toutes sortes de formes et bénéficiera de toutes sortes de soutiens. Le premier ennemi de la révolution, c'est l'impérialisme qui travaille. Je ne peux pas vous dire que nous avons définitivement écarté tout risque. L'impérialisme peut à tout moment tenté de faire quelque chose. Il tentera de s'appuyer sur telle ou telle personne qui est contre la révolution, à l'extérieur, à l'intérieur du Burkina-Faso. La seule garantie que nous puissions avoir, c'est le peuple qui s'organise pour se défendre, pour faire échec l'impérialisme* » (Sidwaya, 4 août 1987). Sankara s'appuyait sur le marxisme et la lutte des classes pour fonder sa ligne politique. Il identifiait dans le DOP (Discours d'Orientation Politique) les ennemis de la révolution comme étant les membres de la bourgeoisie d'Etat qui s'enrichit illicitement, de la bourgeoisie commerciale reliée par mille liens à l'impérialisme, les forces féodales rétrogrades qui tirent leurs forces sociales des structures traditionnelles qui tirent profit des valeurs décadentes présentes dans ce qui est

négatif dans la culture traditionnelle. Au contraire, les masses paysannes à organiser en coopératives, et les laissés pour compte de l'ordre néocolonial sont les forces vives de la révolution burkinabé.

Sankara était un internationaliste convaincu comme le montre son discours à l'ONU du 12 octobre 1984 : « (...) *Il est nécessaire, il est urgent que nos cadres et nos travailleurs de la plume apprennent qu'il n'y a pas d'écriture innocente. En ces temps de tempêtes, nous ne pouvons laisser à nos seuls ennemis d'hier et d'aujourd'hui le monopole de la pensée, de l'imagination et de la créativité. Il faut avant qu'il ne soit trop tard – car il est déjà tard – que ces élites, ces hommes de l'Afrique, du tiers-monde, reviennent à eux-mêmes – c'est-à-dire à leur société, à la misère dont nous avons hérité – pour comprendre non seulement que la bataille pour une pensée au service des masses déshéritées n'est pas vaine, mais qu'ils ne peuvent devenir crédibles sur le plan international qu'en inventant réellement, c'est-à-dire en donnant de leurs peuples une image fidèle, une image qui leur permette de réaliser des changements profonds de la situation sociale et politique, susceptibles de nous arracher à la domination et à l'exploitation étrangères qui livrent nos Etats à la seule perspective de la faillite. C'est ce que nous avons perçu, nous, peuple burkinabé (...). Il nous fallait donner un sens aux révoltes grondantes des masses urbaines désœuvrées, frustrées et fatiguées de voir circuler les limousines des élites aliénées qui se succédaient à la tête de l'Etat et qui ne leur offraient rien d'autre que les fausses solutions pensées et conçues par les cerveaux des autres. Il nous fallait donner une âme idéologique aux justes luttes de nos masses populaires mobilisées contre l'impérialisme monstrueux. (...) Nous voudrions que notre parole s'élargisse à tous ceux qui souffrent dans leur chair. Tous ceux qui sont bafoués dans leur dignité par une minorité d'hommes ou par un système qui les écrase. (...) Je ne parle pas seulement au nom de mon Burkina Faso tant aimé, mais également au nom de tous ceux qui ont mal quelque part. Je parle au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire ou qu'ils sont de cultures différentes, et qui bénéficient d'un statut à peine supérieur à celui d'un animal. (...) Je m'exclame au nom des chômeurs d'un système structurellement injuste et conjoncturellement désaxé, réduits à ne percevoir de la vie que le reflet de celle des plus nantis. Je parle au nom des femmes du monde entier, qui souffrent d'un système d'exploitation imposé par les mâles. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à accueillir toutes les suggestions du monde entier nous permettant de parvenir à l'épanouissement total de la femme burkinabé. En retour, nous donnons en partage à tous les pays l'expérience positive que nous entreprenons avec des femmes désormais présentes à tous les échelons de l'appareil d'Etat et de la vie sociale au Burkina Faso. (...) Seule la lutte libre, et nous en appelons à toutes nos sœurs de toutes les races pour*

qu'elles montent à l'assaut pour la conquête de leurs droits. Je parle au nom des mères de nos pays démunis qui voient mourir leurs enfants de paludisme ou de diarrhée, ignorant qu'il existe pour les sauver des moyens simples que la science des multinationales ne leur offre pas, préférant investir dans les laboratoires de cosmétiques et dans la chirurgie esthétique pour les caprices de quelques femmes ou d'hommes dont la coquetterie est menacée par les excès de calories de leurs repas trop riches. (...) Je parle aussi au nom de l'enfant. L'enfant du pauvre qui a faim et qui louché furtivement vers l'abondance amoncelée dans une boutique pour riches. (...) Je parle au nom des artistes – poètes, peintres, sculpteurs, musiciens, acteurs –, hommes de bien qui voient leur art se prostituer pour l'alchimie des prestidigitations du show-business. Je crie au nom des journalistes qui sont réduits soit au silence, soit au mensonge, pour ne pas subir les dures lois du chômage. Je proteste au nom des sportifs du monde entier dont les muscles sont exploités par les systèmes politiques ou les négociants de l'esclavage moderne. (...) Mes pensées vont à tous ceux qui sont touchés par la destruction de la nature et à ces trente millions d'hommes qui vont mourir comme chaque année, abattus par la redoutable arme de la faim. Militaire, je ne peux pas oublier ce soldat obéissant aux ordres, le doigt sur la détente, et qui sait que la balle qui va partir ne porte que le message de la mort. (...) Notre révolution, au Burkina Faso, est ouverte aux malheurs de tous les peuples. Elle s'inspire aussi de toutes les expériences des hommes depuis le premier souffle de l'humanité. Nous voulons être les héritiers de toutes les révolutions du monde, de toutes les luttes de libération des peuples du tiers-monde. (...) Ouverts à tous les vents de la volonté des peuples et de leurs révolutions, nous instruisant aussi de certains terribles échecs qui ont conduit à de tragiques manquements aux droits de l'homme, nous ne voulons conserver de chaque révolution que le noyau de pureté qui nous interdit de nous inféoder aux réalités des autres, même si par la pensée nous nous retrouvons dans une communauté d'intérêts. (...) Il n'y a plus de duperie possible. Le nouvel ordre économique mondial pour lequel nous luttons et continuerons de lutter ne peut se réaliser que si nous parvenons à ruiner l'ancien ordre qui nous ignore, si nous imposons la place qui nous revient dans l'organisation politique du monde, si, prenant conscience de notre importance dans le monde, nous obtenons un droit de regard et de décision sur les mécanismes qui régissent le commerce, l'économie et la monnaie à l'échelle planétaire. »

Sankara était un tribun du peuple, avec des qualités de dirigeant révolutionnaire hors du commun. Nous savons que ce type de dirigeant, décrit précisément dans le *Que Faire ?* de Lénine, ne provient pas d'une génération spontanée ou d'un génie individuel. Tout un ensemble de luttes, de rapports de forces et de formations politiques ont rendu possible son expression. Sankara était l'héritier des courants

révolutionnaires africains nés dans le brasier des luttes anticoloniales et dans les tentatives d'adapter la vérité universelle du marxisme aux conditions concrètes des formations sociales africaines. Il était aussi l'inspirateur du Programme Populaire de Développement lancé le 1er octobre 1984. Tout programme anti-impérialiste n'a de sens que s'il s'incarne dans des changements effectifs des rapports sociaux et qu'il permet de sortir de l'esclavage de la dépendance aux centres impérialistes, aux bailleurs de fonds capitalistes et à la mainmise de la grande bourgeoisie africaine. L'objectif du Programme Populaire de 1984 était de gagner les masses paysannes et urbaines aux idéaux de la révolution. Il s'agissait d'insuffler le principe « *compter sur ses propres forces* » afin que la bataille pour l'indépendance économique soit aussi celle qui nourrisse la confiance en soi des masses populaires. Dès le début, la perspective est celle de l'Afrique entière. Le programme se veut un exemple à l'échelle du continent. Le principe est de refuser des crédits corrupteurs à l'élite sociale burkinabé et de diminuer au maximum les investissements pillards des multinationales des centres impérialistes.

Les projets du CNR (Conseil National de la Révolution) sont des grands projets qui doivent impliquer l'initiative et la participation populaire la plus large possible. Il y a tout d'abord la « Bataille du Sourou » lancée le 26 avril 1984, c'est-à-dire la construction d'un barrage sur le fleuve Mouhoun, en vue d'irriguer 23370 hectares, pour plus de 20% de la récolte nationale de céréales. Sortir de la dépendance alimentaire, sortir les masses paysannes de la misère ne va pas sans s'opposer aux conditions d'appropriation des terres. Les capitalistes locaux peuvent en effet s'en emparer ainsi que la Sofitex (une société constituée par du capital public et du capital étranger). On touche là à une limite structurelle : si des paysans coopérateurs s'endettent auprès de fonds privés ou parapublics comme ceux de la Sofitex, le projet d'irrigation n'aboutit pas à un changement de rapports de force et de structure des classes. Un autre grand projet de barrage début le 8 juin 1985. Il s'agit du barrage hydro-électrique de Kombienga, actuellement le second plus grand barrage du pays. Il avait pour vocation de fournir l'électricité pour la capitale Ouagadougou avec une production annuelle moyenne de 50 Gwh. Le projet n'a abouti qu'avec l'apport de fonds étrangers, la société Voith Thyssen fournissant les turbines. La volonté d'indépendance comme on le voit fait face à des défis qui sont ceux de construire une économie industrielle nationale. La « Bataille du rail » sera un autre fameux chantier de ces années 1985-1987. Le but est de construire une voie Ouagadougou-Tombao pour l'acheminement du manganèse. En effet, l'économie du Burkina Faso se construit alors sur des échanges comme ceux entre les minerais et bétail du Sahel en échange de céréales et de fourrages ou de produits manufacturés. Ces trois projets vont être intégrés au

Plan Quinquennal de 1986. Le message essentiel de ce plan est de changer la vie par des efforts de production autonomes : construire des puits, des pharmacies, des écoles, des dispensaires et des magasins dans chaque district. Ce ne doit plus être « l'aide » étrangère qui doit être la première à la manœuvre. Les stades et les magasins (comme ceux de Faso Yaar) doivent être l'œuvre du peuple burkinabé lui-même. L'auto-suffisance économique, dont nous avons vu qu'elle était difficilement réalisable sur un court terme, exige d'élargir et de mobiliser la base sociale en s'organisant collectivement.

Sankara a été accusé d'insister sur le volontariat, l'abnégation, le sens du sacrifice collectif plutôt que sur une politique industrielle rationnelle. Ces griefs peuvent être partiellement fondés mais il est impossible de sortir de la dépendance économique sans insuffler un puissant esprit d'initiative et de changement des mentalités. La tendance plébéienne de Sankara qui opposait les masses paysannes aux travailleurs urbains et aux fonctionnaires à qui il demandait des sacrifices financiers, s'explique par cette dimension morale sans laquelle il n'existe pas de grand projet de transformation des masses populaires par elles-mêmes. La participation des classes laborieuses et exploitées aux affaires économiques et à la gestion de l'Etat est un principe qui a réellement animé les années de la révolution burkinabé. Dans de nombreuses régions les CDR (Comités de Défense de la révolution) ont constitué une expression authentique de la volonté des masses populaires, en premier lieu des paysans pauvres. La jeunesse a porté des coups aux traditions féodales et l'enthousiasme pour la construction des écoles, des barrages et des dispensaires a enflammé le pays. Pour nombre de paysans qui vivaient dans l'analphabétisme, Sankara a signifié ouvrir les yeux sur la liberté et la dignité. Les mots interdits de révolution et de combat anti-impérialiste se sont répandus dans les villages et ils ont pris une couleur d'avenir. La réforme agraire mise en place par l'ordonnance du 4 août 1984 a instauré un domaine foncier national, propriété de l'Etat, qui donne accès à la terre aux paysans. La possession d'origine féodale ou coloniale a été supprimée. Le Burkina par la gestion rationnelle des terres villageoises a été un des premiers pays du monde à considérer la protection de l'environnement comme une priorité dans pays pauvre. La production céréalière dont dépend la survie des masses paysannes a régulièrement augmenté entre 1983 et 1987. L'orientation « consommer burkinabé » signifie ne pas être esclave de ce que les autres produisent. Pour que ce principe aboutisse il est nécessaire de créer des industries nationales indépendantes et ainsi de pouvoir peser sur les prix et sur la qualité. L'ensemble de ces transformations ont été posées comme principe mais n'ont pu voir le jour dans le temps court de la révolution de 1983-1987. C'est une tâche à reprendre et à prolonger.

Nous voulons souligner un autre apport qui de la révolution burkinabé qui est devenu très populaire. Il s'agit des Tribunaux Populaires de la Révolution. C'est un élément qui a toujours horrifié la conception libérale bourgeoise car la bourgeoisie sait que son droit est une muraille de protection de ces intérêts. L'argument de la force et du non-respect des règles formelles du droit est exhumé à chaque fois que les intérêts de la minorité des propriétaires de capitaux se trouve en situation de devoir rendre compte sans être protégée par tous les dispositifs qui la font vivre dans l'impunité. Les juges des TPR sont choisis exclusivement au sein des masses de travailleurs, de membres des CDR et d'un magistrat professionnel. C'est l'instrument du droit révolutionnaire contre le droit néocolonial hérité. Les TPR assument de faire des procès politiques c'est-à-dire de demander des comptes à tous les soutiens de l'ordre néocolonial, en particulier aux responsables corrompus. Le procès de l'ancien président Lamizana sera ainsi radiodiffusé ce qui permettra un grand moment d'éducation politique populaire. La question alors posée était celle de la voracité des régimes précédents en matière de corruption et de la possibilité nouvelle de la supprimer. Détruire la base économique et politique de la bourgeoisie bureaucratique et compradore passe nécessairement par un autre type de justice qui rend possible sous une forme ou une autre la participation des masses populaires. Dans notre survol de l'expérience burkinabé, nous devons retenir deux aspects cruciaux : 1) tout projet d'indépendance économique doit s'affronter aux rapports capitalistes existants et doit donc modifier le rapport de forces entre les classe sociales 2) Cette nécessité signifie que l'organisation politique du prolétariat et de la paysannerie est la seule garantie possible des avancées d'un processus révolutionnaire.



Le marxisme militant en Afrique

Nous vivons dans dans cette période « bizarre » dans laquelle des courants postmodernes peuvent se revendiquer de Gramsci et de Fanon et être contre le marxisme. Il est tout aussi bizarre de parler de panafricanisme sans parler de marxisme. Pour une bonne raison: il est impossible de parler de la voie révolutionnaire pour la libération de l'Afrique et d'évacuer le marxisme militant, que ce soit dans les luttes passées ou dans celles à venir. Nkrumah, Fanon, Cabral, Osende Afana et l'UPC, Pierre Mulele au Congo, le Frelimo au Mozambique, la lutte en Angola. Toutes ces figures et toutes ces luttes sont liées à une compréhension marxiste de la libération africaine. Il existe de nombreuses expériences de luttes en Afrique qui ont été réalisées à la lumière du marxisme militant et qui peuvent aujourd'hui servir à éclairer les combats actuels et à leur donner une orientation la plus conséquente possible. A l'instar des expériences chinoises, vietnamiennes et cubaines, les expériences socialistes en Afrique ont détruit l'idée d'une européanité inhérente au marxisme. Qui rappelle aujourd'hui que Cheikh Anta Diop dans sa préface à son livre *Nations nègres et culture* appellent les intellectuels africains à soigner leur formation marxiste, à l'étudier soigneusement afin d'en envisager l'application au cas particulier qu'est la réalité sociale de son pays ?

Dans le cadre de cet article, nous ne pouvons que mentionner certains principes qui sont issus du marxisme militant africain. Il faut pourtant prendre toute la mesure de l'intérêt et de la richesse des expériences de lutte de libération et d'expériences socialistes en ce qu'elles ont défié des ennemis redoutables et qu'elles ont buté sur des questions qui sont à nouveau posées dans de nouvelles circonstances. Formulons trois grandes questions qui sont posées par le marxisme militant en Afrique:

- 1) L'impérialisme n'est pas une structure qui intervient uniquement de façon extérieure dans les affaires des pays africains : milles liens financiers, économiques, bureaucratiques, culturels relient la bourgeoisie impérialiste avec les classes dominantes locales (la grande bourgeoisie compradore et bureaucratique) qui lui servent de relais dans les pays dominés. La première de ces questions est donc de savoir au profit de quelles classes et alliances de classes doivent se mener les changements politiques et la volonté d'indépendance économique. La question du renforcement du pouvoir des classes exploitées et opprimées est le point cardinal de tout programme de libération possible. Dans le combat historique contre le colonialisme et le néo-colonialisme des années 1950 à 1970, de nouvelles classes

bourgeoisies africaines se sont constituées dans les plis des drapeaux de l'indépendance. La contradiction naissante puis développée entre ces élites de la nouvelle bourgeoisie « nationale » et les masses populaires fera dire à Nkrumah, le grand leader panafricain, destitué du pouvoir au Ghana par un coup de force contre-révolutionnaire en 1966, : « *je n'ai pas été assez dur, je n'ai pas marché assez rapidement vers le socialisme* » (*The Conakry years*, p. 45). La lutte consciente et résolue contre les classes exploiteuses de son propre pays est la clé qui décide si un mouvement politique est véritablement anti-impérialiste, c'est-à-dire s'il s'attaque aux racines matérielles et sociales qui maintiennent la dépendance. Il a fallu il est vrai un long combat pour qu'une conception cohérente s'oppose aux anciennes constructions sur un prétendu « socialisme africain » dépourvu de lutte de classes comme le voulait le modéré Senghor au Sénégal ou le radical Sékou Touré en Guinée.

- 2) La seconde grande leçon des conceptions du marxisme militant en Afrique concerne la question de la nature de la « démocratie » impérialiste. La question de la démocratie parlementaire et des élections ne doit pas être détachée de son contenu de classe. L'opposition armée-société civile est une opposition abstraite, formelle et stérile. La liberté a un caractère de classe et elle ne peut que s'imposer aux bouts des fusils. Les Vietnamiens ne se sont pas libérés par la plume et par de grands meetings électoraux. Ce n'est pas la présence de militaires au pouvoir qui est un signe de spoliation des masses, les « civils » font aussi amplement l'affaire pour cette tâche. La question est celle du programme politique et du lien avec les masses populaires ouvrières et paysannes. C'est cette tâche qui a fait dire à Cabral : « nous sommes des militants armés et non des militaires ». Un pays opprimé ne se libère pas en suivant les critères des ONG occidentales qui promeuvent la « démocratie ». Mais à l'inverse, la destruction des régimes nationalistes révolutionnaires, populaires ou socialistes autour du monde s'est fait et se fera au nom du « rétablissement de la démocratie ».
- 3) Les conditions spécifiques à la situation néocoloniale impliquent de toute évidence de développer une pensée spécifique, adaptée à la formation sociale précise. Nul ne peut le nier et cela ne contredit aucune base du marxisme militant. Le Sénégal, le Kenya, l'Algérie ou de l'Afrique du Sud partagent à la fois une situation commune de domination de l'impérialisme euro-américain (dont le sionisme fait partie) mais ces pays sont aussi des formations sociales de nature différente. Chaque

mouvement politique qui aspire à organiser les masses doit étudier scrupuleusement le rôle social, la vie et les mentalités de chaque classe de la société afin d'évaluer les antagonismes et les divisions internes. L'étude la situation concrète est un principe léniniste bien connu. De ce fait, les voies de libération du capitalisme mondial ne peuvent être que diverses. Mais dans toutes ces situations spécifiques des questions universelles sont inévitables. Celles de la stratégie et des tactiques d'une révolution démocratique et socialiste dans des pays dominés par l'impérialisme ; celle de l'analyse du développement actuel de l'impérialisme et du capitalisme financier à l'échelle mondiale, celles de la fondation d'un parti prolétarien, d'un front uni et de l'organisation de la lutte armée. La spécificité de chaque voie révolutionnaire nationale n'empêche pas mais au contraire nécessite de s'appuyer sur des acquis et leçons des mouvements révolutionnaires du XXème siècle, en particulier sur ce qui leur a permis d'obtenir des victoires et de mener à de profonds changements sociaux. Et en premier lieu, c'est l'organisation politique des masses les plus exploitées, leur organisation dans des structures de masse qui représente la clé. Aujourd'hui des conceptions nationalistes révolutionnaires interclassistes (telles qu'elles s'expriment dans l'AES par exemple) créent à nouveau une dynamique positive mais c'est la perspective d'un mouvement révolutionnaire pour le socialisme qui peut et doit leur permettre de dépasser ces propres limites.

Porter une conception scientifique de la révolution africaine sera l'œuvre des générations actuelles et à venir. Ce n'est pas la conception révolutionnaire qui garantit la victoire mais c'est l'absence d'une théorie révolutionnaire qui garantit la défaite. Les nouvelles générations anti-impérialistes disposent d'un trésor d'expériences concrètes et de théories qu'il faut assimiler, synthétiser et porter à un plus haut niveau pour qu'elles deviennent des armes de libération pour les masses populaires.

L'AES : un pas en avant

Les luttes de la dernière décennie dans de nombreux pays africains, et particulièrement dans le Sahel ont réouvert un cycle historique. Ces luttes ont abouti à deux réalisations dont la puissance est très largement sous-estimée : 1) le départ des troupes françaises du Sahel, symbole principal d'un affaiblissement profond de l'impérialisme français 2) la nouvelle expression d'un panafricanisme hérité de Sankara et des grandes figures des anciens mouvements de lutte de libération nationale. L'importance de ces expériences en font un « saut qualitatif », un cycle de luttes de grande ampleur s'est ouvert. Les jours de la bourgeoisie compradore

sont comptés. L'absence d'un programme et d'une perspective pour le socialisme ne diminue en rien la portée de ce qui joue actuellement. Nous sommes convaincus de la nécessité de ne pas s'arrêter à la remise en cause de l'état de la Françafrique et à lutter pour liquider les classes compradores et l'impérialisme lui-même. Mais la façon dont la voie révolutionnaire se fraie un chemin n'est pas tracé par un plan « pur ».

Il existe au moins autant de formulations du panafricanisme que de classes sociales en Afrique. Il existe donc un panafricanisme réactionnaire, libéral, petit-bourgeois ou révolutionnaire. On peut être panafricaniste sans être révolutionnaire (au nom d'une meilleure intégration de l'Afrique dans les relations impérialistes existantes) mais on ne peut pas être révolutionnaire africain sans être panafricaniste.

Aujourd'hui, les populations africaines se sentent souvent obligées d'accepter les conséquences de la course aux ressources de leur continent par des puissances étrangères et subissent des déplacements de population, des violences et les effets du changement climatique. Mais la volonté africaine de maîtriser ses propres ressources, de reprendre le contrôle sur le destin de pays qui connaissent les contre-coups de la destruction de la Libye de Kadhafi, de s'affirmer comme des pays réellement indépendants anime le projet de rupture que constitue l'AES (l'Alliance des Etats du Sahel). Le 16 septembre 2023, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont signé la Charte du Liptako-Gourma, donnant naissance à l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette organisation, qui se veut une alternative à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ambitionne de redessiner les équilibres politiques et sécuritaires de la région.

D'abord pacte de défense commune face aux menaces d'intervention militaire extérieure, les trois pays ont finalisé la création de la confédération en juillet 2024 et en ont élargi le champ d'intégration. Les trois régimes militaires ont voulu dépasser le simple front sécuritaire pour bâtir un espace politique et économique commun. Cette situation connaît mille limites et draine des illusions politiques, mais elle a le mérite d'exister et de persévérer contre vents et marées. Tout ce qui va à l'encontre de l'esprit de soumission et de résignation face à la bourgeoisie euro-américaine doit être salué et soutenu en tant que tel. Et pour ceux qui vivent dans les centres impérialistes et qui aspirent à changer les rapports sociaux d'exploitation et d'accumulation du capital, il est impératif de rejeter ce que fait aux autres peuples « notre » propre impérialisme.

Ce qui a abouti à la création de l'AES est assez connu. Il y a d'abord le rejet du système de la « Françafrique » et d'autre part la lutte contre la déstabilisation du Sahel. L'ironie de la situation avant 2023 était que les interventions Serval et Barkhane étaient mené par la

France et l'Union européenne, des puissances qui ont créé le chaos libyen puis sahélien. Historiquement, la France a établi des pactes de défense qui lui assuraient une forte influence, et son engagement en Afrique était motivé par l'accès aux ressources, la stabilité politique et la protection des investissements. Le continent étant crucial pour les intérêts français, la France a soutenu militairement et financièrement des dirigeants fantoches corrompus en échange de services rendus à la France au détriment de leur pays. Entre 1960 et 1994, la France a mis à jour ses traités de défense avec 27 États africains afin de jeter les bases juridiques d'une présence militaire durable. Dans les années 1970 et 1980, les forces françaises sont restées dans plus de 20 États africains couvrant 40 % du territoire africain, faisant de la France le pays le plus influent dans ses anciennes colonies. Mais ces dernières années, la France ne peut plus décider qui restera au pouvoir en optant pour tel ou tel représentant des bourgeoisies compradore.

Les peuples du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont soutenu avec enthousiasme les groupes militaires qui ont mené une politique d'indépendance depuis 2020. Au cours des trois dernières années, sept coups d'État militaires ont eu lieu dans d'anciennes colonies françaises, toutes en Afrique de l'Ouest ou centrale. Deux coups d'État au Mali, en 2020 et 2021, ont vu un président puis un président par intérim destitués. Assimi Goïta, colonel d'une quarantaine d'années, dirige désormais le pays. En Guinée, Alpha Condé, président octogénaire, a été destitué par l'armée en septembre 2021 après avoir tenté de briguer un troisième mandat. Le président du Burkina Faso a été chassé de ses fonctions par l'armée en 2022. Huit mois plus tard, le chef militaire d'un régime intérimaire a été renversé par Ibrahim Traoré, un officier subalterne d'une trentaine d'années. En juillet 2023, le président du Niger a été démis de ses fonctions et remplacé par le général Abdourahamane Tchiani. Au Gabon, en août, Ali Bongo Ondimba, héritier de la présidence de son père, a été remplacé par le général Brice Oligui Nguema : Omar et Ali Bongo dirigeaient le pays depuis plus d'un demi-siècle. Le rejet des élites jugées corrompues, partisans du népotisme et au service de l'influence postcoloniaire de la France a été décisive. D'autres facteurs expliquent que l'expérience de l'AES ait lieu, à commencer par les évolutions du capitalisme mondial, en particulier la montée en puissance des BRICS qui rendent les sanctions euro-américaines moins puissantes du simple fait qu'une alternative dans l'accès aux marchés existe. Des fractions « rebelles » et patriotes des bourgeoisies africaines veulent participer au changement de paradigme des relations internationales. Elles repoussent comme une infamie le monopole quasi exclusif et les accords inégaux qui lui liaient les mains avec l'ancien colonisateur.

Ibrahim Traoré, du Burkina Faso, est un autre putschiste récent animé de convictions politiques anti-

impérialistes. Étudiant en géologie à l'Université de Ouagadougou, il était membre de l'Association nationale des étudiants du Burkina Faso (ANEB), une organisation aux accents marxistes, anti-impérialistes et panafricains marqués. Son parcours a été celui d'un soldat qui a observé les difficultés du pouvoir civil néocolonial à mener de façon décidée la lutte contre les flots du « djihad » sahélien. À la tête du Mouvement Patriotique pour la sauvegarde et la restauration, Ibrahim Traoré exprime les aspirations de la jeunesse panafricaine et prend des mesures afin que les minerais et les branches industrielles stratégiques puissent être contrôlés par l'État burkinabé lui-même.

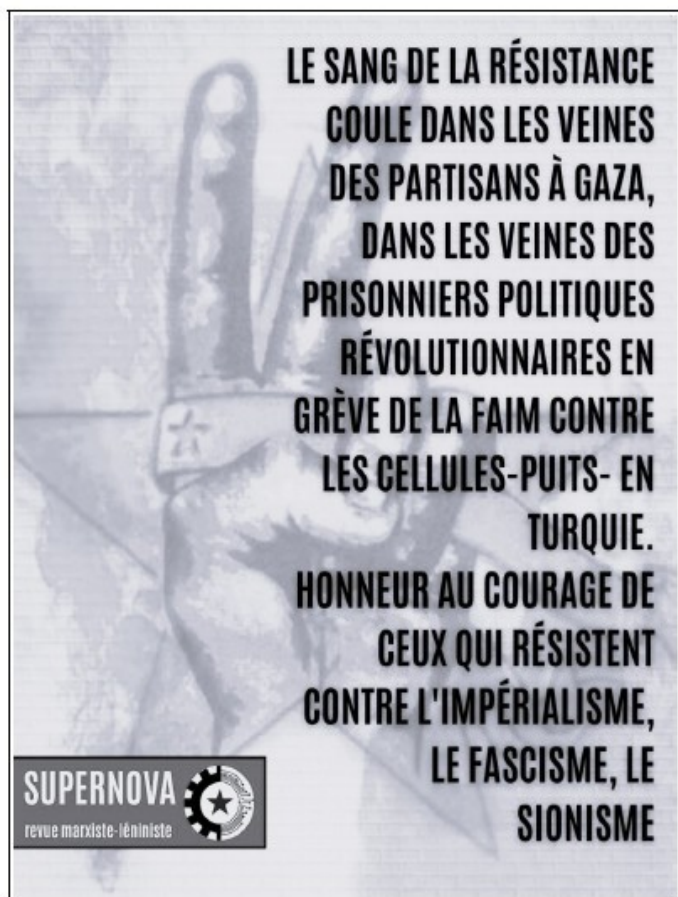
Sur le plan économique, l'AES revendique des projets de souveraineté économique, de contrôle national des ressources et de rupture avec le modèle extractif issu de la colonisation. La nationalisation des sites miniers stratégiques, des secteurs de l'or, du lithium, de l'uranium a déjà été réalisée dans les trois pays. L'AES vise aussi un autre but : la rupture avec le franc CFA et donc l'indépendance monétaire, un projet qui est déjà ancien dans toute la région. Ces projets souverainistes, de développement d'un capitalisme à l'échelle nationale sont bien sûr encore embryonnaires.

Un point concernant une idée fausse mérite notre attention. Le profil et la ligne politique que suivent les dirigeants de l'AES montrent que la question profonde qui se pose pour évaluer un pouvoir politique n'est pas celle de savoir si un régime est civil ou militaire, contrairement à ce que la culture libérale, adorée par la bourgeoisie de gauche, essaye de nous enfoncer dans le crâne. Le Chili de Pinochet était dirigé par des militaires, le Cuba de Castro aussi. Tout les oppose. La France « démocratique » adule et regrette son fondateur militaire (De Gaulle). Elle ne condamne pas les régimes militaires du Tchad de Mahamat Déby, celui d'Abdel Fattah Al-Sissi ou celui du Gabon. Ce qui est condamné par les démocraties impérialistes, ce n'est pas le coup d'État en tant que tel mais son orientation politique. Si celui-ci reprend les aspirations populaires et rompt avec le Maître, il sera conspué et décrit sous les traits les plus sombres.

Si on considère que les pays africains doivent viser l'indépendance du système impérialiste mondial, ce qui signifie par la force des choses nationaliser le commerce extérieur, planifier l'activité économique, collectiviser les principales forces productives, combattre sans hésitations ni réserves les forces internes alliées de l'impérialisme (les vieilles classes dominantes et la bourgeoisie compradore et bureaucratique), alors nous pouvons considérer que ce qui se passe dans le Sahel est le commencement d'un long processus. Un commencement et donc un pas en avant.

LA GRÈVE DE LA FAIM COMME ACTE DE RÉSISTANCE

l'expérience de la gauche révolutionnaire anatolienne



La pratique de la grève de la faim, principalement liée aux luttes carcérales, est presque inconnue en France, mais dans différentes parties du monde, elle représente une forme de résistance extrême mais tangible. Elle démontre que même son propre corps peut devenir une arme de résistance, dans des contextes tels que les prisons où le contrôle et la répression sont totaux.

En Turquie, il existe une longue tradition d'utilisation de la grève de la faim comme forme de résistance. Nous rapportons ici une longue interview d'une camarade de la gauche révolutionnaire anatolienne, du Front anti-impérialiste, qui explique l'utilisation politique de cette forme de lutte.

Après le coup d'État du 12 septembre 1980, une répression très forte s'est abattue et tous les militants,

les révolutionnaires et les mouvements de gauche, mais aussi ceux de droite comme les Loups gris, ont été arrêtés. Dans les prisons, ils ont essayé de réprimer les militants politiques par tous les moyens, et de briser leur volonté et leur dignité. À l'époque, les geôliers voulaient forcer les prisonniers à porter des uniformes. Aujourd'hui, la politique consiste à les mettre à l'isolement. Il y a quarante ans, la politique consistait à les forcer à porter l'uniforme de la prison, mais l'idée est toujours la même. L'idée est de détruire leur identité politique, de détruire leur esprit révolutionnaire, leur lutte révolutionnaire, leur esprit militant. Si l'on n'accepte pas cela, et les révolutionnaires ne l'ont évidemment pas accepté et ne l'acceptent pas, alors il faut trouver un moyen de résister. Pour un révolutionnaire, la prison n'est pas un endroit où l'on doit cesser de lutter. C'est simplement un autre endroit où l'on lutte. Pour un révolutionnaire, peu importe que vous soyez en prison ou à l'extérieur, que vous soyez étudiant, travailleur, que vous agissiez au sein d'un comité de quartier, d'une association culturelle populaire, d'un syndicat, peu importe. Il s'agit de la lutte pour la révolution, et celle-ci ne s'arrête pas en prison. Au contraire, en prison, elle est beaucoup plus importante, encore plus importante qu'à l'extérieur, car en prison, vous êtes entre les mains de votre ennemi. Tu es enfermé. Il y a des murs tout autour de toi, et dans ce contexte, il est très important d'être un prisonnier libre. Ton corps est à l'intérieur, mais ton esprit est à l'extérieur. Et ton esprit ne peut être à l'extérieur que si tu résistes. Tu ne peux pas rester révolutionnaire en prison si tu ne résistes pas. C'est l'un des points les plus importants. Les prisons sont des institutions, peu importe le pays, que ce soit en Europe, en Amérique latine ou en Turquie, les militants et les organisations révolutionnaires sont nécessairement appelés à se confronter directement à ces institutions répressives. Vous avez donc le choix : soit vous résistez, soit vous ne résistez pas, et lorsque vous ne résistez pas, vous ne conservez pas votre identité politique. La grève de la faim comme forme de résistance n'est pas uniquement liée aux prisonniers

révolutionnaires turcs, il y a déjà eu des grèves de la faim, même il y a 40 ans, par exemple en Irlande, et en Irlande aussi, il y a eu des martyrs. L'un des plus connus est Bobby Sands (1954-1981)¹. C'est un symbole. C'est un symbole de résistance. Son martyre a inspiré les prisonniers politiques en Turquie. Ainsi, la lutte de la grève de la faim, la résistance des prisonniers en Irlande, a été une source d'inspiration pour les prisonniers en Turquie. Ils ont pris cela comme exemple. Et j'espère vivement que les prisonniers en Turquie aujourd'hui, puisqu'ils résistent, deviendront une source d'inspiration pour les luttes dans le monde entier. Cela devrait être un signe d'espoir.

L'espoir, c'est montrer la voie de la résistance, un appel lancé à tous les militants de gauche et à leurs organisations. Dans des pays comme la Turquie, la gauche est vraiment très faible, mais idéologiquement, elle est très forte, ce qui permet au mouvement révolutionnaire d'exister. Lorsque les révolutionnaires et leurs organisations étaient actifs et forts en Europe, comme par exemple en Allemagne, la RAF (Rote Armee Fraktion) menait des grèves de la faim et remportait un grand succès. La gauche occidentale considère la grève de la faim comme un « suicide politique », mais il s'agit en réalité d'utiliser sa propre vie pour la résistance... pour la révolution. Le devoir d'un révolutionnaire est de faire la révolution, de résister par tous les moyens nécessaires. Il est possible de mourir physiquement, mais on meurt physiquement, pas idéologiquement. C'est pour cette raison que la signification et l'importance de la RAF ont disparu lorsqu'elle a cessé de résister à l'intérieur et à l'extérieur. Et, finalement, tout s'est terminé par la dissolution de son existence. Dans l'Antiquité, même en Europe, c'était le combat des mouvements révolutionnaires, lorsqu'ils étaient emprisonnés². Mais bien sûr, cette méthode a également été utilisée en Inde, par exemple. La résistance de Mahatma Gandhi, par exemple, est très célèbre et a également contraint l'impérialisme britannique, le gouvernement colonial, à réagir. Les gouvernements fascistes, l'impérialisme, réagissent, nous ne devons donc pas penser que notre résistance est inutile. On a l'impression qu'ils l'ignorent complètement. Mais non, ce n'est qu'une tactique. C'est une tactique pour briser la résistance. Mais ils réagissent toujours et personne ne devrait penser que le fascisme et l'impérialisme se moquent de notre

résistance. Ils s'en soucient beaucoup et ont très peur. Et cela vaut également pour la résistance par le jeûne jusqu'à la mort et la grève de la faim dans les prisons. Actuellement, 16 prisonniers politiques révolutionnaires en Turquie font une grève de la faim. Deux d'entre eux jeûnent jusqu'à la mort et 14 font une grève de la faim illimitée. Il n'y a en réalité pas de grande différence entre une grève de la faim illimitée et une grève de la faim jusqu'à la mort, car les prisonniers en grève de la faim illimitée n'arrêteront que s'ils obtiennent une victoire. Il s'agit donc d'une résistance où l'on n'a pas peur de perdre la vie. Pourquoi résistent-ils ? En 2021, le gouvernement turc a construit ces prisons dites de type S-R-Y. Les prisonniers les appellent prisons de type « puits » car elles ressemblent à des trous dans le sol. C'est comme si on vous mettait quelque part et que personne n'entendait votre voix. Vous êtes oublié à jamais. Vous vous retrouvez là-bas et vous êtes perdu à jamais. Les prisonniers n'ont pas accepté cette situation et ont résisté. Ces prisons ne sont pas seulement une politique spéciale du fascisme turc. C'est une politique commune de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain, mais aussi de l'impérialisme européen et du sionisme. L'Allemagne, la France, et surtout le Royaume-Uni, collaborent tous avec le fascisme en Turquie. Pourquoi ? Pourquoi l'impérialisme est-il intéressé par la destruction du mouvement révolutionnaire et des luttes révolutionnaires en Turquie ? Bien sûr, parce qu'il veut exploiter la Turquie sans problèmes. Le mouvement révolutionnaire est toujours un problème car il montre au peuple la voie de la résistance et n'accepte pas d'être un pays néocolonial, car les révolutionnaires réclament une Turquie indépendante. L'indépendance signifie évidemment l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme. Fermer toutes les bases militaires, rompre toutes les relations avec l'impérialisme, comme sortir du FMI, etc. Et pour ces raisons, ces revendications et ces idées des révolutionnaires sont dangereuses pour l'impérialisme. Et c'est précisément pour cette raison qu'ils veulent les détruire. Nous pouvons donc facilement comprendre qu'il n'est pas seulement dans l'intérêt du fascisme turc, mais aussi de l'impérialisme, de détruire le mouvement révolutionnaire. Nous, révolutionnaires anatoliens, l'avons toujours dit, mais il est désormais clair pour tout le monde que la Turquie joue un rôle très important dans le projet du « Grand Moyen-Orient ». Et nous voyons maintenant très clairement le rôle qu'ils jouent en Syrie (dans la destruction du gouvernement antisioniste), le rôle qu'ils jouent au Liban (dans la démilitarisation du Hezbollah), le rôle qu'ils jouent à

¹ Mori le 5 mai 1981 à la suite d'une grève de la faim menée jusqu'au bout comme forme de protestation contre le régime carcéral auquel étaient soumis les détenus républicains. Au cours de la grève, qui a duré jusqu'au 3 octobre 1981, neuf autres détenus sont morts avec Sands dans les prisons impérialistes britanniques.

² Le jeûne était déjà utilisé comme moyen de protestation dans l'Irlande préchrétienne, où il était connu sous le nom de *Troscad* ou *Cealachan*.

Gaza (en se posant comme intermédiaires de l'impérialisme américain), ou avec tous les pays avec lesquels les Turcs ont des relations, comme l'Azerbaïdjan, par exemple, le Turkménistan, etc. La Turquie a donc une influence réelle dans ces pays. Elle est traditionnelle, culturelle, historique, et les États-Unis en profitent. La Turquie est un pion, une marionnette entre les mains de l'impérialisme. C'est pourquoi nous devons comprendre l'importance de la raison pour laquelle l'impérialisme ne veut aucune opposition réelle en Turquie. Je ne parle pas de la gauche de l'OTAN (la gauche de l'impérialisme, postmoderne, libérale). Tous ces partisans du Rojava servent les intérêts de l'impérialisme¹. Je parle des vrais révolutionnaires qui s'intéressent réellement à une Turquie indépendante. Lutter contre ce type de prison (S-R-Y) ne signifie pas seulement lutter contre le fascisme, mais aussi contre l'impérialisme. Si nous regardons de plus près ces prisons de type « Pozzo », nous voyons que des prisons similaires, de haute sécurité, existent également en Europe et aux États-Unis : le 41 bis en Italie, le célèbre Stammheim de Stuttgart en Allemagne, le Supermax aux États-Unis. Mais la grande différence est qu'en Europe et aux États-Unis, il n'y a pas de résistance. En Turquie, en revanche, il y en a une, et c'est là la grande différence. Ces prisons basées sur la torture de l'isolement existent partout, car il s'agit d'une politique spécifique de l'impérialisme. Mais les prisonniers ne comprennent pas l'importance de la résistance. C'est une grande différence. Les révolutionnaires en Turquie savent que s'ils ne résistent pas contre ces prisons, la lutte révolutionnaire en Turquie ne peut survivre. Ils doivent le faire, nous devons le faire, nous devons résister. Après cinq ans, dix ans, je ne sais pas, peut-être quinze ans passés dans une telle prison, vous êtes mort. C'est une mort lente. Je veux dire, l'idée de ces prisons de haute sécurité était de remplacer la peine de mort. Donc, en réalité, ces prisons devraient accueillir les condamnés à mort, mais ce n'est pas le cas actuellement. Aujourd'hui, on y trouve également des détenus et même des personnes qui n'ont pas encore été condamnées par les tribunaux, comme c'est le cas du révolutionnaire Fikret Akar (l'un des prisonniers ayant mené une grève de la faim pendant plus de 200 jours). Le procès de ce camarade est toujours en cours, mais il est en prison depuis le 1er février 2025. Selon la loi turque, on ne peut rester en isolement plus de 20

jours sans certificat médical. Ils enfreignent donc leurs propres lois. La structure de la prison de type « puit » est la suivante : il s'agit d'une cellule très petite, de 4 mètres sur 3. L'un des plus grands problèmes et différences par rapport aux prisons de type F est que la cour n'est pas attenante à la cellule. Par exemple, dans le cas de Fikret Akar, il se trouve au troisième étage et la cour est au deuxième étage. Et ils doivent rester 23 heures complètement seuls, isolés dans leur cellule. Pendant une heure, Fikret Akar peut aller dans la cour avec deux autres personnes. Et le gros problème avec la cour, c'est que si vous devez rentrer, par exemple parce que vous devez aller aux toilettes, vous ne pouvez plus y retourner et vous perdez donc cette heure « collective ». Fikret Akar est en grève de la faim illimitée depuis 231 jours et quand vous êtes en grève de la faim, vous buvez continuellement. Votre droit à une heure d'isolement dans la cour est donc violé. Un autre problème est que vous n'avez aucune protection. Il peut y avoir du soleil, il peut y avoir de la pluie, il peut y avoir de la neige. Vous n'êtes pas protégé des conditions météorologiques. Vous ne pouvez pas vous protéger. Un autre aspect de ces prisons de type « puits » est la déshumanisation totale. Vous n'avez même pas d'interaction humaine avec les gardiens, car vous communiquez avec eux via un bouton. Vous ne les voyez donc pas, vous n'entendez qu'une voix mécanique. Les visites sont limitées aux parents au premier degré. Seuls vos parents au premier degré peuvent vous rendre visite. Pas ceux au deuxième degré. Même les enfants de votre frère ou de votre sœur ne peuvent pas vous rendre visite. Il en va de même pour les appels téléphoniques. Une fois par semaine, vous pouvez appeler vos parents au premier degré pendant 10 minutes. Cela signifie votre mère, votre père, votre sœur, votre fils, votre femme, votre mari. Vous êtes complètement seul. Seul avec vous-même, toujours avec vous-même. Le soleil ne passe pas à travers les fenêtres, il y a des grilles si denses avec des trous plus petits que le diamètre d'une cigarette. Dans ce type de cellules, l'air ne circule pas. Il n'y a pas de circulation d'air et vous ne pouvez pas regarder par la fenêtre. Cette condition particulière signifie donc que vous aurez très rapidement de très graves problèmes de santé. Par exemple, vous ne pouvez pas regarder par la fenêtre et la cellule est très petite, vous aurez donc rapidement des problèmes oculaires car la télévision est très proche, tout est très proche. Vous aurez des problèmes intestinaux. Vous aurez des problèmes cardiovasculaires, du diabète, de l'obésité, vous ne pourrez pas bouger, etc. Mais quand on est toujours seul avec soi-même, on va évidemment

¹ L'auto-dissolution du PKK : revuesupernova.com/lauto-dissolution-du-pkk
Trahison historique du peuple kurde et des peuples du monde par le PKK : revuesupernova.com/trahison-historique-du-peuple-kurde-et-des-peuples-du-monde-par-le-pkk/

avoir de très graves problèmes psychologiques, comme la schizophrénie, des crises de panique, etc. La question est donc : que doivent faire les prisonniers ? Je veux dire, s'ils acceptent la destruction de leur identité politique et de leur santé physique. On ne peut pas vivre dans une cellule comme celle-ci pendant des années et des années. Ce n'est pas possible. Un être humain ne peut pas vivre ainsi. Même la Chambre des architectes proteste contre cela : tout est électrique. Les portes ne s'ouvrent donc pas avec des clés, mais il y a un centre qui les ouvre. Ainsi, en cas d'incendie ou de tremblement de terre, vous êtes piégé, personne ne peut vous sauver.

Pourquoi les prisonniers luttent-ils contre ce type de cellules, pourquoi veulent-ils être transférés ? Ils veulent être transférés dans des prisons de type F. Les prisons de type F sont, bien sûr, des prisons de haute sécurité et, bien sûr, l'isolement y existe également dans certains cas. Elles ont été introduites de manière très violente, avec la mort de 20 prisonniers et le massacre de 28 prisonniers le 19 décembre 2000. Les prisonniers ont été emmenés de force dans ces prisons de type F. Auparavant, ils étaient dans une cellule où vivaient ensemble 20, 30 personnes. Mais il y a eu une résistance pendant sept ans, de 2000 à 2007, avec le martyre de 122 personnes. 122 prisonniers, mais aussi des personnes non détenues, ont perdu la vie par solidarité avec les prisonniers politiques. Les cellules F existent toujours, mais l'isolement total a été aboli. Cette lutte, avec d'énormes sacrifices et martyres, a conduit à une victoire. D'un point de vue idéologique également, ce fut une victoire, montrant que la gauche révolutionnaire ne capitulait pas et était capable de résister et de créer un nouveau consensus social et politique. Dans les prisons de type F, trois prisonniers sont généralement détenus ensemble. Un autre résultat de la résistance par la grève de la faim jusqu'à la mort est que, dans les prisons de type F, la cour est attenante à la cellule. Seule une porte les sépare. Et grâce à la résistance par la grève de la faim jusqu'à la mort, la porte reste ouverte toute la journée jusqu'au coucher du soleil. Ainsi, tant qu'il y a de la lumière du jour, la porte reste ouverte, donc plus en été, moins en hiver. Cela fait une grande différence pour un prisonnier, évidemment, une très grande différence. De plus, ils peuvent parler et communiquer avec les cellules de droite et de gauche. Il s'agit donc d'un élargissement de la communication. Une autre conséquence de la résistance par le jeûne jusqu'à la mort est que neuf prisonniers ont le droit, une fois par semaine, de se réunir pour discuter pendant 10 heures. Les restrictions sur les visites sont également

différentes. Ainsi, en plus des parents au premier degré, vous pouvez également recevoir la visite de personnes qui ne sont pas de votre famille. C'est pourquoi les prisonniers enfermés dans les cellules « puits » veulent être transférés dans des cellules de type F. Dans les cellules F, ils peuvent avoir des livres, des journaux, des lettres, etc. C'est pourquoi ils demandent la fermeture des cellules « puits » et leur transfert dans les cellules F. Comme je l'ai déjà mentionné, celles-ci ont été « modifiées » grâce à l'héroïsme et au martyre des prisonniers révolutionnaires. Il y a des camarades comme Serkan Yilmaz et Aybek Demirduan qui, bien qu'ils soient dans des cellules de type F, jeûnent jusqu'à la mort depuis 370 jours pour demander la fermeture des cellules « puits » et le transfert dans les cellules de type F des autres camarades. Par leur résistance, ces camarades crient au monde entier qu'aucun être humain ne peut vivre dans ces conditions de détention. Aybek Demirduan est lui aussi en grève de la faim jusqu'à la mort. Il se trouve dans une prison de type F. Il n'est pas dans une prison de type « puits ». Il est en grève de la faim jusqu'à la mort pour Serkan. Il dit que tant que les demandes de Serkan ne seront pas satisfaites, il continuera sa grève de la faim jusqu'à la mort. Il est donc en grève de la faim jusqu'à la mort depuis plus de 250 jours. L'état de santé des trois hommes et de tous leurs camarades en grève de la faim est très critique, mais ils continuent à résister ! Les prisons de type « puits » existent depuis 2021. Mais il n'y avait pas de prisonniers politiques révolutionnaires. Il y avait des prisonniers de tous les secteurs, de tout le spectre des mouvements politiques, de droite, de gauche, Et puis en 2023, il y a deux ans, des prisonniers politiques révolutionnaires y ont été amenés. Et ceux-ci ont immédiatement entamé une grève de la faim. Avant, personne, pas même nous, ne connaissait l'existence de ces prisons. Nous avons appris leur existence dès que nos prisonniers, nos camarades, y ont été transférés. La droite et la gauche (même lorsqu'elle avait des militants en prison, elle ne parlait pas de ces cellules d'isolement). Depuis deux ans, il y a une résistance permanente contre ce type de prisons, grâce à la grève de la faim, et cela a permis de briser le mur du silence autour de cette torture en Turquie. Et le simple fait d'avoir brisé ce mur du silence est déjà une victoire.

Ces prisons de type « puits » n'ont pas été créées uniquement pour les révolutionnaires ou les mouvements politiques, mais sont un signal pour le peuple turc. Le fascisme turc veut dire au peuple : « Si vous osez vous opposer à moi, si vous n'obéissez pas,

vous pourriez finir ici, alors faites attention ». Ils veulent effrayer la population. Et dans ce sens aussi, les révolutionnaires représentent un espoir et un exemple : vous n'êtes pas impuissants, vous savez, vous n'êtes pas impuissants face à ce grand, grand, grand instrument qu'est cette institution appelée État. L'État a tout. L'État a la police, l'armée, les armes, vous, vous, vous, simples citoyens, vous êtes très faibles et seuls, vous n'êtes personne, vous n'êtes rien. Mais les révolutionnaires vous montrent la voie, le chemin de la résistance, et ils sont, ils sont un exemple en eux-mêmes, et ils sont l'espoir du peuple. Alors le peuple dit : mais il y en a encore, il y a encore des gens qui résistent, donc c'est possible, donc on peut résister ! Nous ne devons pas obéir au fascisme, nous ne devons pas obéir à l'impérialisme. Nous ne sommes pas du tout satisfaits du gouvernement fasciste. Et pour cette raison, parce que le peuple n'est pas du tout satisfait, il y a une grande crise, une crise économique, une crise politique, et il y a une grande méfiance entre le peuple et le gouvernement. La contradiction est donc très, très profonde. Et c'est pour cette raison que le fascisme est en réalité très faible et utilise tous les moyens à sa disposition pour contrôler et réprimer toutes les formes de dissidence et faire peur à la résistance.

Bien sûr, dans la conjoncture actuelle, ils bénéficient du soutien total de l'impérialisme, en raison de toute la politique au Moyen-Orient, des relations avec Israël, etc., comme je l'ai expliqué tout à l'heure, mais cela peut changer d'un moment à l'autre. Le fascisme turc sait qu'il est faible. Il n'est pas puissant. C'est pourquoi la répression est très forte. Nous montrons aux gens qu'il est possible de résister. Ne vous inquiétez pas, résistez, tout simplement. Ne cédez pas. N'obéissez pas. Ne cédez pas. Malheureusement, certains mouvements politiques ont complètement capitulé (comme le PKK), ce qui n'est évidemment pas positif pour les forces de résistance. Certains mouvements politiques capitulent, collaborent avec le fascisme et l'impérialisme. C'est une grande perte pour la gauche révolutionnaire et le peuple. Quelle est la situation actuelle en Turquie ? La situation est la suivante : il y a une répression très forte, une censure très forte, une désinformation très forte. Les médias du régime essaient vraiment de faire un lavage de cerveau à la population et, bien sûr, ils y parviennent avec beaucoup de gens. La plupart de la population ne sait peut-être rien de la lutte révolutionnaire, etc., mais avec la résistance, tout le monde parle maintenant des prisons de type « puits ». Nous le voyons à la télévision, même s'il y a une forte censure, mais ils ne peuvent plus l'ignorer.

Et toutes les ONG, les organisations de défense des droits de l'homme, les députés, la Chambre des médecins, peuvent faire leurs déclarations pour fermer les prisons de type « puits ». Même le CHP, un parti bourgeois, qui subit actuellement une forte pression de la part du gouvernement, a publié un rapport affirmant que les prisons de type « puits » doivent être fermées. Tout le monde parle désormais de ce type de prisons et de la nécessité de les fermer. Avant, il ne se passait rien. Mais dans ce climat de répression, les gens ont très peur. La gauche est très faible. Les gens ont peur, la gauche est faible et les partis capitulent devant le fascisme turc et l'impérialisme, comme le PKK. Ce qui renforce le gouvernement. L'une des raisons pour lesquelles Fikret Dakar, Aybek Demirduan et Serkan Onur Yilmaz sont contraints de poursuivre leur lutte et leurs revendications ne sont pas prises en considération est le PKK, car le gouvernement turc, le fascisme turc, tire sa force de leur capitulation et de leur collaboration. Dans ces circonstances, la solidarité, la solidarité internationale en dehors de la Turquie, est très importante. En Turquie, dès que vous faites quelque chose, vous êtes immédiatement arrêté ou vous risquez d'être arrêté, mais malgré cela, les avocats en particulier font tout leur possible et prennent le risque d'être réprimés. En Turquie, même les parents des prisonniers peuvent être arrêtés pour avoir envoyé de l'argent, des vêtements ou autre chose à leurs enfants, leurs frères, leurs sœurs, etc. Et les gens ont vraiment peur. Ce sont vraiment les révolutionnaires, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui peuvent résister et qui résistent. Et maintenant, j'aimerais revenir à la question de savoir pourquoi cette grève de la faim a lieu. Dans ces circonstances, dans cette réalité que j'ai décrite, quel autre choix ont les prisonniers politiques révolutionnaires que de faire une grève de la faim, s'ils ne veulent pas se rendre, s'ils veulent conserver leur identité révolutionnaire, quel autre choix ont-ils ? En Turquie et à l'étranger, il y a non seulement un grand débat, mais aussi une attaque contre la pratique de la grève de la faim. Pourquoi, pourquoi faites-vous la grève de la faim ? Êtes-vous fous ? Vous vous faites du mal. Pensez-vous que le gouvernement fasciste, le fascisme, prendra soin de vous ? Pensez-vous qu'ils vous montreront de la pitié ? Bien sûr que non. Nous connaissons très bien le fascisme. Personne ne connaît mieux le fascisme que nous. Bien sûr, ils s'en moquent. S'ils le pouvaient, ils tueraient tous les prisonniers, comme ils l'ont fait le 19 décembre¹.

¹ À l'aube du 19 décembre 2000, l'État turc lance l'opération « Retour à la vie », visant à réprimer la lutte des prisonniers politiques incarcérés. Depuis le 20 octobre, plus de 800 militants, liés à différentes organisations de gauche, avaient entamé une

Informations techniques

sur les grève de la faim :

Les révolutionnaires anatoliens en grève de la faim consomment:

- eau
- boissons chaudes (thés, infusions de menthe, café...)
- eau citronnée
- apport de sucre (en poudre dissous dans l'eau ou bonbons)
- sel (apports de minéraux et important pour permettre l'hydratation)
- vitamine B1 (500/600mg par jour) pour protéger les fonctions nerveuses et cardiaques.
- autres suppléments ou vitamines comme du magnésium ou de la vitamine B3 en fonction des douleurs ou problèmes qui surviennent (crampes musculaires, gonflements, inflammations...)

La grève de la faim est un moyen de résister quand le corps est le seul outil dont le révolutionnaire dispose, un dernier recours. Cela ne démontre pas une volonté de mourir, mais au contraire, une volonté de lutter. Les prisonniers en grève de la faim sont des prisonniers libres.

Les prisonniers ne font donc pas la grève de la faim pour l'ennemi, mais plutôt pour les forces révolutionnaires et solidaires à l'extérieur des prisons. Pour leurs camarades, pour les personnes solidaires, afin de les mobiliser. Pour mobiliser la solidarité à l'extérieur et aussi pour briser l'isolement et la censure. L'isolement non seulement à l'intérieur des prisons, mais aussi à l'extérieur. Car ce que le gouvernement veut faire, c'est isoler les mouvements de solidarité, l'idée même de politique révolutionnaire.

Tout le monde évite donc d'avoir des contacts avec vous. Personne ne veut avoir affaire à vous, car dès que vous commencez à manifester votre solidarité, vous risquez d'être attaqué, accusé de terrorisme... Beaucoup de gens ont peur et la grève de la faim brise également ce cercle vicieux. La grève de la faim sert donc à mobiliser la solidarité, à briser l'isolement à l'extérieur, à briser la censure. Car si les prisonniers ne faisaient pas la grève de la faim, pensez-vous que les médias parleraient du problème des prisons et donc des révolutionnaires ? Non. Tu peux en être sûr, non. Maintenant, nous sommes ici et je fais cette interview grâce à eux. Le travail politique de lutte contre

l'isolement, contre les prisons -puits-, ne serait pas à ce niveau s'ils ne faisaient pas la grève de la faim.

Personne, pas même les prisonniers politiques, ne veut rester affamé pendant des centaines de jours. Qui le voudrait ? Je veux dire, tu peux essayer de rester affamé pendant une journée. Non, ce n'est pas, ce n'est pas un plaisir. D'accord, il existe peut-être des procédures médicales telles que le jeûne avec de l'eau, pendant deux semaines, trois semaines, où l'on ne boit que de l'eau pour détoxifier le corps et ce genre de choses. D'accord, cela pourrait être quelque chose de différent, mais nous parlons d'une grève de la faim qui ne dure pas trois semaines, ni trois mois. Serkan Yilmaz est en grève de la faim depuis plus d'un an maintenant, Fikret et Serkan depuis plus de 250 jours. Cela nuit à leur corps, à leur santé. Cela leur cause de très graves dommages irréversibles. Vous devrez vivre avec cela, si vous ne mourez pas, si vous survivez à cette résistance, vous devrez en subir les conséquences pour le reste de votre vie. Et qui veut cela ? Tous les prisonniers qui sont en grève de la faim depuis plus de 100 jours souffrent énormément chaque jour. C'est douloureux. C'est douloureux quand on fait une grève de la faim, quand on ne mange pas. On a des douleurs musculaires, les nerfs meurent, on perd la capacité de toucher les choses, les nerfs meurent, les pieds brûlent et se refroidissent. Ils souffrent donc chaque jour, d'une douleur très intense. Au bout d'un certain temps, même votre corps devient un ennemi. Vous devez aussi lutter contre votre corps. Croyez-moi, personne ne veut vivre avec cette douleur. Ce n'est pas du tout amusant de faire une grève de la faim. Vous ne devriez pas penser que ces personnes sont folles. Veulent-ils mourir et souffrir énormément ? Non. Ils ne veulent pas cela. Et s'ils sont contraints de sacrifier leur santé et leur vie, c'est uniquement parce que la gauche est faible. Plus la solidarité est forte, plus nous faisons pour eux, moins ils doivent se sacrifier. Nous ne devons donc pas nous faire une idée fausse de la grève de la faim. Ce n'est pas romantique et ce n'est pas beau, c'est douloureux. Mais c'est héroïque. C'est héroïque ! Et nous pouvons être fiers d'eux parce qu'ils vivent chaque jour avec cette douleur, parce qu'ils luttent contre leur propre corps, parce qu'ils font face aux conséquences sur leur santé pour le reste de leur vie. Nous pouvons être fiers, nous devrions prendre leur détermination et leur esprit militant comme exemple pour nous. Et nous devrions les soutenir. Nous devrions les soutenir, nous devrions faire tout notre possible. Ils ne le font pas seulement pour eux-mêmes, ils ne le font pas seulement pour l'Anatolie, mais ils le font vraiment pour le monde entier, car c'est, je veux dire, c'est le

grève de la faim contre l'introduction des cellules d'isolement de type F. Du 19 au 22 décembre, 20 prisons ont été prises d'assaut simultanément avec le déploiement de près de 9 000 soldats. Plus de 20 000 bombes au phosphore ont été utilisées et des milliers de balles réelles ont été tirées sur des prisonniers sans défense. Au cours de ces trois jours, 28 prisonniers ont été tués, 300 ont été blessés et 600 sont restés handicapés à vie.

dernier bastion. Si on regarde cela du point de vue de la résistance contre l'impérialisme, on dit toujours qu'il y a maintenant deux lieux de résistance, ce qui est vraiment historique, car cette résistance va continuer, je veux dire, ils peuvent mourir, mais elle sera poursuivie à l'avenir. Les générations futures seront donc inspirées par cette résistance. Il y a deux lieux, il y a Gaza, et il y a les prisons de type puits. Nous aussi, nous sommes inspirés par Gaza. À Gaza, officiellement, 70 000 personnes ont été massacrées par Israël, mais le fait qu'ils ne se rendent pas et n'abandonnent pas le territoire, c'est vraiment un gros problème pour l'impérialisme, car ils ne veulent pas, ils le savent très bien, parce qu'ils ont leur conscience de classe. La gauche a perdu, la gauche a perdu sa conscience de classe, mais cela ne suffit pas à l'impérialisme, il doit détruire tous ceux qui résistent. Et ils ne veulent pas qu'il y ait quelqu'un qui résiste et qui soit la lumière, le flambeau pour l'avenir, qui montre la voie de la résistance. L'impérialisme veut exister pour toujours, et pour cela, il doit détruire toute forme de résistance. De plus, ce que font actuellement les prisonniers, c'est pour la Turquie, c'est pour l'Europe, c'est pour le monde entier, et c'est pour l'avenir. L'impérialisme le sait, le fascisme le sait, c'est pourquoi ils veulent les détruire. Et nous devons les soutenir pour cette raison, c'est un devoir de les soutenir. Ce ne sont pas des prisonniers fous qui font une grève de la faim, ils sont la résistance. C'est le dernier bastion de la résistance existante et de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme.

Dans la gauche occidentale, l'idée de résistance s'est perdue depuis longtemps. La solidarité sincère de larges secteurs de la gauche envers Georges Ibrahim Abdallah était toutefois loin de soutenir l'identité politique du révolutionnaire Abdallah...¹ Aujourd'hui, ce révolutionnaire, enfin de retour dans son pays, le Liban, nous offre encore des élans de passion et d'intelligence révolutionnaire, avec son soutien obstiné à la résistance anti-impérialiste, qui met mal à l'aise la gauche libérale et postmoderne (la soi-disant gauche de l'OTAN). Des mots tels que héroïsme, martyr, l'idée même de militantisme, sont bannis du vocabulaire et des pratiques de la gauche occidentale, obéissant aux diktats de l'idéologie impérialiste. Face à tout cela, la lutte du peuple en armes à Gaza (à travers les organisations de guérilla) et la résistance des prisonniers révolutionnaires turcs sont des exemples

¹ Les plus hypocrites, comme d'habitude, ont été les composantes libérales et trotskistes, qui ont explicitement condamné l'action révolutionnaire et donc son identité de prisonnier politique, le présentant comme un cas lié aux droits civils... C'est la même chose que nous avons observée à l'égard de la résistance palestinienne... Nous avons donc eu des partisans pro-palestiniens qui acclamaient les gouvernements pro-impérialistes et sionistes de Syrie, ou invitaient les navires de guerre de l'impérialisme à intervenir pour défendre les pro-palestiniens...

qui fissurent le mur de l'idéologie et du consensus impérialiste. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui le drapeau palestinien ne représente pas seulement la lutte légitime d'un peuple pour son État, mais aussi le symbole des opprimés, de la lutte contre l'impérialisme, le fascisme, le sionisme.

Au cours des derniers mois, nous avons également assisté en Europe à des luttes de prisonniers politiques, comme dans le cas des pro-palestiniens en Grande-Bretagne et de certains anarchistes et antifascistes, qui commencent à utiliser la grève de la faim comme forme de lutte dans les prisons, ce qui, selon nous, est lié à l'exemple héroïque de la résistance palestinienne et à son sacrifice. La grève de la faim commence également à être considérée comme une forme de résistance en France, grâce au sacrifice et à la détermination d'une femme de la gauche révolutionnaire turque. Zehra Kurtay est une réfugiée politique turque, ancienne prisonnière politique, qui mène une grève de la faim depuis plus de 200 jours pour obtenir le droit de rester en France et ne pas être expulsée. Avec ses camarades, elle a installé une tente permanente à Paris, qui est progressivement devenue un lieu de solidarité et de résistance. Aujourd'hui, d'autres personnes se sont jointes à elle pour faire la grève de la faim afin de revendiquer le droit de séjourner en France et en solidarité avec la lutte de Zehra. L'exemple concret de cette femme montre qu'il est possible de résister, grâce au sacrifice, à la solidarité et à la lutte !



GRUP YORUM

40 ANS DE RÉSISTANCE AU FASCISME

entretien avec un membre du groupe musical anatolien



Le légendaire groupe musical marxiste-léniniste Grup Yorum fête ses 40 ans en 2025. Il le fait alors que ses concerts sont totalement interdits en Turquie, que plus de 20 membres de Grup Yorum sont en prison et qu'il est persécuté pour le simple fait d'appartenir à Grup Yorum. Mais les attaques du fascisme turc ne s'arrêtent pas là.

Récemment, YouTube et Spotify ont bloqué l'accès aux chansons de Grup Yorum depuis la Turquie, sans aucune base légale. Le régime turc tente de détruire Grup Yorum, car il rassemble des millions de personnes dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme.

Comment Grup Yorum mène-t-il sa lutte dans les conditions actuelles de pression et de persécution sans précédent, quel est le bilan de 40 ans de travail et de résistance des musiciens ? C'est ce qu'a raconté Bahar Kyzalaltun, membre de Grup Yorum, dans une interview accordée au Front anti-impérialiste. L'interview a été enregistrée en juin de cette année, et en juillet, Bahar a été enlevée dans la rue et arrêtée.

Grup Yorum est en train d'être effacé de l'histoire et de la mémoire du peuple. Les répressions s'intensifient. C'est tout à fait compréhensible. Parce que les répressions se heurtent à la résistance. Il existe une tradition culturelle et artistique qu'il est impossible de détruire par l'oppression. Il existe une culture révolutionnaire et une tradition artistique. C'est pourquoi les mesures prises jusqu'à présent ne leur suffisent plus et ils sont contraints d'intensifier la pression.

Il y a un an, il y a trois ans, il y a cinq ans, lorsque nous nous souvenons de ce que nous avons vécu à l'époque, nous sommes confrontés à quelque chose que nous n'avions jamais connu auparavant. Dans l'histoire de Grup Yorum, il y a toujours eu des persécutions. On a tiré sur les

albums, menacé la maison de production, interdit les concerts, arrêté les membres du groupe. Mais une tentative aussi systématique d'effacer de la mémoire des gens les mélodies et les compositions créées par le groupe musical, de rompre tous les liens avec eux, cela n'était encore jamais arrivé.

Nous vivons dans des conditions de fascisme déclaré.

Nous sommes un groupe turc, anatolien. Nous sommes un groupe révolutionnaire. Et, bien sûr, nous serons persécutés.

TANT QUE NOUS NE NOUS SERONS PAS DÉBARRASSÉS DU FASCISME DANS NOTRE PAYS,

TANT QUE NOUS NE NOUS SERONS PAS DÉBARRASSÉS DE L'IMPÉRIALISME,

NOUS DEVONS FAIRE FACE À CETTE OPPRESSION.

Aujourd'hui, la pression augmente de jour en jour. La série d'interdictions de concerts qui a commencé en 2016 s'est étendue aux interdictions d'événements, de concerts en ligne, de répétitions et, en fin de compte, même si vous ne faites rien, le simple fait d'appartenir à Grup Yorum peut suffire pour vous faire arrêter. Nous ne disons pas : « Que pouvons-nous faire d'autre pour survivre ? ». Nous sommes confrontés au fascisme et, bien sûr, il va attaquer pour conserver son pouvoir.

Aujourd'hui, les plateformes dites « libres » – les réseaux sociaux, YouTube, Spotify – ces médias alternatifs sont également des lieux où nous sommes censurés. Car ni les arrestations, ni les tortures, ni les interdictions de concerts, ni les descentes dans le centre culturel « İdil » tous les cinq ou six mois, ni le pillage de notre institution – rien de tout cela n'a pu mettre fin à Grup Yorum. Au contraire, cela a rendu Grup Yorum plus fort.

Cela nous a aidé à devenir une grande famille. Cela a conduit à un soutien encore plus important de la part du public. Parce que nous avons tenu bon.

Je voudrais partager ceci avec vous : récemment, lorsque nous avons rencontré notre ami, un jeune réalisateur, il nous a dit : "Nous sommes debout parce que vous gardez fièrement la tête haute".

Bien sûr, nous étions fiers de ces mots. Bien sûr, nous allons garder notre dignité. Mais nous avons également constaté que nous étions en réalité observés par des personnes que nous pensions ne jamais pouvoir atteindre ou dont nous ignorions même l'existence. Et le fait que nous nous soyons comportés avec dignité, que nous n'ayons pas baissé la tête et que nous ayons soutenu la tradition de l'art révolutionnaire a donné naissance à une nouvelle génération de jeunes artistes qui se sont rangés du côté du peuple.

Même si, en raison des attaques, nous ne pouvons peut-être pas rencontrer ces personnes directement, le public nous suit, les artistes nous suivent, et cela les influence

d'une manière ou d'une autre – ils y trouvent leur inspiration.

Et pour mettre fin à tout cela, ils veulent maintenant effacer même le nom de Grup Yorum. Comme si ce groupe n'avait jamais existé, comme s'il n'avait pas écrit plus de 500 compositions au cours des 40 dernières années, ils veulent effacer nos chansons une à une de la mémoire du public.

En réalité, il s'agit d'une attaque profondément enracinée et de grande envergure. Peut-être ne réalisons-nous pas pleinement la gravité de la situation, car le soutien de la société est très fort, mais il s'agit d'une sorte d'attaque que l'on pourrait qualifier de tentative d'effacer Grup Yorum de l'histoire, contrairement à la torture physique et à la pression.

Ils essaient de se comporter comme si ce groupe n'avait jamais existé, mais c'est impossible.

C'est vraiment impossible. Quand Pir Sultan était en vie, quand Karajaoglu était en vie, il n'y avait ni YouTube, ni Google, ni Spotify, mais ils existent aujourd'hui. C'est pourquoi l'idée que Grup Yorum puisse être détruit en le supprimant de ces plateformes est, du point de vue de ceux qui veulent nous détruire, une idée pitoyable. C'est la seule façon de la décrire. Et nous ne laisserons pas ce soutien public s'éteindre. Faites-leur comprendre cela.

Maintenant, au-delà de nous en tant qu'individus, il y a la réalité de Yorum. Aujourd'hui, le groupe Yorum ne se limite pas à un certain cercle de personnes. Avant même que nous ayons compris ce qui se passait, ce qui avait été supprimé, ce qui s'était passé, le public avait déjà pris conscience de la situation, réagi et commencé à jouer et à diffuser partout la musique du groupe Yorum.

Ainsi, la vérité du groupe Yorum, la tradition du groupe Yorum a dépassé les limites de notre organisation – elle est devenue une tradition populaire. C'est pourquoi ils ne peuvent pas y mettre fin.

Il y a une histoire célèbre – je n'entrerai pas dans les détails – mais l'histoire du prêtre est la suivante : « Au début, ils sont venus chercher les communistes, et je n'ai pas protesté, car je n'étais pas communiste. Puis ils sont venus me chercher, et il n'y avait plus personne pour prendre ma défense. »

Depuis 2016, le groupe Grup Yorum a été confronté à une vague d'interdictions. Et nous avons perdu Helin et Ibrahim, devenus des martyrs, uniquement pour que nous puissions continuer à donner des concerts. Nous avons défendu nos chansons avec nos corps. Deux de nos amis se sont sacrifiés pour que nos chansons et Grup Yorum continuent à vivre. Même lorsque nos amis ont entamé une grève de la faim, nous étions soumis à une censure et à un isolement sévères. Ce n'est que grâce à la grève de la faim mortelle de Helin et Ibrahim, grâce à leur sacrifice, que nous avons pu surmonter cette épreuve.

ET YORUM EXISTE.

VOUS NE POUVEZ PAS DÉTRUIRE YORUM.

VOUS NE POUVEZ PAS ARRÊTER YORUM.

Nous allons recommencer à donner des concerts. Vous ne pouvez pas affaiblir notre influence, non seulement sur les gens, mais aussi sur les artistes. Yorum est vraiment une force motrice. Je ne dis pas cela uniquement parce que je fais partie de Grup Yorum. J'ai moi aussi beaucoup appris de ce groupe. J'ai été son élève. Je suis toujours élève et enseignante – nous le sommes tous. C'est pourquoi, lorsque nous disons du bien de Yorum, lorsque nous exprimons notre fierté, ce n'est pas par populisme. Au

contraire, nous pouvons en parler en toute sérénité, car nous avons payé le prix de chaque note.

Oui, comme nous l'avons déjà dit, tout a commencé avec Yorum. Tout le monde pensait : « Yorum est déjà un groupe de musique révolutionnaire. Ils sont courageux, prêts à prendre des risques, mais nous ne pouvons pas nous le permettre. Leur position est claire. C'est un groupe révolutionnaire. Leur ligne est définie. Cela ne nous concerne pas. » Mais il s'est avéré que ce n'était pas le cas. Le fascisme ne reconnaît le droit d'exister à aucune voix ou personne qui ne correspond à ses intérêts. C'est exactement ce qui s'est passé. Il en allait de même dans l'Allemagne nazie. Seuls les nazis avaient le droit de vivre. Seuls eux avaient le droit de s'exprimer.

Ici aussi, ce sont les voix des artistes révolutionnaires qui ont été les premières touchées. Mais aujourd'hui, tous ceux qui ne soutiennent pas le gouvernement collaborant avec l'impérialisme sont réduits au silence. Finalement, même les musiciens pop ont été touchés.

Aujourd'hui, l'histoire se répète. 454 vidéos de Grup Yorum, les enregistrements de nos concerts « Turquie indépendante » pendant le règne du AKP (Parti de la justice et du développement, dirigé par le président Recep Tayyip Erdoğan) ont été supprimés. Les enregistrements de notre 25e concert anniversaire à İnen, qui a eu lieu à l'époque du AKP, ont également été supprimés. Tout cela a été fait sous prétexte de sécurité nationale.

Et pourtant, nous avons organisé ces concerts sous leur gouvernement. En réalité, pour organiser nos concerts en l'honneur du 30e anniversaire, nous avons dû déposer une demande d'autorisation de rassemblement, car nos demandes d'autorisation de concert avaient été refusées. Et si l'événement est officiellement considéré comme un rassemblement, la police doit être présente.

Lors de nos concerts à grande échelle, comme celui que nous avons donné devant 700 000 personnes à Izmir et 200 000 à Ankara, la police, les gouverneurs, les responsables locaux et l'État lui-même étaient au courant de ce qui se passait. Ces concerts ont été organisés avec leur accord, voire avec celui de hauts fonctionnaires. Mais ils n'ont pas réussi à dompter Yorum.

Nous sommes désormais confrontés à une campagne de destruction à grande échelle. Ils interdisent même les concerts que nous avons organisés sous leur régime, au nom de la « sécurité nationale ».

La Turquie est gouvernée par le fascisme

J'ai mentionné plus tôt l'histoire du prêtre. Je voudrais y revenir. Il y a une différence entre savoir quelque chose et le comprendre vraiment. Si vous comprenez, vous agissez en conséquence. Tout le monde connaît cette histoire. Les gens pensent en comprendre le sens. Mais en réalité, ils ne la comprennent pas, car ils ne comprennent pas le fascisme.

Ils pensent que nous vivons dans une démocratie imparfaite, et que ce que nous vivons n'a donc aucun sens. Ni l'âme ne peut le supporter, ni l'esprit ne peut comprendre une telle injustice. Nous disons : « C'est de la folie, une illusion collective, cela passera ». Mais non, cela ne passera pas, car le système lui-même existe pour préserver le fascisme. Nous vivons sous un gouvernement qui collabore avec l'impérialisme pour soutenir le fascisme. C'est pourquoi nous devons traverser tout cela.

Aujourd'hui, Yorum vivra. Mais si les artistes et les intellectuels ne font pas preuve de la même activité et de la même sensibilité que pendant la grève de la faim, s'ils ne se tiennent pas à nos côtés, épaulent contre l'épaule, sur la même barricade contre le fascisme, il leur arrivera la même chose. Et quand cela arrivera, ils seront bouleversés et écrasés, car ils ne comprennent pas ce qu'est le fascisme. Nous pensons que c'est là que réside le véritable problème.

Il faut être aveugle pour ne pas voir ce qui se passe et ce qui va arriver. Pour ouvrir les yeux, nous devons cesser de nous trouver des excuses. Nous devons cesser de nous consoler en nous disant que nous vivons dans une société démocratique, même si elle est imparfaite. Nous devons reconnaître la réalité : nous sommes gouvernés par le fascisme. Et dès que nous aurons accepté cette vérité, nous devons le combattre.

C'est ce que les gens évitent en réalité. Comme le dit le slogan :

« Côte à côte contre le fascisme » — sinon, cela continuera. Le potentiel révolutionnaire grandit

Même si nous ne pouvons pas être physiquement aux côtés de ces personnes, de ces jeunes, même si chaque tentative d'organiser un petit concert se solde par une interdiction ou une arrestation, nous savons que notre combat sème des graines dans l'esprit de la jeune génération. Le potentiel grandit. Et c'est précisément ce que le gouvernement fasciste tente d'arrêter.

Ils aiment coller des étiquettes aux générations – « génération Z », etc. Mais nous pensons que ce n'est pas tout à fait vrai. Les jeunes sont toujours l'avenir. En les appelant « génération Z », ils les rabaissent en quelque sorte, comme s'ils n'étaient que des enfants de l'internet, des téléphones ou des ordinateurs. Mais nous voyons que ce n'est pas le cas. Ces derniers mois, après ce qui s'est passé avec les tuteurs nommés par l'État et la réaction du public, la dernière ligne rouge a été franchie. Quand on arrête le maire d'Istanbul, ça veut dire que la sécurité publique est menacée. Tout le monde l'a bien vu, les jeunes et le public en général.

Et puis nous avons vu autre chose :

Depuis les manifestations de Gezi, le mécontentement populaire ne cesse de croître dans le pays – il est réprimé, mais il s'accumule. Il est prêt à exploser. Mais la pression est trop forte. Les principaux partis politiques, même ceux qui se prétendent de gauche, freinent ce mouvement.

Les forces qui pourraient mener ce mouvement – les artistes révolutionnaires, les révolutionnaires, les organisations démocratiques de masse – sont sous pression. Elles sont coupées du peuple, leurs membres sont constamment emprisonnés. C'est pourquoi nous ne pouvions pas voir ce potentiel révolutionnaire croissant, cette jeunesse dissidente.

Mais maintenant, nous le voyons.

Nous l'avons clairement constaté après la dernière interdiction. Si YouTube et Spotify ne nous avaient pas bloqués, nous n'aurions jamais su que sur le campus de l'université Mimar Sinan, des jeunes âgés de 20 à 30 ans chantent les chansons de Grup Yorum. Ou qu'à l'université technique du Moyen-Orient (METU), même si nous n'y avons pas joué depuis près de dix ans, il y a encore une génération d'étudiants qui connaissent et écoutent Yorum.

Maintenant, nous le savons, car nous recevons des vidéos du monde entier. Des jeunes chantent les chansons de

Yorum dans le métro et nous envoient leurs enregistrements. Des vidéos tournées dans des maisons à Didim, où l'on chante nos chansons et nous les envoie.

L'association des musiciens d'Izmir diffuse des vidéos. Des vidéos nous parviennent de Mimar Sinan, de l'université d'Istanbul, de l'université technique du Moyen-Orient et d'autres universités. Les jeunes expriment leur opinion. Bien sûr, nous le savions déjà. Aujourd'hui, nous le voyons de nos propres yeux. Nous pouvions voir le potentiel que nous avons créé auparavant, mais nous l'avons vu sous un autre angle. Pour le détruire, ils ont essayé de nous rendre totalement inaccessibles au public, de rendre Yorum inaccessible. Ils ont essayé d'imposer une interdiction afin de nous priver de la possibilité de communiquer avec le public, par exemple en nous supprimant des réseaux sociaux et d'Internet.

Mais cela a eu l'effet inverse. Au contraire, nos chansons sont désormais diffusées et chantées partout en guise de réaction. Et ils ne peuvent pas l'arrêter. Ils peuvent peut-être fermer nos pages officielles, ils le font constamment. Nous en ouvrons une nouvelle. Le lendemain, le compte X est fermé. L'accès à Instagram est bloqué. Notre page officielle sur YouTube est fermée. Les vidéos téléchargées sur Kalan Music sont supprimées. Mais tout le monde connaît les vidéos et les chansons de Yorum.

Nous ne disons pas que nos chansons doivent nous appartenir exclusivement. Bien sûr, il y a l'aspect des droits d'auteur, mais Yorum n'y a jamais réfléchi. Compte tenu des conditions dans lesquelles nous vivons, nous ne pouvons même pas suivre ce genre de choses. D'une manière ou d'une autre, les chansons de Yorum sont diffusées et chantées partout. Peut-être que quelqu'un en tire profit, comme ce fut le cas avec Neshet Ertaş. Neshet Ertaş a écrit des centaines de chansons et n'a jamais reçu de droits d'auteur, il ne les a jamais réclamés. Parce que cela ne l'intéressait pas. Nous avons vécu la même chose.

Aujourd'hui, nous constatons que le public éprouve un immense sentiment d'appartenance, non pas pour le profit, mais bien au contraire. Les gens partagent les vidéos de Yorum au risque d'être arrêtés, au risque de subir une perquisition à leur domicile. C'est pourquoi il est impossible d'empêcher cela. Les chansons et les clips de Yorum sont visionnés par des milliers de personnes. Même s'ils nous suppriment ou nous bloquent, d'autres publieront nos œuvres – et c'est déjà le cas. Même maintenant, quand vous allez sur YouTube, ils pensent l'avoir bloqué, mais les chansons de Yorum continuent d'être écoutées.

La fausse « révolution » et la lutte de Grup Yorum

Tout d'abord, nous devons nous méfier de tout ce que l'impérialisme tente de faire passer pour une « révolution ». Expliquons donc brièvement ce qu'est une révolution. Une révolution est un bouleversement qui entraîne l'effondrement des institutions de la base et de la superstructure. Vous détruisez le système et ses institutions et vous créez quelque chose de nouveau à leur place. Si nous examinons le concept de « révolution numérique », nous constatons que ce terme est utilisé pour décrire des plateformes telles que YouTube, Spotify et divers réseaux sociaux.

Les propriétaires de ces plateformes – Google, Facebook, Instagram, X (Twitter), Spotify – sont les personnes les plus riches du monde. Ce sont des impérialistes. Ces plateformes – YouTube, Spotify, Netflix, etc. – ont été créées pour dominer culturellement les gens sous le prétexte de

la liberté. C'est la politique de l'impérialisme. Et les libéraux la soutiennent. Ce sont des concepts créés par des so-disant intellectuels et écrivains qui n'ont aucun lien réel avec la gauche, le socialisme ou le peuple. En réalité, ils admirent l'impérialisme et tentent d'en tirer profit en se qualifiant de démocrates, de gauchistes, de progressistes. Ils veulent être respectables, mais ils sont financés par les impérialistes.

Qui a le plus intérêt à diffuser des concepts tels que la révolution numérique ? Les impérialistes. Parce qu'ils veulent nous exploiter jusqu'à l'épuisement, puis nous faire croire que nous sommes libres. Nous pensons être libres simplement parce que nous pouvons penser « librement », mais nous ne pensons que ce qu'ils veulent que nous pensions. Et comme nous pouvons penser ainsi, nous croyons que c'est notre propre idée et que nous sommes libres. Mais ce n'est pas le cas.

Le mot « révolution » est utilisé à tort et à travers : « révolution numérique », « révolution des œillets », « révolution orange », etc. Chaque fois que l'impérialisme veut changer le monde et voit un obstacle à son exploitation — un pays, un gouvernement, une association, un groupe musical, une organisation de masse —, cela n'a pas d'importance. Pour les écraser, il utilise deux tactiques principales. La première est la violence. La seconde est l'idée que « si le communisme doit exister, c'est nous qui l'imposerons ». Si les gens veulent la liberté, nous leur donnerons notre version de la liberté et leur ferons croire que c'est cela, la liberté.

Nous sommes confrontés à des monopoles à grande échelle. Mais nous devons être réalistes. Il ne faut pas exagérer leur pouvoir. Ils veulent nous faire croire que nous sommes impuissants, que nous ne pouvons pas rivaliser avec eux, que nous ne sommes rien. Que nous, les gens, ne pouvons rien faire par nous-mêmes, que nous ne pouvons rien organiser. Ils veulent que nous pensions ainsi.

Grup Yorum existe depuis 40 ans. Quand il a été fondé, YouTube et Spotify n'existaient pas encore. Nos chansons n'y figuraient pas, mais nous rassemblions quand même des milliers, des centaines de milliers de personnes. Et cela ne fait que quelques années que nos chansons sont disponibles sur Spotify. Avant cela, nous n'y étions pas présents, c'est tout récent. Même sans Spotify et YouTube, nous trouvions des gens, et les gens chantaient nos chansons.

Aujourd'hui, cela peut sembler abstrait : sans CD, sans cassettes, sans concerts, comment allez-vous faire passer vos idées auprès du public ? Tout le monde utilise YouTube, Spotify, Apple Music. Sans ces plateformes, certains diront que vous ne survivrez pas, que votre nom sera oublié, effacé. Ce n'est pas vrai. Si c'était vrai, les gens n'existeraient pas non plus. Seuls les impérialistes existeraient. Mais eux aussi ont besoin des gens — pour continuer à les exploiter, ils ont besoin de millions de personnes. C'est nous. Nous faisons partie du peuple. Peut-être essayons-nous de creuser un puits avec une aiguille, mais nous distribuons nos nouvelles chansons, nos singles, sur des cartes en papier avec des codes QR, de porte en porte. Lorsque les gens scannent le code QR, la chanson est téléchargée sur leur téléphone.

Ce n'est pas une vente. C'est ainsi que Yorum fait connaissance avec les gens. Les artistes populaires vont vers le peuple, non seulement pour chanter ou vendre une chanson, mais aussi, peut-être, pour trouver les futurs

membres de Yorum, les futurs employés du Centre culturel d'Idil, pour faire connaissance avec les gens et établir des relations. C'est ainsi que nous voyons les choses. C'est pourquoi Grup Yorum ne peut être réduit au silence. Non pas parce que nous avions de grands sponsors ou des entreprises qui nous finançaient. Non ! Nous avons réussi grâce à 40 ans de travail acharné et à des liens solides avec des millions de personnes.

En 2023, nous étions le groupe musical le plus populaire sur Spotify. Et ce n'est pas grâce au marketing. C'est le résultat de 40 ans de travail acharné. Aujourd'hui, si nous organisons un concert à Istanbul, nous pourrions rassembler plus de monde que le AKP ou le RNP (le Parti républicain du peuple, le plus ancien parti politique de la République turque, occupe des positions de centre-gauche et kémalistes – note de la rédaction). Nous pourrions rassembler cinq millions de personnes, nous en sommes convaincus. Aucun gouvernement ni aucun parti politique ne peut le faire. Mais Grup Yorum peut se le permettre, car il crée de la musique dans le but de construire une Turquie socialiste, totalement indépendante et démocratique, il dit la vérité aux gens, il ne rampe jamais, il ne cède jamais, il ne fait jamais de concessions pour le profit.

C'est pourquoi Grup Yorum occupe une place si importante dans le cœur des gens.

C'est pourquoi, lorsque nous nous demandons comment vaincre ces monopoles médiatiques, la réponse est la suivante : avec l'aide du peuple.

Nous diffusons nos chansons de porte en porte, en nous adressant aux gens un par un. Est-ce difficile ? Oui. Ce n'est pas facile. Mais c'est notre méthode. Il en a toujours été ainsi.

Qu'ils nous censurent autant qu'ils veulent. Nous sommes à Okmeydan, dans le centre culturel « Idil ». Il y a des centaines de milliers de maisons ici. Nous irons frapper à leurs portes. Ils ne pourront pas nous en empêcher. Comment pourraient-ils censurer cela ? Comment peuvent-ils bloquer cela ? Ils ne le peuvent pas. Et cela ne concerne pas seulement nous : nos auditeurs envoient les chansons à leurs voisins, leurs amis, leurs proches, par tous les moyens possibles. Considérer Yorum comme un simple groupe de musique est une erreur. Yorum est une grande famille.

Notre slogan « Grup Yorum, c'est le peuple, et on ne peut pas le faire taire » n'est pas juste un slogan. C'est réel. C'est de la chair et du sang. Ça fait partie de la vie. Nous vivons parmi 85 millions de personnes. Et nous toucherons ces 85 millions, n'en doutez pas. Peu importe combien d'entre nous sont emprisonnés, même s'il ne reste qu'une ou deux personnes en liberté, même s'il ne reste plus personne, Yorum a dépassé le cadre des individus. C'est devenu une tradition. Elle se propagera indépendamment de nous.

En ce moment même, tout le monde soutient Yorum. Parce que l'attaque est dirigée contre le peuple, et ce que vit Yorum – toutes les couches d'oppression – n'était peut-être pas tout à fait clair auparavant. Mais aujourd'hui, le fascisme l'a montré dans toute sa splendeur. Peut-être n'avons-nous pas pu le démontrer aussi clairement, ni aux médias, ni aux gens. Mais grâce à eux, tout est devenu extrêmement clair. Et ils récoltent ce qu'ils ont semé. Ils ont ouvertement déclaré ce qu'ils voulaient faire : détruire Yorum. Et les gens ont répondu : « Vous ne pouvez pas détruire Yorum. Parce que Yorum, c'est nous. »

Résistance aux prisons de type « puits »

Nous avons toujours dit : « Nous créons de la musique pour ceux qui résistent ». Mais nous faisons déjà partie de ceux qui résistent.

Nous sommes du côté de ceux qui résistent. Autrement dit, contrairement à ce que disent les humanistes bourgeois, nous ne créons pas de l'art en compatissant avec les gens ou les opprimés, en les comprenant, en créant de l'art basé sur l'empathie. Nous sommes déjà de leur côté, avec les opprimés, sur le même front, nous vivons la même chose qu'eux.

C'est pourquoi il est bien sûr important d'être la voix de ceux qui résistent dans les prisons de type « puits », de leur écrire des poèmes, de transformer leur résistance en épopée, de composer des textes et de la musique. Mais en ce moment même, nos amis se trouvent déjà dans ces prisons de type « puits ». Il ne s'agit pas seulement d'être la voix des révolutionnaires qui y résistent, il s'agit du fait que nos propres amis s'y trouvent et qu'ils résistent, qu'ils ont déclaré une grève de la faim illimitée.

C'est la pratique de Grup Yorum. C'est notre pratique depuis 40 ans. Tout ce que nous avons dit sur scène, tout ce que nous avons défendu, nous l'avons mis en pratique. Nous n'avons pas parlé sur scène de choses que nous n'avons pas faites nous-mêmes. Il en va de même pour la résistance aux prisons de type « puits ».

Le 6 février 2024, tous les membres de Grup Yorum, sans exception, ont été arrêtés au cours d'une opération. Après cette opération, j'ai moi aussi été arrêtée. Nous avons tous été exilés. Dans des prisons de différentes provinces de Turquie. Nos amis ont également été envoyés dans des prisons de type « puits ». Jem, Vedat et Rezzan ont immédiatement déclaré une grève de la faim illimitée après leur exil. Car lorsqu'ils sont arrivés sur place, ils ont compris qu'il s'agissait d'une prison de type « puits ». Ils ont compris qu'il s'agissait d'une des prisons de type S ou Y récemment créées, et ont déclaré : Nous ne deviendrons pas une pierre couverte de mousse au fond d'un puits.

Mais ils ont réussi à le faire avec les forces de résistance, les mouvements révolutionnaires dans d'autres pays. Parce que, malheureusement, ils ont capitulé. Ils ont accepté des conditions extrêmement honteuses et inhumaines, parce qu'ils ont capitulé sous la pression de l'isolement imposé par l'impérialisme – un isolement qui les détruit dans les prisons, un isolement qui les élimine. Mais nous ne l'acceptons pas.

Oui, les prisons sont une situation inévitable pour notre lutte et pour Yorum ; nous sommes arrêtés, nous sommes emprisonnés. Mais nous ne nous y adaptons pas. Je veux dire par là que nous connaissons cette réalité, une réalité dans laquelle nous pouvons être arrêtés, mais le fait que nous puissions à tout moment être envoyés dans des prisons de type « puits », de type F, est une autre affaire.

Le modèle de prison de type « puits » — avec des murs de 13 mètres de haut, où l'air, le soleil, la lumière, même les gouttes de pluie ne peuvent pénétrer, et où tout contact avec les gens est complètement coupé ; où nous « parlons au téléphone » avec les gardiens ; où nous sommes privés du droit à la ventilation ; où, dans une cellule minuscule, vous lavez vos vêtements humides, mangez votre nourriture, utilisez la salle de bain, séchez votre linge dans cet espace minuscule où la moisissure se développe constamment à cause de l'humidité et où vous tombez malade en très peu de temps — cela vous détruit physiquement.

De plus, par leur inhumanité et leur isolement, ils tentent de saper lentement votre identité, c'est-à-dire votre identité politique. Les êtres humains étant des êtres sociaux, on ne peut mener une vie saine et avoir une âme saine qu'en communiquant avec les autres. Je veux dire par là qu'il existe des organismes unicellulaires qui vivent seuls, mais ce sont tout de même des parasites. Nous ne sommes pas des parasites, nous ne sommes pas des organismes unicellulaires, nous sommes des êtres humains. Nous sommes des artistes révolutionnaires, et nous ne resterons pas seuls dans ces puits, comme des pierres couvertes de mousse.

C'est très humain – si l'on met de côté la composante révolutionnaire – c'est ce que chaque personne devrait faire. Ces conditions sont inacceptables, il est impossible de vivre ainsi. Nos amis l'ont fait. Et même avant eux, ceux qui ont été arrêtés et envoyés dans le « puits » – Jamil, Jem, Vedat, Rezzan et Bakijian Isik, ont remporté la victoire ; ils sont sortis des « puits ». Aujourd'hui, Ali Araj est détenu dans la prison de type « puits » n° 1 à Sinjar et résiste, comme tous les prisonniers révolutionnaires.

Grup Yorum – la voix de la résistance contre le fascisme
Grup Yorum est un groupe musical créé après 1980. Déjà à l'époque, les journalistes utilisaient dans leurs articles des termes tels que « instrumentistes de prison » ou « chanteurs de prison ». Car après le 12 septembre, le pouls du peuple battait dans les prisons. Tous les révolutionnaires avaient été arrêtés, les prisons étaient surpeuplées, la junte opprimait le peuple, le piétinait comme un rouleau compresseur ; où qu'ils se trouvent, les membres de la résistance se retrouvaient en prison. En particulier dans les prisons stambouliotes de Metris, Sagmalcılar...

C'est là que battait le pouls de la vie, que battait le cœur de la résistance, et le groupe Grup Yorum est naturellement né en réponse aux actions de la junte du 12 septembre. C'est dans les prisons qu'il y avait de la vie, de la résistance, de l'espoir, c'est pourquoi Yorum s'est d'abord tourné vers les prisons et a commencé à écrire des chansons pour ceux qui résistaient.

Ainsi, depuis notre création, même si nous n'étions pas encore nés, l'une des conditions préalables à l'existence et à l'apparition de Yorum était les prisons fascistes et la résistance des révolutionnaires dans les prisons. Pendant 40 ans, nous avons maintenu le contact avec ces résistants et ces prisonniers révolutionnaires, et nous avons également eu des liens à travers des compositions et des textes de chansons. Et aujourd'hui, cela n'a rien d'étonnant ni d'inhabituel. Quoi que nous disions, quelle que soit la décision que nous proposons aux gens, nous répondons également à ces exigences, nous les mettons en pratique. Je peux dire que c'est ça, la résistance.

Grup Yorum, c'est le peuple, on ne peut pas le réduire au silence

Lorsque nous avons entendu parler pour la première fois des interdictions sur YouTube et Spotify, notre première réaction a été d'organiser une campagne avec des hashtags sur X pendant deux jours consécutifs. Entre-temps, notre compte X a été bloqué, l'accès a été restreint et, bien que nous ayons prévu d'organiser une campagne avec des hashtags, le compte a continué à être bloqué. Nous avons ouvert un nouveau compte, créé une copie de sauvegarde, mais 24 heures plus tard, celui-ci a également été bloqué.

Ainsi, dans ces conditions, alors que les réseaux sociaux sont interdits, nous essayons quand même de toucher les gens via les réseaux sociaux, car c'est l'un des outils importants dont nous disposons. Malgré les interdictions strictes sur les réseaux sociaux et les blocages constants des comptes, nous avons été *tendance* en Turquie pendant deux jours consécutifs.

Le premier jour, nous étions déjà en tête des tendances. Deux heures après le lancement du hashtag, ils ont supprimé 11 000 publications avec le hashtag « #GrupYorumHalktırSusturulamaz » (Grup Yorum, c'est le peuple, on ne peut pas le faire taire). Cela montre à quel point ils sont intolérants : ils ne supportent même pas un hashtag. Le deuxième jour, nous avons lancé un appel avec le hashtag « #GrupYorumBenim » (je suis Grup Yorum). Une fois de plus, nous étions dans les tendances en Turquie.

Et pendant ce temps, nous avons bien sûr lancé différents appels à la population :

- Téléchargez toutes les vidéos et toutes les chansons de Grup Yorum que vous avez sur Internet, sur toutes les plateformes de réseaux sociaux, sur tous vos comptes ; téléchargez-les aussi activement que possible.
- Jouez les chansons de Grup Yorum dans les cafés.
- Jouez-les dans les bus.
- Jouez-les lors de mariages.
- Jouez-les lors de fêtes de circoncision.
- Jouez-les dans vos communautés, lors d'événements auxquels vous participez.

Et nous avons reçu des réponses très rapides. Par exemple, une vidéo nous est parvenue depuis un train reliant Ankara à Eskişehir : Grup Yorum passait dans les haut-parleurs du train. Une vidéo est arrivée depuis un campus. Une vidéo est arrivée depuis un jam. Une vidéo est arrivée depuis des maisons. Nous allons poursuivre cet appel. Il ne s'agissait pas simplement d'une campagne à court terme. À partir de ce moment, nous avons adressé une demande simple à nos auditeurs : écoutez Grup Yorum, diffusez Grup Yorum.

Nous avons reçu des messages de programmeurs ou de personnes qui, sans être programmeurs, s'y connaissent en programmation informatique. Par exemple, une personne a ouvert une chaîne sur Telegram, y a téléchargé tous les fichiers MP3 et a envoyé le lien. Vous pouvez partager cela. « Vos chansons sont ici. Les utilisateurs de Telegram peuvent les écouter à partir d'ici ». D'autres ont créé différentes pages. Ainsi, les gens nous soutiennent et font des suggestions. Bien sûr, nous voulons qu'ils soient plus nombreux.

Appelons-les à nouveau : maintenant que l'impérialisme nous attaque à l'aide de technologies, en utilisant ces technologies non pas pour le bien de l'humanité, mais pour son propre profit, causant du tort à l'humanité, les enfants du peuple qui s'y connaissent en technologies doivent eux aussi utiliser leur intelligence et leur travail pour le bien du peuple, pour le bien des acteurs populaires, et nous contacter. Appelons-les.

Que pouvons-nous faire pour surmonter ces interdictions ? Il y a sûrement un moyen. Ils ne se soumettent à aucune loi ni à aucun ordre lorsqu'ils agissent ainsi. Il n'y a eu aucune décision judiciaire interdisant les chansons de Grup Yorum, mais en quelques heures seulement, ils peuvent supprimer 454 de nos vidéos en une seule journée. Si tel est le cas, comment allons-nous contourner ces interdictions ? Nous pouvons nous réunir et réfléchir. Si nous avons des

suggestions, nous les examinerons et déciderons ensemble de la marche à suivre.

Comme vous le savez, nous avons de nouveaux singles, et Spotify les a également supprimés. Nous les publions de temps en temps. Là encore, n'importe qui peut les imprimer lui-même à l'aide de codes QR et les diffuser.

Des graffitis apparaissent. Malgré le fait que nous n'ayons pas appelé à cela, des graffitis « Grup Yorum Halktır Susturulamaz » apparaissent sur les murs, dans le métro, dans les campus universitaires. Nous recevons des photos. Cela peut être refait. Arrêtons-nous là pour l'instant. Bien sûr, nous réfléchissons à ce que nous pouvons faire d'autre. Au fur et à mesure que des idées surgiront, nous les mettrons en œuvre. Nous continuerons également à y appeler. À l'avenir, nous poursuivrons nos activités au sein de Yorum.

Grup Yorum défend l'art révolutionnaire contre l'art corrompu de l'impérialisme

De plus, nous sommes situés dans le centre culturel « Idil » — permettez-moi d'en parler également. Comme vous le savez, c'est la maison de Yorum. Malgré toutes ces attaques, non seulement nous préservons Yorum, mais nous publions également notre magazine « Tavyr ». Nous avons également un magazine culturel et artistique alternatif dans le domaine de la littérature. Et malgré le fait que nous ayons 21 prisonniers et que tout leur travail et leurs responsabilités reposent sur nos épaules, nous continuons à publier « Tavyr ». Et nous le publions à nouveau sur Internet à l'aide d'un code QR — invitons les gens à le lire, à le suivre.

Nous poursuivrons nos efforts dans tous les domaines artistiques afin de détruire l'hégémonie impérialiste — contre l'art décadent et corrompu de l'impérialisme — et de développer l'art populaire, l'art révolutionnaire du peuple, afin de toucher les gens à travers la musique, la littérature, le cinéma et d'autres domaines.

Peu importe comment ils essaient de nous encercler, notre horizon est très large. Parce que nous aimons notre peuple, nous aimons notre patrie et nous ne la laisserons pas être déchirée par ce régime pourri. Nous ne laisserons pas notre jeunesse être gaspillée ou nos valeurs détruites. Nous défendrons l'art révolutionnaire. En tant que Yorum, nous avons pris cette mission à cœur, permettez-moi de le dire.

Peut-être que dans d'autres domaines, comme le cinéma, nous n'avons pas encore créé une organisation aussi importante que Grup Yorum, qui existe depuis 40 ans et qui est devenue une référence, mais, comme nous l'avons déjà dit, nous continuons à travailler dans tous les domaines. Et nous vaincrons, c'est certain. Nous vaincrons l'art décadent de l'impérialisme par l'art populaire. Permettez-moi de le dire ainsi.

BaharKyzalaltun,
membre
de Grup Yorum

*interview réalisée par
les camarades
biélorusses du
Front anti impérialiste,
été 2025,
anti-imperialism.by*

ÉCOUTEZ ↘



INTERVIEW AVEC LE RAPPER ERZIN



1) Les paroles de vos chansons sont un coup de poing contre le conformisme de la société allemande. D'où tirez-vous votre inspiration et quels sont les thèmes que vous abordez ?

Il est facile de répondre à la question de savoir d'où je tire mon inspiration. Je viens d'une famille politiquement active, je n'ai jamais connu autre chose. Tandis que d'autres passaient leur temps libre dans des parcs d'attractions, moi j'allais à des manifestations.

Les figures principales qui m'ont inspiré sont İbrahim Kaypakkaya, Che Guevara et Karl Marx.

Le sens de leur vie était de lutter contre l'injustice et de rendre le monde meilleur.

Je ne me concentre pas sur un objectif unique. Il s'agit de l'antifascisme dans son ensemble, sous toutes ses formes. Nous luttons contre l'injustice, le racisme et l'exploitation.

2) L'industrie culturelle impérialiste domine et façonne le comportement des classes populaires. La musique pop et le rap sont associés aux modèles culturels imposés par l'impérialisme : l'argent, la violence, le sexe, etc. Une

contre-culture populaire est donc nécessaire. Selon vous, dans quels espaces et domaines peut-elle émerger ?

Malheureusement, la lutte contre l'impérialisme ne se gagne pas du jour au lendemain.

C'est un combat de longue haleine, qui exige de la persévérance.

La contre-culture peut prendre de nombreuses formes, et c'est indispensable.

Elle peut s'exprimer à travers la musique, comme je le fais, afin de toucher le plus grand nombre possible de personnes.

Elle peut aussi émerger à travers des médias politiquement engagés qui ne se laissent pas intimider, dans la rue, à travers des manifestations et des organisations.

3) L'anticommunisme, la haine et le racisme envers les classes populaires sont très présents aujourd'hui en Europe. Une nouvelle génération veut lutter non seulement « contre », mais aussi « pour » : pour la résistance et pour un monde nouveau. Comment la musique peut-elle y contribuer ?

En diffusant des valeurs politiques dans la rue à travers la musique.

Je reçois souvent des messages de jeunes qui se sont intéressés à la politique grâce à mon travail.

Il est vrai que la musique politique touche souvent des personnes déjà politisées, mais nous parvenons également à éveiller l'intérêt de jeunes qui n'avaient jamais été confrontés à la politique auparavant.

J'espère que d'autres suivront notre exemple afin d'encourager le plus grand nombre possible de personnes à s'engager politiquement.

J'espère aussi que nous rendrons le rap de gauche accessible à un public plus large. C'est pour cela que nous utilisons des rythmes modernes et attractifs, afin de rendre le message plus percutant.

4) La musique, comme toutes les formes d'art, est contrôlée par le marché et donc par l'impérialisme. Comment résistez-vous à ces « sirènes » ?

Je refuse de me laisser opprimer.

On essaie constamment de me mettre des bâtons dans les roues. Mes vidéos sont signalées des milliers de fois. De grands politiciens de l'opposition attirent l'attention sur ma musique, et le sujet est même évoqué au Bundestag.

C'est un bon signe, cela signifie que la musique touche beaucoup de gens, que ce soit de manière négative ou positive. Tout le monde comprend le message !

GLI ARTISTI CHE NON ABBIAMO

Les artistes que nous n'avons pas (Italie)



ÉCOUTEZ



Nous avons interviewé les membres du groupe italien « Gli artisti che non abbiamo » (Les artistes que nous n'avons pas), qui utilise l'IA de manière intelligente et créative, donnant vie à une série de chansons, de musiques et de vidéos grâce à l'IA, renversant ainsi la logique capitaliste de l'intelligence artificielle. Le nom, auto-ironique, veut souligner l'absence de musiciens aujourd'hui au service des masses populaires et de leurs intérêts. Nous pensons que ce type d'expériences doit être largement soutenu et exporté, y compris en France.

1) L'hégémonie culturelle impérialiste est dominante, et les expressions artistiques tendent vers une vision « onaniste », « hédoniste » et « décadente » qui reflète la crise qui touche aujourd'hui le mode de production capitaliste. D'où vient votre expérience ?

Partons d'un fait. La culture et la musique ne sont jamais neutres. Aujourd'hui, la musique qui a le plus de succès auprès des masses populaires est objectivement mauvaise. C'est un produit industriel, conçu de manière artisanale : omniprésent, très accessible et sans aucune

exigence. Des millions de personnes s'y retrouvent impliquées malgré elles, voire submergées. Ce n'est pas une musique neutre. C'est un instrument de l'industrie même qui la produit, la conçoit, la construit, la diffuse et la promeut. C'est un instrument de la classe dominante. C'est de la propagande de la classe dominante. C'est une arme de la classe dominante.

Notre expérience est née d'une réflexion : et si nous essayions de donner un contenu révolutionnaire à cette musique de merde qui est aujourd'hui la plus populaire ? Nous avons immédiatement revendiqué (nous avons écrit l'article « Manifeste – musique synthétique ») être un collectif d'agit-prop et non un groupe de musiciens, encore moins d'artistes. Nous sommes un collectif de communistes, nous sommes des travailleurs et nous sommes des militants. La combinaison de ces éléments nous a amenés à regarder la réalité telle qu'elle est, et non telle que nous voudrions qu'elle soit.

Nous nous sommes dit, très humblement, que nous en avons marre des préjugés classistes contre la musique de merde, qui est la musique des masses, à laquelle les masses sont « condamnées ». La musique commerciale est dépourvue de contenu, ses paroles sont souvent dénuées de sens, elle exalte des situations et des contextes toxiques, elle parle et parle à n'en plus finir d'amour sous toutes ses formes, elle perpétue des stéréotypes de toutes sortes.

Nous nous sommes également dit que nous en avons assez de la musique alternative militante. La musique militante, même si elle nous a fait grandir, présente aujourd'hui deux problèmes : il s'agit de genres musicaux de niche (elle n'est pas écoutée par les grandes masses) et c'est presque exclusivement de la musique qui dénonce le monde de merde dans lequel nous vivons, la police, le racisme, les mille problèmes de la société capitaliste... tellement de dénonciations, qu'à la longue, cela a un peu le goût de l'impuissance.

Mais notre expérience est aussi née d'une provocation. Notre nom même est provocateur. Les artistes que nous n'avons pas. Si nous restons à la surface, le nom fait clairement référence au fait que la musique que vous entendez n'est pas jouée par des musiciens et que les voix que vous entendez n'appartiennent pas à des chanteurs. Mais la vérité est que, dans le paysage musical italien, nous n'avons pas d'artistes qui vont au-delà de la dénonciation des maux du capitalisme. Et souvent de manière plaintive.

Donc. En tant qu'analphabètes de la composition musicale, nous nous sommes dit que nous pourrions très bien être

capables de faire de la musique de la même qualité artistique médiocre que la musique commerciale et mainstream (les instruments de composition sont à peu près les mêmes), mais qui ait une autre caractéristique des bolcheviks, outre l'humilité, un contenu offensif. Car, comme nous l'écrivons dans "L'ora è ora" : "Regarde combien nous sommes nombreux, passons à la contre-attaque depuis toujours résistons, ce ne sera pas le feu d'une nuit d'émeute, ce sera la guerre à la guerre, notre guerre, la guerre de la revanche."

2) Il y a souvent, de la part de certains secteurs du « mouvement », une critique « néo-luddiste » des machines et des développements technologiques, qui reflète l'incapacité à utiliser le marxisme : les ouvriers ne sont pas contre les machines, mais contre ceux qui les font fonctionner... Votre utilisation de l'IA représente une heureuse nouveauté, dans la manière dont vous l'utilisez.

Un couteau peut être utilisé pour couper des aliments ou pour tuer, cela dépend de la façon dont celui qui le manie veut l'utiliser. Il en va de même pour l'IA. La bourgeoisie l'utilise pour détourner les masses de la lutte des classes, elle l'utilise pour alimenter son système d'exploitation, elle fait du progrès technologique un instrument d'abrutissement et de diversion de la réalité, ainsi qu'un moyen de supprimer des emplois. Le fait est que, tout comme la classe dominante peut l'utiliser à ses fins, nous, camarades, pouvons également l'utiliser aux nôtres. Nous ne pensons pas que l'IA puisse remplacer les musiciens, les chanteurs, les artistes, et nous ne pensons pas non plus qu'elle doive le faire. Comme nous l'avons déjà dit, notre projet n'a pas de prétentions artistiques. Il s'agit simplement d'un projet né de cette époque où nous avons, plus ou moins, libre accès aux technologies créées par la classe dominante. Le fait est que nous avons des choses à dire. Aujourd'hui, nous avons également trouvé cette forme pour les dire, qui est un moyen de retourner contre la classe dominante ses armes de distraction et d'abrutissement.

Nous l'avons déjà dit, nous le répétons : nous ne sommes pas un groupe de musique, nous ne sommes pas des artistes, mais nous sommes un groupe d'agit-prop qui expérimente différentes formes de propagande communiste. Nous revendiquons de ne pas être des artistes, mais nous revendiquons également l'élaboration des textes. Voilà, tout cela vient de nous. Et nous tenons à le dire et à le répéter, car c'est un sujet épineux avec les personnes qui abordent ce projet avec méfiance, parce qu'elles ont une vision de l'IA comme le mal absolu. Nous pensons au contraire que si elle existe et qu'elle peut être utile pour faire du communisme une réalité concrète pour les masses, il est bon de l'utiliser.

Ce débat sur le progrès et la technologie nés sous le régime bourgeois et sur l'utilisation que doivent en faire les communistes n'est pas nouveau dans le mouvement communiste, c'est un thème qui a déjà été abordé et dépassé en Union Soviétique.

Dès 1921, lors de la VIII^e Conférence panrusse des syndicats, Staline déclarait : « Il n'y a pas longtemps, un camarade m'a envoyé une note tirée d'un journal, « Le Communiste », de 1918, dans laquelle il était proposé de brûler les chemins de fer, arguant qu'il s'agissait d'un

héritage bourgeois dont il fallait se débarrasser. Voilà qui étaient les troglodytes. Mais c'est là un exemple du degré d'exaltation et de vandalisme auquel on peut parvenir ». La position de Staline, qui devint la ligne officielle du parti, était que l'État soviétique devait s'approprier ces héritages bourgeois et les mettre au service des objectifs socialistes.

Voilà. Nous sommes d'accord avec Staline. Ce ne sont pas les machines ni le progrès technologique qui posent problème, mais ceux qui les utilisent, dans l'intérêt de quelle classe et dans quel but.

3) La forme et le contenu, vos textes sont « directs » et rompent avec la soi-disant gauche de l'OTAN (faible avec les forts, et forte avec les faibles...). Quels sont les thèmes que vous privilégiez ?

Tout d'abord, nous sommes heureux que nos textes soient perçus comme directs, car c'est ce que nous voulons être. Même dans notre communication sur les réseaux sociaux, nous ne voulons pas céder à l'autocensure par crainte que l'algorithme ne nous prive de visibilité (ce qui est déjà le cas, d'ailleurs). C'est aussi une provocation et une « expérience ». Nous n'avons aucune idée de la façon dont cela va se passer, pour l'instant nous avons des canaux très petits, donc nous sommes pénalisés, mais jusqu'à un certain point. Vont-ils supprimer nos profils ? C'est possible. La bourgeoisie détient ces moyens et n'a jamais hésité à faire taire et à censurer. Comme nous l'avons dit, notre projet se veut provocateur à plusieurs égards. Ne pas plaire à l'algorithme d'Instagram, Facebook ou Youtube fait également partie de l'expérience.

Nous sommes conscients que cela signifie que nos contenus sont pénalisés par rapport à d'autres, ou que nos chaînes pourraient être fermées. Nous sommes également conscients qu'aujourd'hui, il faut être direct.

Revenons à la question. Les thèmes que nous privilégions peuvent être divisés en deux volets. Nous avons intérêt à parler du communisme, de ce que signifiait la construction du socialisme en Union Soviétique, des progrès qu'a apporté au monde la vague révolutionnaire générée par la Révolution d'octobre, afin de démanteler la propagande anticommuniste.

Nous avons également intérêt à commenter la réalité qui nous entoure. Par exemple, nous avons écrit plusieurs textes sur la Palestine, sur la lutte en solidarité avec le peuple palestinien, en solidarité avec ceux qui ont été touchés par la répression pour s'être rangés du côté de la résistance palestinienne, contre l'armée génocidaire de l'IDF.

Ce n'est pas seulement le désir de commenter la réalité, dans ce que nous écrivons, il y a surtout le désir de donner un point de vue différent (direct) et une orientation. Par exemple, dans la chanson « Linea di condotta », nous parlons de la manière d'affronter la répression, de l'attitude à adopter face aux forces de l'ordre, de la mentalité que nous devons adopter pour ne pas nous laisser submerger par la répression : ce ne sont pas des crimes dont tu m'accuses, mais des actions légitimes d'une classe qui se soulève, qui lutte pour le pouvoir.

En ce qui concerne la gauche de l'OTAN, dans une chanson, nous parlons précisément de la situation de l'Italie : un protectorat des États-Unis, un pays occupé

militairement, dépourvu de souveraineté nationale, où la politique étrangère et intérieure est définie par les États-Unis, l'UE, les sionistes et le Vatican. Mais là encore, nous ne nous limitons pas à la dénonciation, nous le disons clairement : patronat et financiers, capitalistes, Union Européenne, sionistes, OTAN et Vatican, il n'y a pas de conciliation possible, il faut une nouvelle Libération.

Nous avons rédigé quelques textes inspirés par les glorieuses journées de mobilisation et de grève pour la Palestine en septembre et octobre 2025, afin d'indiquer une perspective (bloquons tout, vraiment tout, jusqu'à ce que le ministre quitte le ministère, jusqu'à ce qu'ils capitulent).

En définitive, les thèmes que nous traitons concernent la lutte des classes en cours dans notre pays et dans le monde, les contenus que nous voulons transmettre cherchent toujours à dépasser la simple dénonciation et à donner une orientation et des indications pratiques. Le morceau « Come il gatto con i topi » (Comme le chat avec les souris) est peut-être l'un de nos morceaux préférés en ce sens : il n'est pas vrai que la lutte des classes est terminée, gagnée par les patrons et perdue par les masses, ceux qui le disent sont dissociés, ceux qui y croient sont tombés dans le piège, au lieu de livrer bataille, « nous succombons », la vérité est qu'il faut s'organiser, se donner les moyens de lutter, lutter pour gagner.

4) Il existe de la part de la « gauche de l'OTAN » un « mépris » total pour les intérêts et les garanties des classes populaires. En Italie, il existait dans les années 70 un groupe musical, Assemblea Teatrale Musicale, qui, à travers la chanson « I ricchi » (Les riches), dans l'album « Marilyn » de 1977, se moquait de la culture bourgeoise de « gauche » : - la Russie stalinienne qui ne laisse aucune liberté d'expression à l'artiste... - et les riches ont étudié et savent également apprécier le caractère dramatique du chant populaire - Aujourd'hui, nous sommes complètement submergés par le culte du « ghetto » et des « sous-cultures ». C'est une tâche fondamentale pour ceux qui veulent contrer l'hégémonie culturelle impérialiste que de sortir de ces « cages ». Dans votre manière de créer, vous avez nié la fonction bourgeoise même de « l'artiste ». Quels sont vos projets pour l'avenir ?

Nous avons écrit un article sur l'hégémonie culturelle qui s'intitule justement "Egemonia". C'est une invitation à problématiser Gramsci. En Italie, nous avons un sérieux problème avec Gramsci : il a apporté des contributions théoriques fondamentales au mouvement communiste mondial, il est étudié dans le monde entier (en Inde, au Pérou, au Népal, au Venezuela, en Chine), mais nous ne l'étudions pas en Italie, où il est tout au plus lu à travers le prisme des propos de Togliatti (qui était pourtant un révisionniste...).

Même si on ne l'étudie pas, tout le monde aime le citer. Il y a en particulier une de ses phrases qui est galvaudée : « Je vis, je suis partisan, donc je déteste ceux qui ne prennent pas parti. Je déteste les indifférents ». Voilà. Nous pensons qu'il faut remettre en question non pas tant Gramsci que l'attitude de tous ces camarades, ces militants, ces avant-gardes de la lutte qui pensent qu'il est sain

de détester les « indifférents ». Nous-mêmes avons cité cette phrase dans le passé. Quiconque est politiquement actif en Italie est tombé sur cette phrase. Le fait est qu'en tant que communistes, nous ne pouvons pas nous permettre de détester ceux qui, sous l'influence de la bourgeoisie impérialiste, sont indifférents aujourd'hui. Nous devons plutôt comprendre comment conquérir ceux qui sont indifférents aujourd'hui. Car sans classe ouvrière et sans masses, il n'y a pas de révolution.

Ainsi, combattre l'hégémonie de la bourgeoisie dans le domaine culturel est un outil de la lutte politique révolutionnaire et c'est ce que nous essayons de faire avec ce projet. Car les idées peuvent devenir une force matérielle lorsqu'elles sont assimilées par les masses. Cela signifie que nous ne devons pas dénigrer les masses, mais - pour citer Gramsci lui-même - "les soigner, les instruire et les organiser." Car ceux qui ont hésité cette fois-ci se battront avec nous demain, pour reprendre un slogan des années 70.

L'avenir du projet dépendra des résultats obtenus par cette provocation. Il est évident que nous ne serons plus utiles lorsque les artistes militants iront au-delà de la dénonciation, qu'ils parleront de révolution socialiste, de la Révolution d'octobre, de s'organiser, d'en finir avec le monde des patrons, et ce sera encore mieux si un Ghali, un Marracash ou d'autres artistes plus confirmés utilisent leur rôle et leur visibilité pour aller au-delà de la dénonciation. Ce n'est pas tant nous qui devons sortir de notre niche, mais les vrais artistes qui doivent se mettre au service de la lutte des classes et des masses populaires.

Si vous souhaitez nous écouter ou nous contacter, vous pouvez nous trouver sur Soundcloud et Youtube, sur Instagram et Facebook, en recherchant « Gli artisti che non abbiamo » (Les artistes que nous n'avons pas).

RÉSISTANCE ET VICTOIRE

AYTEN ÖZTÜRK



EDITIONCONTRADICTION.BLOGSPOT.COM

CRÉATIVITÉ ET LIBERTÉ INDIVIDUELLE DANS LE MARXISME

Mikhail Lifshitz

Le rôle historique du mode de production capitaliste est de mettre en évidence les contradictions du progrès social ; en même temps, il prépare le terrain pour l'élimination de toutes ces inégalités et antagonismes. La division même du travail donne lieu à des contradictions entre les trois « éléments » : « forces productives », « relations sociales » et « conscience ». La division sociale du travail n'est toutefois pas une catégorie éternelle. En tant que stratification sociale de la société, elle disparaît, et en tant que hiérarchie professionnelle, elle s'éteint dans la transition vers la société communiste.

Mais que signifie cette transition en matière de création esthétique ? Ne signifie-t-elle pas la destruction de toutes les distinctions entre l'esthétique et le non-esthétique dans l'art, tout comme dans la vie, la contradiction entre l'artiste et le mortel ordinaire est supprimée ? Le collectivisme, d'une manière générale, ne supprime-t-il pas toute originalité et tout talent individuels ? Telles sont certaines des objections bourgeoises au communisme. Marx et Engels ont traité ces objections dans leur critique de l'ouvrage de Max Stirner, *L'Unique et sa propriété*. Stirner, l'un des fondateurs de l'anarchisme, faisait la distinction entre le travail « humain », qui peut être organisé collectivement, et le travail « individuel », qui ne peut en aucun cas être socialisé. Car qui peut remplacer un Mozart ou un Raphaël ?

Marx et Engels ont écrit :

« Là encore, comme toujours, Sancho [c'est-à-dire Stirner] manque de chance dans le choix de ses exemples concrets. Il pense que « personne ne peut composer votre musique à votre place, ni réaliser vos projets de peinture. Les œuvres de Raphaël ne peuvent être réalisées par personne d'autre ». Mais Sancho aurait dû savoir que ce n'est pas Mozart lui-même, mais quelqu'un d'autre, qui a en grande partie composé et entièrement achevé le Requiem de Mozart, et que Raphaël n'a « exécuté » qu'une petite partie de ses fresques.

Stirner imagine que les soi-disant organisateurs du travail souhaitent organiser l'ensemble des activités de chaque individu, alors que ce sont précisément eux qui font la distinction entre le travail directement productif, qui doit être organisé, et le travail qui n'est pas directement productif. En ce qui concerne ce dernier type de travail, ils ne pensent pas, comme l'imagine Sancho, que tout le monde peut travailler à la place de Raphaël, mais plutôt que tous ceux qui ont un Raphaël en eux devraient pouvoir se développer sans entrave. Sancho imagine que Raphaël a créé ses peintures indépendamment de la division du travail qui existait

alors à Rome. S'il compare Raphaël à Léonard de Vinci et au Titien, il verra à quel point les œuvres d'art du premier ont été conditionnées par l'essor de Rome, alors sous l'influence de Florence ; comment les œuvres de Léonard ont été conditionnées par le milieu social de Florence, et plus tard celles du Titien par le développement tout à fait différent de Venise. Raphaël, comme tout autre artiste, était conditionné par les progrès techniques réalisés dans l'art avant lui, par l'organisation de la société et la division du travail dans sa localité, et enfin, par la division du travail dans tous les pays avec lesquels sa localité entretenait des relations. La capacité d'un individu comme Raphaël à développer son talent dépend entièrement de la demande, qui dépend à son tour de la division du travail et des conditions éducatives qui en découlent.

En proclamant le caractère individuel du travail scientifique et artistique, Stirner se place bien en dessous de la bourgeoisie. Déjà à notre époque, il s'est avéré nécessaire d'organiser cette activité « individuelle ». Horace Vernet n'aurait pas eu le temps de produire un dixième de ses peintures s'il les avait considérées comme des œuvres que « seul cet individu peut accomplir ». À Paris, l'énorme demande de vaudeville et de romans a donné lieu à une organisation du travail pour la production de ces marchandises, qui sont en tout cas meilleures que leurs concurrentes « individuelles » en Allemagne. « Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*

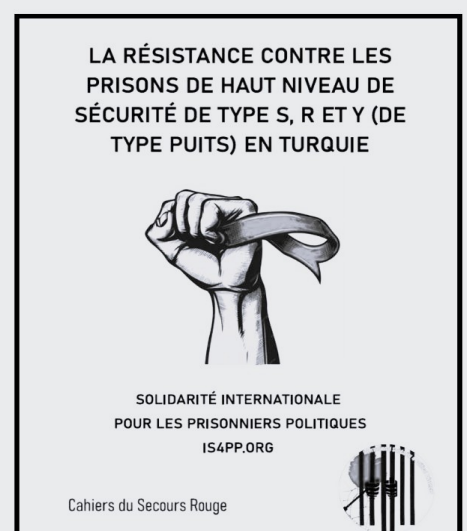
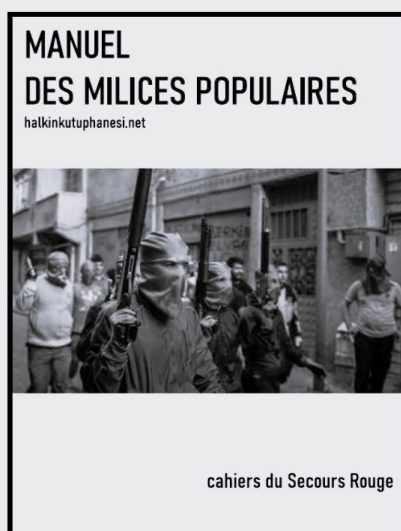
Ainsi, la société bourgeoise elle-même tente d'organiser les formes supérieures du travail intellectuel. « Il va sans dire, cependant, que toutes ces organisations fondées sur la division moderne du travail obtiennent des résultats encore très insuffisants et ne représentent un progrès que par rapport à l'autosuffisance à courte vue qui existait jusqu'à présent. » Mais il ne faut pas confondre cette soi-disant « organisation du travail » avec le communisme. Dans la société communiste, ces questions confuses concernant la disparité entre les personnes hautement douées et les masses disparaissent. « La concentration exclusive du talent artistique chez certains individus et sa suppression conséquente dans les larges masses populaires sont un effet de la division du travail. Même si, dans certaines relations sociales, tout le monde pouvait devenir un excellent peintre, cela n'empêcherait pas tout le monde d'être également un peintre original, de sorte qu'ici aussi, la différence entre le travail « humain » et le travail « individuel » devient une pure absurdité. Dans une organisation communiste de la société, l'artiste n'est pas confiné par l'isolement local et

national qui résulte uniquement de la division du travail, et l'individu n'est pas non plus confiné à un art spécifique, de sorte qu'il devient exclusivement peintre, sculpteur, etc. ; ces noms mêmes expriment suffisamment l'étroitesse de son développement professionnel et sa dépendance à l'égard de la division du travail. Dans une société communiste, il n'y a pas de peintres, mais tout au plus des hommes qui, entre autres choses, peignent également. » Loin de supprimer l'originalité personnelle, le collectivisme offre en réalité le seul terrain solide pour un développement complet de la personnalité. Marx et Engels l'ont affirmé avec force dans L'idéologie allemande. Ils savaient très bien qu'un nouveau cycle de progrès artistique ne peut commencer qu'avec la victoire du prolétariat, l'abolition de la propriété privée et la généralisation des relations communistes. Ce n'est qu'alors que toutes les forces actuellement épuisées par l'oppression capitaliste pourront être libérées. « La destruction de la propriété privée est l'assimilation complète de tous les sentiments et caractéristiques humains. » La nouvelle société, écrivait Marx, critiquant le communisme « grossier » et niveleur, ne représente pas « la négation abstraite de toute éducation et civilisation ». Elle ne propose pas « de supprimer le talent par la force ». Au contraire, « dans la société communiste — la seule société où le développement original et libre des individus n'est pas une simple formule —, ce développement dépend précisément de l'association même des individus, une association fondée en partie sur des prémisses économiques, en partie sur la solidarité nécessaire au libre développement de tous, et enfin sur l'activité universelle des individus en accord avec les forces productives disponibles. La question concerne donc ici des individus se trouvant à un niveau historique de

développement déterminé, et non des individus pris au hasard... Naturellement, la conscience que ces individus ont de leurs relations mutuelles est également tout à fait différente, et aussi éloignée du « principe de l'amour » ou du dévouement que de l'égoïsme. ». La société communiste supprime non seulement la contradiction abstraite entre « travail et plaisir », mais aussi la contradiction très réelle entre sentiment et raison, entre « le jeu des forces physiques et mentales » et « la volonté consciente ». Avec l'abolition des classes et la disparition progressive de la contradiction entre travail physique et travail intellectuel, vient le développement complet de l'individu tout entier, dont les plus grands penseurs sociaux ne pouvaient jusqu'alors que rêver. Seule la société communiste, dans laquelle « les producteurs associés régulent rationnellement leurs échanges avec la nature, la soumettent à leur contrôle commun, au lieu d'être gouvernés par elle comme par une puissance aveugle », peut établir la base matérielle du « développement des forces humaines qui est sa fin propre, le véritable domaine de la liberté... La réduction de la journée de travail en est la condition fondamentale. » Karl Marx. Le Capital

Selon la doctrine de Marx, le communisme crée donc les conditions nécessaires à l'épanouissement de la culture et de l'art, auxquelles les possibilités limitées offertes par la démocratie des esclaves à une poignée de privilégiés doivent nécessairement paraître dérisoires. « L'art est mort ! VIVE L'ART ! » Tel est le slogan de l'esthétique de Marx.

Extrait du livre: La philosophie de l'art de Karl Marx (1931) de Mikhail Lifshitz



Les cahiers du secours rouge peuvent être téléchargés sur le site : revuesupernova.com/cahiers-du-secours-rouge/

interview avec les camarades équatoriens

MGTL

Movimiento Guevarista Tierra y Libertad de Ecuador- Partido Revolucionario de los Trabajadores



1) Pouvez-vous nous présenter votre organisation ?

Le MGTL-PRT est une organisation révolutionnaire marxiste-léniniste qui lutte pour la construction du Parti révolutionnaire du peuple équatorien, pour la libération nationale et pour le socialisme. Fruit de décennies de luttes du peuple équatorien, nous nous reconnaissons comme les héritiers des luttes insurgées des années 1980 et 1990.

Dans nos rangs militent des camarades qui furent membres d'Alfaro Vive Carajo et de Montoneras Patria Libre, qui ont affronté les armes de l'État équatorien, qui ont été internationalistes et emprisonnés dans les cachots de la bourgeoisie. Mais nous nous reconnaissons également héritiers des grandes luttes populaires des années 1990, au cours desquelles le peuple équatorien a renversé trois présidents.

Nous sommes aussi les enfants du prolétariat, des paysans et des peuples autochtones. Nous sommes des combattants populaires issus des travailleurs précaires, des vendeurs ambulants, des travailleurs indépendants, des ouvriers, des paysans et des chômeurs. Nous sommes le prolétariat organisant son propre parti, son propre front de combat.

Le peuple équatorien nous reconnaît comme une force de lutte. Les guévaristes sont présents dans toutes les luttes justes où le peuple a besoin de nous. Nous avons gagné notre reconnaissance à la sueur de notre front : dans la lutte de rue, dans la récupération des haciendas, dans le combat contre les multinationales minières, dans la défense des terres communautaires, en affrontant la persécution et l'emprisonnement politique sans jamais reculer.

2) Quelle est la situation sociale et politique actuelle en Équateur ? Quels sont les liens entre le pouvoir économique, la politique et les organisations criminelles ? Comment se manifeste l'impérialisme américain ?

L'Équateur est un narco-État, un véritable trou noir du capital. C'est aujourd'hui le pays le plus violent de la région, d'où partent chaque jour des tonnes de drogue vers l'Europe et les États-Unis. Nous vivons une véritable guerre de la drogue, dont les principales victimes sont les travailleurs.

Nous traversons une grave crise économique et sociale, conséquence directe de l'application des recettes du FMI. Le président actuel, un cacique nommé Noboa, et toute sa cour de lumpen-bourgeoisie terrienne ont utilisé l'État pour favoriser leurs propres affaires, ruinant ainsi le pays.

Il n'y a plus de médicaments dans les hôpitaux. Des dizaines d'enfants meurent chaque jour à cause des bactéries hospitalières qui prolifèrent, parce que le gouvernement ne paie même plus le nettoyage des établissements de santé. L'éducation est en ruine : le régime caciquiste n'a pas construit une seule école et ferme même celles qui existent déjà.

Le trafic de drogue prospère parce que la bourgeoisie créole est une narco-bourgeoisie. Des rapports émanant

des États-Unis eux-mêmes ont démontré que les entreprises de la grande bourgeoisie sont impliquées dans le narcotrafic. Nous sommes gouvernés par des criminels.

L'ancien président Guillermo Lasso est propriétaire de la Banque de Guayaquil, identifiée comme un des principaux centres de blanchiment d'argent de la mafia. L'actuel président Noboa est propriétaire de l'entreprise Noboa Trading, qui faisait l'objet d'enquêtes pour trafic de drogue.

L'impérialisme yankee contrôle totalement le pays. Noboa est un lèche-bottes : hier de Biden, aujourd'hui de Trump. Récemment, le délinquant Marco Rubio s'est rendu en Équateur et Noboa s'est prosterné devant lui pour 13 millions de dollars. Les États-Unis cherchent à contrôler les ports équatoriens afin d'assurer leur hégémonie dans le commerce de la drogue.

Nous sommes soumis au pire cartel du monde : la DEA. L'Équateur est un pays semi-colonial. C'est pourquoi nous avons défini notre lutte avant tout comme une lutte de libération nationale. Nous devons d'abord expulser les gringos et leurs laquais pour avancer vers le socialisme.

3) Quels sont les secteurs sociaux les plus actifs dans la résistance actuelle ? Comment se pose aujourd'hui la question indigène et son rapport avec la lutte de classe ?

Comme toujours, ce sont les secteurs ouvriers et paysans. Actuellement, le pays est secoué par une grève des transporteurs, soutenue par les communautés paysannes et les secteurs organisés des villes.

Le prolétariat équatorien actuel est un prolétariat composé de chômeurs, de travailleurs indépendants, de travailleurs précaires, d'ouvriers surexploités et de paysans déplacés. Les organisations issues de ce prolétariat sont d'un nouveau type, non par discours, mais par nécessité historique.

Parmi ces organisations figurent le MGTL-PRT, les camarades d'Acción Antifascista, le mouvement Vientos del Pueblo, le parti Puka Inti et certains secteurs du PCE revenus au marxisme-léninisme.

Le peuple indigène est une force de lutte, mais il ne doit pas être idéalisé de manière abstraite. Les organisations indigènes formelles ont été dominées par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie indigènes, qui les ont menées à l'électorisme, à l'opportunisme et à la trahison des soulèvements populaires sur les tables de négociation avec les fascistes.

Nous grandissons parmi les paysans pauvres, et nous sommes nous-mêmes des paysans pauvres. Nous renforçons la dimension culturelle et la cosmovision andine, nous organisons des écoles politiques dans les communautés, nos militants sont indigènes et paysans

pauvres. Nous combattons le réformisme, le clientélisme et l'opportunisme, et nous refusons de jouer le jeu de la démocratie bourgeoise.

C'est pour cela que l'ennemi de classe nous a frappés durement en 2022 dans les zones rurales. Mais peu importe : nous sommes comme la paille des páramos, et petit à petit, nous repoussons.

4) Quelles sont, selon vous, les principales tâches des marxistes-léninistes aujourd'hui ?

Notre tâche principale est la reconstruction des partis communistes. Sans parti, il n'y a pas de révolution. Nous devons barrer la route au réformisme et au révisionnisme, lutter résolument contre le fascisme et la social-démocratie.

Nous devons reconstruire le mouvement ouvrier, le mouvement paysan, l'organisation populaire de quartier, les fronts antifascistes et tous les instruments de lutte du prolétariat. Une autre tâche essentielle est la reconstruction de l'Internationale communiste, un processus déjà en cours.

Enfin, le devoir fondamental de tout révolutionnaire est de faire la révolution. Et la révolution est une pratique réelle et concrète, faite d'actions, pas de paroles.



5) Quelle est la situation de la gauche révolutionnaire en Équateur ? Existe-t-il des prisonniers politiques ?

Malgré les coups reçus, la gauche révolutionnaire est debout, en processus de reconstruction et d'unité. La lutte contre le cacique fasciste Noboa nous a obligés à avancer sur le terrain de l'unité.

Aujourd'hui, des assemblées populaires fonctionnent dans plusieurs provinces. Nous avons fait l'expérience de l'organisation dans la rue, dans les quartiers et dans l'affrontement avec la police. Cela a été positif, mais nous voulons aller plus loin.

Le MGTL-PRT compte actuellement trois prisonniers politiques : le camarade Omar Campoverde, membre de la coordination nationale ; la camarade Gabriela Gallardo, militante de Socorro Rojo Latinoamérica ; et le camarade Carlos Carguachi, dirigeant indigène historique du centre du pays.

Ils ont été arrêtés le 19 mai 2022 lors d'une opération nationale, avec cinq autres camarades. Un autre camarade a échappé à l'arrestation mais a également été poursuivi. Le procès a été une véritable mascarade judiciaire.

Les camarades ont été accusés de « traite d'êtres humains à des fins de conflits armés » pour avoir prétendument emmené des personnes suivre une formation militaire en Colombie. Une accusation absurde, jamais prouvée, malgré la fabrication de preuves et de témoignages.

Le jour du verdict, des fonctionnaires de l'ambassade américaine ont intimidé les juges, qui ont finalement condamné trois camarades sur la base de documents sans valeur juridique. Voilà la réalité de la narco-justice équatorienne.

À cela s'ajoutent des centaines de militants sociaux criminalisés. En 2023, le camarade Víctor Guayllas, emprisonné depuis le soulèvement de 2019, a été assassiné et démembré dans la prison de Guayaquil.

6) Existe-t-il une coordination entre les forces révolutionnaires en Amérique du Sud ?

Oui. Outre Socorro Rojo Latinoamérica, il existe des processus régionaux comme la Coordinadora Guevarista Internacional, ainsi que d'autres espaces informels. L'internationalisme est fondamental, tant pour la défense des prisonniers politiques que pour l'accompagnement des luttes des peuples contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Il existe également de nombreux réseaux internationaux de solidarité avec la Palestine.

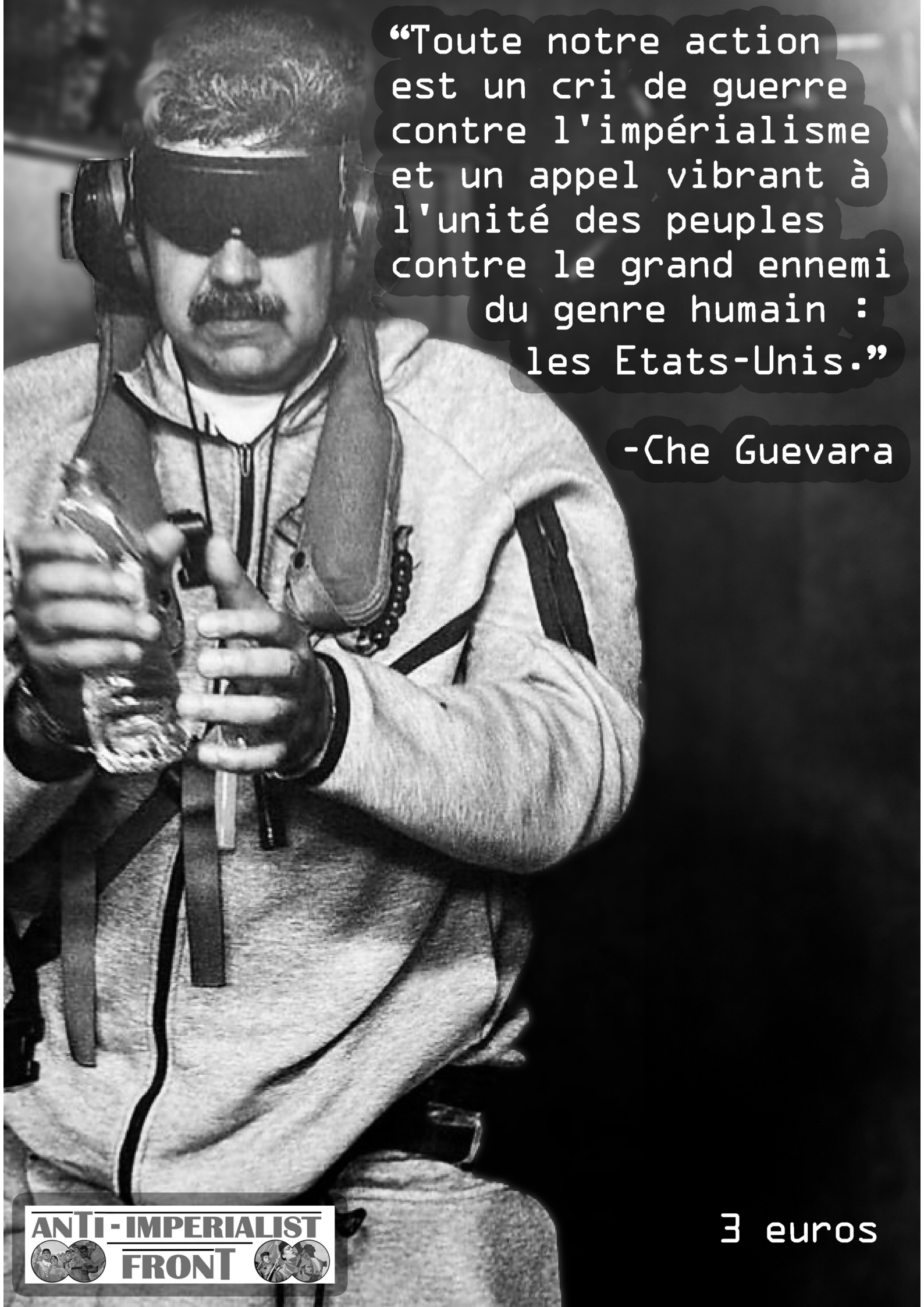
7) Qu'est-ce qui maintient vivante aujourd'hui la théorie et la pratique guévaristes ?

Le Che est immortel parce qu'il incarne le sacrifice total que tout communiste doit être prêt à faire pour l'émancipation de sa classe. Nous disons aux camarades qui rejoignent le MGTL-PRT qu'ils signent symboliquement un contrat par lequel ils abandonnent leur vie et leur liberté pour la cause révolutionnaire.

Un véritable révolutionnaire l'est jusqu'à la victoire ou jusqu'à la mort. Le Che a défini cette éthique révolutionnaire. Nous méprisons les « révolutionnaires » du week-end, des ONG, des cafés et des fêtes. Nous respectons ceux qui vivent 24 heures sur 24 pour la Révolution.

Nous disons à nos camarades d'être comme le Che : risquer leur peau pour prouver leurs convictions. Être courageux, car le courage n'est pas l'absence de peur, mais la capacité de la vaincre pour la cause. Être guévariste, c'est étudier profondément notre idéologie et être les meilleurs combattants des campagnes et des villes.



A black and white photograph of Che Guevara, wearing his iconic beret, sunglasses, and a light-colored zip-up jacket. He is holding a rifle in his right hand and a small object, possibly a cigarette or a small tool, in his left hand. The background is dark and out of focus.

“Toute notre action
est un cri de guerre
contre l'impérialisme
et un appel vibrant à
l'unité des peuples
contre le grand ennemi
du genre humain :
les Etats-Unis.”

-Che Guevara

**ANTI-IMPERIALIST
FRONT**

The logo of the Anti-Imperialist Front, featuring a circular emblem with a stylized figure holding a rifle.The logo of the Anti-Imperialist Front, featuring a circular emblem with a stylized figure holding a rifle.

3 euros